



Une force multinationale sous commandement australien

LE CONSEIL de sécurité des Nations unies a donné son feu vert, mercredi 15 septembre, à l'envoi au Timor-Oriental d'une force multinationale placée sous commandement australien. Les premiers soldats de ce contingent de 7 000 hommes pourraient se déployer d'ici à la fin de la semaine. Ils seront autorisés à faire usage de leurs armes pour imposer la paix dans ce territoire ensanglanté par les exactions des milices anti-indépendantistes appuyées par l'armée de Djakarta. Cette intervention n'est pas sans danger : « Il peut y avoir des pertes », a prévenu le premier ministre australien John Howard. Au Timor-Oriental, la terreur organisée se poursuit et plus de 140 000 personnes sont désormais réfugiées dans la partie occidentale de l'île.

Lire page 2

Daewoo lâche la Lorraine

L'ENTOURAGE de Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, en est convaincu : Daewoo, le géant sud-coréen en quasi-faillite, va fermer ses trois usines qui emploient 1 200 personnes en Lorraine. On ignore quand l'annonce sera faite, mais l'issue ne fait guère de doute. Les syndicats ne se font plus d'illusions. Jeudi 16 septembre, la CFDT organise un rassemblement devant la préfecture régionale à Metz. Après le départ de JVC et Panasonic, cette décision met à mal la reconversion de la région, en particulier du pôle européen de développement autour de Longwy. Dix ans après l'apparition des premières usines-tournevis, attirées à coups de subventions, la Lorraine va devoir repenser sa stratégie.

Lire page 19

La vedette de Saint-Nom



JEAN VAN DE VELDE

DEUX MOIS après son exploit dans l'Open de golf de Grande-Bretagne, Jean Van de Velde sera l'une des vedettes du Trophée Lancôme, à Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines). Il s'alignera ensuite dans la Ryder Cup. Une première pour un golfeur français.

Lire page 26

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 916 - 7,50 F

Droit de la famille : ce qui va changer

- Le gouvernement prépare une réforme du droit de la famille ● Tous les enfants seront égaux, la procédure du divorce sera allégée, le rôle des beaux-parents renforcé ● Après des baisses de TVA en 2000, M. Strauss-Kahn n'exclut aucun scénario pour réduire l'impôt sur le revenu en 2001

UNE PROFONDE réforme du droit de la famille est proposée par le rapport remis, mardi 14 septembre, au ministre de la justice par Françoise Dekeuwer-Defossez, professeur de droit à l'université Lille-II.

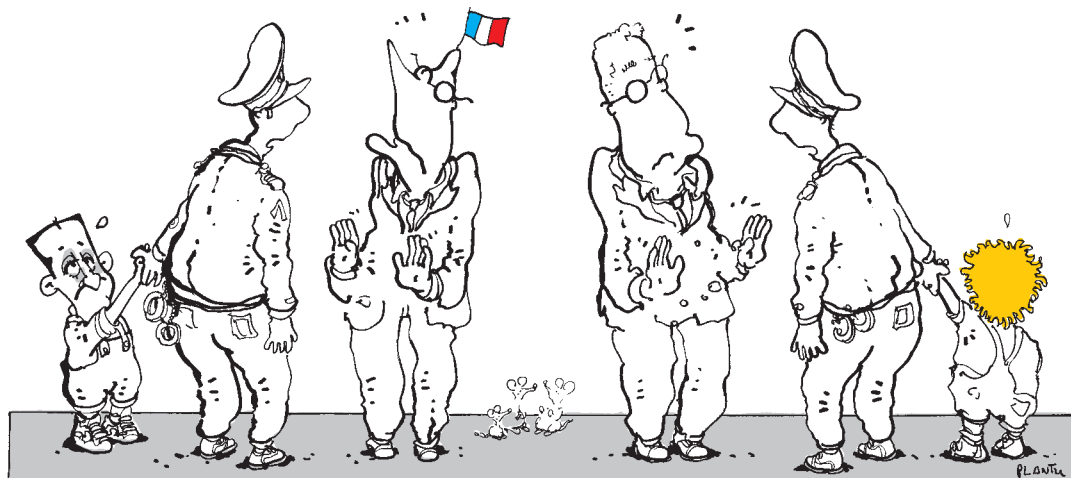
Considéré par le gouvernement comme une « base de travail » pour le projet de loi qui doit être adopté en l'an 2000, ce document privilégie l'égalité entre tous les enfants quelle que soit leur filiation et la continuité

des liens familiaux. Le rapport suggère d'instaurer une totale égalité entre filiations légitime et naturelle. Il propose de maintenir l'accouchement anonyme mais de permettre à l'enfant d'identifier sa mère. L'auto-

rité parentale serait réaffirmée, mais délégation pourrait être donnée à un beau-parent. Le divorce verrait sa procédure allégée. Dans un entretien au Monde, Irène Théry, sociologue du droit, estime que tout enfant doit « conserver ses deux parents qu'ils soient mariés, séparés ou non mariés », et appelle de ses vœux une réforme audacieuse.

Dominique Strauss-Kahn a, par ailleurs, présenté, mercredi, le projet de loi de finances pour 2000, qui prévoit une baisse de 21 milliards de francs du déficit et des allègements d'impôt de 40 milliards de francs. La réduction du taux de TVA pour les travaux d'entretien du logement est la mesure-phare de ce texte. Pour 2001, les experts gouvernementaux travaillent dès à présent à une réforme de l'impôt sur le revenu et n'excluent aucune piste de réflexion, pas même une baisse des taux d'imposition les plus élevés.

Lire pages 12 et 13,
et nos informations
sur le budget 2000 pages 6 et 7



Il est à vous cet enfant ?
- Non !

Les Moscovites, les « basanés » et la psychose des attentats

MOSCOU
de notre correspondant

Les derniers camions de gravats ont quitté l'avenue Kachirskoïe en fin d'après-midi. Ce mardi 14 septembre, il ne reste rien, sauf une terre-plein boueux dévasté par les engins de déblaiement de l'immeuble de sept étages pulvérisé la veille par un attentat à l'explosif, le plus meurtrier que Moscou ait jamais connu. Le dernier bilan est de 118 morts, dont 13 enfants. Des sauveteurs expliquent que « des parties de corps humains » restent encore à identifier. Aux alentours, des habitants du quartier stationnent en petits groupes, silencieux, abasourdis par la violence de l'attentat. Les façades des immeubles voisins sont criblées d'impacts, des bouleaux et peupliers sont déchiquetés, des grilles renversées. Visages fermés, deux hommes lisent longuement la liste des victimes affichée sur les portes de l'école voisine. Moscou vit avec la sourde angoisse de nouveaux attentats.

Deux immeubles de logements pulvérisés en une semaine, plus de 200 morts... L'immense capitale de 10 millions d'habitants tente de s'organiser. Le président Eltsine a demandé

que caves et bâtiments soient fouillés « dans les vingt-quatre heures ». Le maire de la ville, Iouri Loujkov, a promis « un régime spécial », montrant une fois de plus du doigt les Caucasiens et autres « bandits tchéchènes », ceux que la plupart des Moscovites appellent « les basanés » ou les « culs noirs ».

Mais mardi, les surveillances des lieux publics demeuraient discrètes. A la station de métro Octobre, comme à l'ordinaire, les policiers, kalachnikov à la bretelle, filtraient les entrées. Comme à l'ordinaire, sur l'immense marché en plein air de la gare de Kiev, les miliciens contrôlaient les innombrables étalages tenus par les Azéris. Là, point de psychose ou de peur panique de l'attentat, mais plutôt une inquiétude alimentée par les nouvelles du jour. Sur les radios, le ministre de l'intérieur explique que 3,8 tonnes d'explosifs viennent d'être découvertes dans un bâtiment et qu'un autre attentat a été évité de justesse.

Loin des autorités, les Moscovites s'organisent. Un habitant assure que les retraités vont s'occuper « de visiter les caves et les escaliers ». Un autre explique que ses voisins se sont cotisés et ont demandé au kiosquier du

coin, qui vend pain, bière et vodka, de surveiller les allées et venues. Un troisième regrette la quasi-disparition des « groupes de maintenance », ces agents de quartier qui, aux temps soviétiques, assuraient l'entretien des bâtiments - et la surveillance de leurs habitants...

L'inquiétude, ce sont ces scénarios et hypothèses brassés par la presse russe et par certains hommes politiques. Directement désignés par le gouvernement comme les commanditaires des attentats, les chefs de guerre Chamil Bassaïev et Khattab ont à nouveau nié, mardi, toute implication : « Nous faisons la guerre aux soldats russes, pas aux femmes et aux enfants. » Certains clans au cœur du pouvoir ont-ils choisi une stratégie de la terreur pour plonger le pays dans le chaos et faire dérailler le processus électoral ? Mercredi, les rumeurs les plus folles enflaient. La mairie de Moscou annonçait la découverte d'un camion chargé « d'1,8 tonne de substances explosives ». Et nombre de Moscovites ne se posaient qu'une question : où la prochaine bombe exploserait-elle ?

François Bonnet



GUERRE FROIDE Français du KGB

A en croire l'un de ses archivistes, transfuge passé en Grande-Bretagne en 1992, Vassili Mitrokhine, le KGB recrute abondamment en France durant la guerre froide. C'est ce qu'il développe dans un livre, *The Mitrokhin Archive*, coécrit avec l'historien Christopher Andrew. Une note de la DST, révélée par Le Monde, corrobore certaines des informations du livre. Elle affirme encore que le philosophe Alexandre Kojève avait travaillé pendant trente ans pour les Soviétiques. p. 14 et notre éditorial p. 17



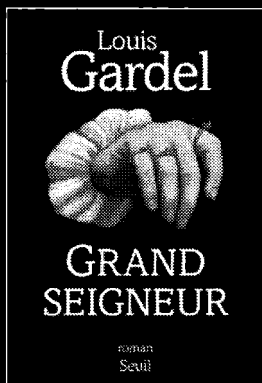
EXPOSITION Sculptures aux Champs

Jusqu'au 14 novembre, la Mairie de Paris présente « Les Champs de la sculpture 2000 », qui réunit sur l'avenue parisienne, avec ses jardins, ses ombrages, plusieurs des artistes contemporains les plus célèbres, venus de tous les continents. Coup de pub touristique ? Bonnes intentions didactiques ? Les débats sont ouverts, mais la promenade est de toute façon séduisante. p. 31



Louis Gardel

GRAND SEIGNEUR



roman

Editions du Seuil

Un nouveau départ pour l'Europe ?

« LE PARLEMENT nouveau est arrivé. » Rafrâchissante Nicole Fontaine ! L'enthousiasme de la présidente de l'Assemblée de Strasbourg fait écho à celui de son homologue de la Commission européenne, Romano Prodi, qui promet d'ouvrir « une nouvelle ère » des relations entre l'exécutif communautaire et son Assemblée parlementaire.

L'Europe prend un nouveau départ, avec le renouvellement des membres de deux des trois piliers de son édifice institutionnel. Le troisième, le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, ne peut que se féliciter de cette volonté d'effacer le mauvais souvenir de la grave crise de mars, qui avait vu le Parlement obtenir la démission en bloc d'une Commission Santer discréditée.

Mais il se méfie tout autant des appétits de pouvoir qu'un tel renouvellement politique laisse présager. Une Commission plus forte, en raison des personnalités qui la composent, un Parlement enhardi par sa victoire politique et par l'extension de ses compétences que lui confèrent les traités, signalent un rééquilibrage politique au sein du triumvirat européen :

désormais, la Commission et le Parlement devraient peser davantage sur le rythme de la construction européenne.

M^{me} Fontaine et M. Prodi encensent la « nouvelle culture politique » qui se serait instaurée, un peu mystérieusement, à la faveur des récentes élections européennes, et grâce à la sagacité dont semble avoir témoigné M. Prodi en composant son équipe. Demain, l'Europe sera plus transparente, intelligible, concrète et « proche des gens ». Tout nouveau tout beau, dit la sagesse populaire. Après tout, pourquoi pas ?

L'Europe est enfin rattrapée par une croissance économique longtemps réservée aux Etats-Unis, ce qui devrait faciliter la mise en place de sa monnaie unique. Un Parlement oint du suffrage universel devait adouber, mercredi, une Commission presque neuve, au terme d'une série d'auditions fort démocratiques, mais qui ne furent pas bien redoutables pour les dix-neuf commissaires.

Laurent Zecchini

Lire la suite page 17
et nos informations page 3

REPORTAGE L'Algérie de Bouteflika

3. Les atouts d'un président

Les Algériens votent, jeudi 16 septembre, par référendum, sur le pardon offert par le président Bouteflika à certains des islamistes. Nombre d'Algérois y voient une occasion à saisir, celle d'un nouveau départ après dix années de violences. Troisième et dernier volet du reportage de Bernard Guetta. p. 16 et le point de vue du cinéaste Mohamed Lakhdar-Hamina p. 18

International	2	Carnet	25
France	6	Aujourd'hui	26
Société	12	Météorologie, jeux	30
Régions	15	Culture	31
Horizons	16	Guide culturel	33
Entreprises	19	Abonnements	34
Communication	21	Kiosque	34
Tableau de bord	22	Radio-Télévision	35

La Russie tente d'obtenir l'annulation d'une partie de sa dette

FRANCFORT. Les créanciers privés de la Russie, réunis au sein du Club de Londres, ont commencé mercredi 15 septembre à Francfort la renégociation de quelque 32 milliards de dollars de dette. Les négociateurs russes, menés par le ministre des finances, Mikhaïl Kassianov, espèrent obtenir un accord global sur l'ensemble de la dette et non, comme ce fut le cas avec le Club de Paris au mois de juillet, un réaménagement des échéances dues jusqu'à la fin 2000.

Pour convaincre les banques d'annuler purement et simplement une partie de la dette, Moscou proposerait de substituer au créancier actuel – la Vnechekonombank – la Fédération de Russie qui a, par définition, une meilleure signature. Les banques, qui ont d'ores et déjà provisionné la majeure partie de leurs créances pourraient être tentées par cette solution.

L'Espagne refuse un arbitrage international dans l'affaire Pinochet

MADRID. Le gouvernement espagnol a annoncé, mardi 14 septembre, qu'il refusait la demande chilienne d'un arbitrage international dans l'affaire Pinochet. Abel Matutes, le ministre espagnol des affaires étrangères a déclaré que « *le gouvernement espagnol ne peut soustraire* (le général Pinochet) *à l'emprise des tribunaux espagnols* », qui ont demandé l'extradition de l'ancien dictateur à la Grande-Bretagne pour « crimes contre l'humanité ». Le président chilien, Eduardo Frei, s'est déclaré surpris par la décision espagnole.

Le général Pinochet, détenu à Londres depuis le 16 octobre 1998, a fait parvenir une lettre au président du Sénat chilien, dans laquelle il affirme que « *la douleur de ceux qui ont souffert ne m'a pas été étrangère dans le passé et encore moins aujourd'hui* ». Mais au Chili, les représentants de l'armée continuent de nier l'existence d'une politique systématique de violation des droits humains sous la dictature, attribuant les disparitions et les tortures à des « *excès individuels* ». – (AFP)

British Nuclear Fuels a falsifié des données relatives au combustible Mox

TOKYO. La Kansai Electric Power et la Tokyo Electric Power, deux entreprises japonaises d'électricité, ont annoncé mercredi 15 septembre qu'elles enverraient des inspecteurs à l'usine de retraitement de déchets nucléaires de Sellafield (Grande-Bretagne), après avoir été alertées sur des informations falsifiées. British Nuclear Fuels (BNFL), qui gère le site de Sellafield, a admis que les données du contrôle de qualité effectué sur le combustible nucléaire Mox (mélange de plutonium et d'uranium), avaient été falsifiées. Un chargement de Mox en provenance de Grande-Bretagne et de France (*Le Monde* du 21 juillet 1999) doit arriver mercredi 22 septembre au Japon. Les données falsifiées ne concerneraient que le combustible nucléaire stocké en Grande-Bretagne, a précisé Kansai Electric. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS : un projet de loi** limitant le financement des campagnes électorales a été adopté, mardi 14 septembre, par la Chambre des représentants. Présenté par une coalition bi-partisane, ce texte interdit l'emploi de contributions indirectes, (*soft money*) lors des campagnes électorales. Il doit maintenant être présenté au Sénat où une précédente version a été victime de l'opposition de la droite républicaine. – (AP)

■ **ALLEMAGNE : un temple bouddhiste** doit s'ouvrir à Berlin le 25 septembre, pour accueillir une communauté estimée dans la ville à 15 000 fidèles. La moitié environ des bouddhistes de Berlin ont acquis la nationalité allemande. Les autres sont des ressortissants chinois, japonais, thaïlandais et vietnamiens. – (AFP)

■ **UNION EUROPÉENNE : le médiateur** européen, le Finlandais Jacob Soederman, a proposé à la Commission européenne un code de bonne conduite administrative, mardi 14 septembre, à Strasbourg. Ce code « *présente des obligations précises de façon à ce que fonctionnaires et citoyens sachent ce que les citoyens sont en droit d'attendre* », a affirmé le médiateur. Ce document, sur lequel la Commission devra se prononcer d'ici au mois de novembre, préconise « *l'obligation de répondre aux citoyens dans leur propre langue et avec diligence, ou encore de motiver les décisions* ». – (AFP)

■ **NORVÈGE : les travaillistes** norvégiens ont réalisé leur plus mauvais score depuis les années 20 lors des élections communales, lundi 13 septembre. Dans l'opposition depuis l'automne 1997, celui qui reste le premier parti du royaume a obtenu 28,1 %, selon des résultats encore non-définitifs. Il s'agit d'une perte de 3 points par rapport aux précédentes communales et de 7 points par rapport aux dernières législatives. – (Corresp.)

■ **TCHÉTCHÉNIE : l'aviation russe** a bombardé, mardi 14 septembre, le bourg de Benoï, situé au sud-est de Grozny, non loin de la frontière avec le Daghestan (Caucase russe), faisant 10 morts et plus de 20 blessés, ainsi que l'a annoncé mardi soir 14 septembre le ministère de l'intérieur de Tchétchénie. Selon le président tchéchène, Aslan Maskhadov, les bombardements ont fait plus de 150 morts et 200 blessés depuis le 5 septembre. – (AFP)

■ **YOUGOSLAVIE : une dévaluation du dinar**, la monnaie yougoslave, « *est inévitable* », a affirmé, mardi 14 septembre, Dragoslav Avramović, ancien gouverneur de la Banque centrale de Yougoslavie. Il a fait ces déclarations après avoir participé à une manifestation pour la démission du président yougoslave organisée mardi soir à Vranje par des partis d'opposition. – (AFP)

■ **LIBAN : l'organisation Reporters sans frontières (RSF)** a adressé, mardi 14 septembre, au premier ministre israélien Ehoud Barak une lettre pour protester contre l'arrestation d'une journaliste libanaise par l'armée israélienne au Liban sud occupé. Cosette Ibrahim, âgée de vingt-cinq ans, a été arrêtée pour des raisons inconnues dans le village de Rmeich et internée au camp de Khiam où plus de cent quarante Libanais sont détenus sans avoir fait l'objet de procédures juridiques. – (AFP)

Iran : le président Khatami annonce la fin de monopoles d'Etat

TÉHÉRAN. Le président iranien Mohammad Khatami a annoncé mercredi 15 septembre la fin du monopole de l'Etat dans plusieurs secteurs importants de l'économie dont les chemins de fer, les postes et communications, le tabac et le sucre. L'Etat iranien exerce depuis plus de soixante ans ce monopole, qui avait été institué pour l'essentiel par Reza Chah, fondateur de la dynastie des Pahlavi. M. Khatami, lors de la présentation devant le Parlement (Majlilis) du nouveau plan quinquennal (2000-2005), a souligné que le texte prévoyait « *une refonte totale des structures de notre économie et visait à assurer l'avenir du pays en fonction de ses besoins et ressources* ». « *Ce plan prévoit un taux d'investissement de 5 % pour le secteur public et de 8,5 % pour le secteur privé* », a ajouté le président, soulignant que le taux de croissance annuelle sera de 6 % contre 3,2 % en moyenne pour les deux précédents plans quinquennaux. – (AFP)

L'argent versé par le FMI en juillet 1998 aurait été transféré à des banques « amies » russes

3,9 milliards de dollars auraient été détournés

Ecarté de son poste de procureur général de Russie au début de l'année pour avoir enquêté sur des affaires de corruption impliquant le Kremlin,

Iouri Skouratov lance aujourd'hui de nouvelles accusations sur le détournement des fonds du FMI au profit de banques proches du pouvoir et

de hauts fonctionnaires de l'Etat russe. Sur 4,8 milliards de dollars de prêt, seuls 471 millions auraient réellement servi à soutenir le rouble.

PRÈS DES trois quarts de la tranche de crédit accordée par le Fonds monétaire international (FMI) en juillet 1998 à la Russie auraient été transférés à 18 banques russes privées cherchant alors à fuir le marché défaillant des bons du Trésor russes (GKO), a accusé Iouri Skouratov, l'ancien procureur de Russie, dans une interview publiée, mercredi 15 septembre, par le journal moscovite anglophone *Moscow Times*.

Sur les 4,8 milliards de dollars prêtés à Moscou par le FMI à l'époque, 3,9 milliards de dollars ne sont même pas parvenus en Russie, a expliqué M. Skouratov au quotidien. Cette somme versée sur un compte ouvert par la Banque centrale russe (BCR) à la Réserve fédérale américaine est ensuite allée directement, sans passer par Moscou, à 18 banques privées et « *amies* » – russes et étrangères – dans les trois semaines précédant la crise financière du 17 août 1998 en Russie, qui a vu la dévaluation du rouble, l'établissement d'un moratoire sur la dette interne et l'écroulement du marché des bons du trésor russe à

haut rendement (200 %). Ce groupe de banques privées a pu ainsi convertir ses bons du trésor à court terme en dollars, juste avant la crise. Les banques privées ont acheté ces dollars du FMI à la Banque centrale russe à un taux non révélé, en déposant en Russie une somme en roubles correspondant auprès de la BCR, a détaillé M. Skouratov. Un audit effectué par PriceWaterhouseCoopers, à la demande du FMI, sur l'utilisation de ces fonds, avait estimé que les banques russes avaient alors acheté le dollar à la Banque centrale de Russie à un taux préférentiel.

Ainsi, l'argent du FMI concerné aurait été transféré directement du compte de la BCR à la Réserve fédérale américaine vers les comptes des banques privées à la Bank of New York, sans passer par la Russie. « *Ces opérations entre les comptes des correspondants de la Banque centrale russe et ces banques privées ont été effectuées avec la participation de la Bank of New York* », a affirmé M. Skouratov. La banque, un des plus vieux établissements américain, possède de nombreux

clients russes. Selon les journaux, plus de 10 milliards de dollars recyclés par les milieux du crime organisé russe et provenant de l'aide internationale, notamment du Fonds monétaire international, ont transité par ses comptes. Sous le coup d'une enquête des autorités fédérales américaines, celle-ci nie toute implication dans des opérations de blanchiment et a renvoyé deux de ses employés depuis le début du scandale.

SOUTIEN DU ROUBLE

L'ancien procureur, écarté de ses fonctions depuis qu'il a révélé plusieurs affaires de corruption touchant le Kremlin, a précisé qu'il avait alors préparé un rapport au président Boris Eltsine sur l'utilisation des fonds du FMI, mais n'a jamais pu lui transmettre. A l'époque de la crise, la plupart des analystes financiers avaient estimé que l'essentiel des 4,8 milliards de dollars avait été englouti dans le soutien de la monnaie locale. Or d'après les révélations de l'ancien procureur : « *471 millions de dollars seulement ont servi à soutenir le rouble sur le*

marché interbancaire des devises de Moscou (Micex) (...) ». L'ancien procureur avait révélé le mois dernier que l'ex-vice premier ministre et « père des privatisations », Anatoli Tchoubaï, était parmi les 780 responsables soupçonnés de délit d'initié sur les GKO. Une information aussitôt démentie par M. Tchoubaï.

Iouri Skouratov, dont le domicile a été perquisitionné la semaine dernière, est dans la ligne de mire des autorités russes depuis qu'il a adressé une demande de commission rogatoire aux autorités helvétiques afin d'enquêter sur un scandale de pots-de-vin versés par la société de travaux publics Mabetex à la famille Eltsine et à l'intendant du Kremlin, Pavel Borodine. Ces nouvelles révélations de M. Skouratov interviennent alors que l'enquête sur Mabetex, désormais du ressort des seules autorités russes, pourrait ne pas aboutir, l'un des principaux enquêteurs du parquet russe ayant été récemment écarté.

Marie Jégo et Babette Stern (avec AFP et « Moscow Times »)

180 000

C'EST BEAUCOUP TROP

Avec 180 000 décès chaque année, les maladies cardiovasculaires restent, en France, la première cause de mortalité.

Certes, depuis trente ans, chercheurs, cardiologues, laboratoires, hôpitaux, personnels soignants, pouvoirs publics et associations ont contribué à faire reculer les maladies cardiovasculaires. Mais beaucoup reste à faire.

Il est urgent que **les décideurs** se mobilisent et prennent les mesures nécessaires pour combattre ce fléau.

A cet effet, la Fédération Française de Cardiologie présente dans « **Cardiologie, 30 ans de progrès** » les six mesures à engager :

développer une formation aux techniques d'urgence

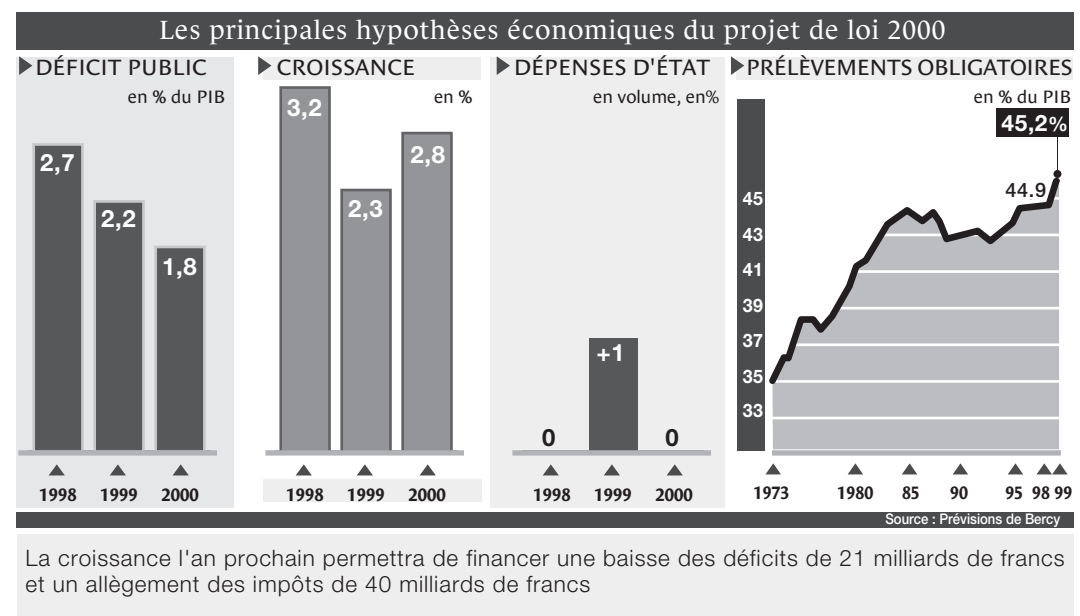
installer des défibrillateurs semi-automatiques dans les lieux publics

gérer la diffusion de l'information

renforcer la lutte contre le tabagisme

faire de la formation médicale une vraie priorité

assurer l'éducation des plus jeunes



Plusieurs pistes sont explorées en vue d'une réforme des impôts directs

LE PROJET de loi de finances pour 2000 est tout juste terminé que le gouvernement travaille déjà sur 2001. Une année de travail devrait à peine suffire, car c'est à l'impôt direct que Lionel Jospin a décidé de s'attaquer. N'hésitant pas à rompre avec de vieux tabous. Pour la première fois, la gauche envisage de baisser l'impôt sur le revenu, le seul impôt progressif en France avec l'impôt sur la fortune. Autre changement de cap, elle veut désormais inciter ceux qui vivent du revenu minimum d'insertion (RMI) et d'allocations diverses à reprendre le travail. Les experts du gouvernement se pencheront aussi sur la taxe d'habitation et sur la contribution sociale généralisée (CSG). Autant de sujets délicats à manier avec doigté.

En France, la redistribution est assurée, essentiellement, par deux canaux : les transferts sans contrepartie – ceux qui ne donnent lieu à aucune cotisation, comme le RMI ou l'allocation logement – et l'impôt sur le revenu. Malgré le poids important des prélèvements obligatoires dans sa richesse nationale, la France affiche des « performances redistributives (...) inférieures » à celles de la plupart de ses voisins européens, constate l'économiste François Bourguignon dans son rapport « Fiscalité et redistribution », rédigé pour le Conseil d'analyse économique. Avec des transferts sans contrepartie plus importants et une assiette de l'impôt sur le revenu plus large, l'Allemagne, la Belgique, l'Irlande et le Royaume-Uni ont tous un taux de redistribution plus élevé.

De plus, la redistribution à la française peut également être source d'inefficacités économiques : « Si l'on considère qu'un système fiscal ne devient vraiment dissuasif que lorsqu'il conduit à des taux marginaux de prélèvements [taux d'imposition sur un revenu additionnel] proches de la confiscation, alors on peut dire que la redistribution française est profondément

inefficace pour une partie de la population à bas revenus » et, « dans une moindre mesure, pour l'extrémité supérieure de la distribution », considère M. Bourguignon.

Pour les plus bas revenus, le taux marginal de prélèvement dépasse parfois 100 %, un niveau qui peut dissuader de travailler. Un RMiste qui reprend un emploi voit rapidement son allocation amputée de la totalité de son gain additionnel. Et quand il perd le droit au RMI, il voit également d'autres aides – comme l'allocation logement – considérablement réduites. C'est ce que les économistes appellent une « trappe à pauvreté ». Les hauts revenus supporteraient, eux aussi, selon certains experts invoquant la délocalisation observée depuis quelques années vers le Royaume-Uni de contribuables à fort potentiel, des taux marginaux trop élevés.

Un dispositif pour les contribuables les plus pauvres susceptibles d'être dans une « trappe à pauvreté »

L'impôt sur le revenu présente d'autres dysfonctionnements. Ainsi, le mécanisme de la décote, pour la tranche d'imposition la plus basse, double localement le taux marginal du barème. Par ailleurs, les célibataires sans enfant, qui, de facto, ne bénéficient pas du système du quotient familial, sont plus sensibles à la forte progressivité de l'impôt sur le revenu.

« Nous allons étudier l'ensemble de ces problèmes, à tous les niveaux de revenus », confie un expert gouvernemental. « Il y a aussi une question d'affichage psychologique », poursuit-il : les taux marginaux du

barème de l'impôt sur le revenu ne tiennent pas compte des abattements de 20 % et 10 %. Une intégration de ceux-ci au barème en ferait automatiquement baisser les taux affichés.

Les contribuables les plus pauvres susceptibles d'être dans une « trappe à pauvreté » seront l'objet d'une attention particulière. « Nous étudions la possibilité de créer un mécanisme qui incite à reprendre le travail », poursuit un expert. Ce dispositif pourrait s'inspirer des Etats-Unis, où il existe, depuis 1975, un crédit d'impôt sur les revenus d'activité (Earned Income Tax Credit), destiné à maintenir un écart entre le revenu du travail et l'ensemble des revenus de remplacement assez grand pour constituer une incitation à travailler. Initialement réservé aux familles pauvres avec enfants ayant des revenus d'activité, il a été étendu à plusieurs reprises et, notamment, en 1993, aux familles sans enfant. L'EITC américain est d'abord proportionnel à la rémunération, puis plafonné à un certain seuil de revenu total avant d'être réduit lorsque le revenu excède ce seuil. Cela en fonction de la composition familiale. Un système similaire existe au Royaume-Uni, le Working Families Tax Credit.

Le gouvernement se penchera aussi sur la CSG. La réforme décidée en 1998 (élargissement de l'assiette et augmentation du taux) est supportée par tous, y compris les plus faibles revenus. Seuls les minima sociaux et l'épargne défiscalisée en sont aujourd'hui exempts. La question se pose de diminuer son poids, notamment pour ceux qui gagnent le moins d'argent. Par ailleurs, sur 7,5 points de CSG, 5,1 sont déductibles du revenu imposable, ce qui ne profite qu'aux ménages assujettis à l'impôt sur le revenu. Un effet pervers qui fait toujours débat dans les rangs socialistes.

Virginie Malingre

NOUVELLE MERCEDES CLASSE E.
Systèmes de freinage ABS, BAS et ESP® de série.

Mercedes-Benz

JOURNÉES DE L'INNOVATION MERCEDES LES 18 ET 19 SEPTEMBRE. PORTES OUVERTES CE WEEK-END*.

Doutes et inquiétudes au RPR après le retrait de Nicolas Sarkozy

Philippe Séguin affirme que le secrétaire général du mouvement gaulliste a été victime du « même désaccord » politique que lui avec Jacques Chirac. Jean-Paul Delevoye, qui brigue la présidence du RPR, s'appuie sur les proches du président de la République

Reçu mardi 14 septembre en fin d'après-midi à l'Élysée, Nicolas Sarkozy s'est déclaré « libre et apaisé » par sa décision de renoncer à briguer la présidence du RPR. L'entourage du chef de l'Etat ainsi que de nom-

breux dirigeants du mouvement ont rendu hommage au « courage » du député des Hauts-de-Seine, tout en s'inquiétant des conséquences de son retrait. Invité du journal de France 2, Philippe Séguin a ironisé

sur « les larmes de crocodile » versées sur M. Sarkozy. Il a affirmé que celui-ci avait été contraint de partir sur le « même désaccord » que lui avec le chef de l'Etat, concernant la stratégie d'opposition du

RPR. « Je suis parti parce que je n'ai aucune légitimité pour entrer en conflit avec le président de la République. Je constate que Nicolas Sarkozy, qui partageait pour l'essentiel cette analyse, est parti lui aus-

si », a-t-il déclaré. Jean-Paul Delevoye, discret depuis l'annonce de sa candidature, a passé le relais médiatique à ses deux principaux alliés, les anciens ministres Dominique Perben et Hervé Gaymard.

« LIBRE » et « APAISÉ ». C'est ainsi que Nicolas Sarkozy a défini son état d'esprit, mardi 14 septembre, après un entretien de trois quarts d'heure avec le président de la République et, surtout, après l'annonce de la « décision difficile » qu'il avait été contraint de prendre, la veille : renoncer à briguer la présidence du RPR et abandonner, le 4 octobre, son poste de secrétaire général, pour cause de désaccord avec Jacques Chirac (*Le Monde* du 15 septembre).

Comme il se doit, l'entourage du chef de l'Etat a salué le « courage » du député des Hauts-de-Seine peu après l'annonce officielle du retrait

de celui-ci. Dominique Perben, qui s'est rallié à la candidature de Jean-Paul Delevoye, le favori de l'Élysée, a estimé que la décision de M. Sarkozy « ne peut provoquer que l'estime de ses compagnons ». « C'est une décision qui n'a pas dû être facile à prendre pour Nicolas Sarkozy, compte tenu de sa passion pour la vie politique », a ajouté M. Perben. Informé tardivement du choix fait par le secrétaire général du RPR, M. Delevoye lui-même a rendu hommage au « sens de l'intérêt du mouvement » manifesté par M. Sarkozy.

Invité par France 2 pour répondre à l'intervention, la veille, du premier ministre, Philippe Sé-

guin a ironisé sur « l'océan de larmes de crocodiles de ceux qui injurient encore il y a quelques jours » le maire de Neuilly. L'ancien président du RPR a surtout relevé que son successeur « part sur un même désaccord s'agissant de la stratégie politique à suivre ». M. Séguin a expliqué que, compte tenu du calendrier, il fallait d'abord préparer les élections législatives plutôt que la présidentielle et « organiser le RPR en conséquence ». « J'ai défendu cette thèse. Je n'ai pas été entendu. Je suis parti parce que je n'ai aucune légitimité pour entrer en conflit avec le président de la République. Je constate que Nicolas Sarkozy, qui partageait pour l'essentiel cette analyse, est parti lui aussi », a affirmé M. Séguin.

« Club de la presse » d'Europe 1, la première grande émission politique à laquelle il participait, a été jugée sans indulgence, y compris à l'Élysée. Interrogé sur les licenciements annoncés par Michelin ou sur la querelle de l'Hôtel de Ville de Paris, le président de l'Association des maires de France (AMF) est resté, il est vrai, très évasif. Il devra compter pour l'avenir sur le renfort d'Hervé Gaymard et de Dominique Perben, tous deux énarques, tous deux anciens ministres et tous deux proches de M. Chirac.

Dans la perspective de l'élection du président du RPR, les trois hommes s'étaient entendus dès le

mois de juillet pour aboutir à une candidature unique, qui symboliserait le « renouveau » face à celle de Nicolas Sarkozy. Sous la pression de Maurice Ulrich, conseiller du président de la République, et de Claude Chirac, le choix s'est finalement porté sur le « produit » jugé le plus neuf : un élu de terrain, ancien chef d'entreprise, sensible à la dimension sociale du gaullisme, M. Delevoye.

LEVER LES AMBIGUITÉS

Fidèle à cette image, le président de l'AMF a d'ailleurs consacré toute sa journée de mardi à une tournée dans les mairies du département de l'Indre. Après

l'annonce de sa candidature, dimanche, à Europe 1, le président de l'AMF avait prévu de passer le relais, cette semaine, sur le plan médiatique, à ses deux compères. Il interviendra, samedi 18 septembre, dans le cadre de l'université d'été de l'Union des jeunes pour le progrès. Mais c'est M. Gaymard qui promet de développer, à cette occasion, un « discours substantiel » pour tenter de lever quelques-unes des ambiguïtés qui subsistent sur l'actualité du gaullisme, le choix du libéralisme ou le positionnement du mouvement.

Jean-Louis Saux

TROIS QUESTIONS À...

CHRISTIAN PONCELET

1 Président du Sénat et membre du conseil politique du RPR, vous avez plaidé auprès de Jacques Chirac en faveur de la candidature de Jean-Paul Delevoye. Quels sont ses atouts à vos yeux ?

Je me reconnais en M. Delevoye. Moi-même, je n'avais pas une notoriété excessive quand j'ai brigué la présidence du Sénat... Il est d'origine modeste, comme moi, et il s'est fait lui-même. Il ne sort pas d'une grande école et est resté attentif aux préoccupations sociales. C'est également un homme nouveau, alors que la situation est telle que nous avons précisément besoin de présenter à l'opinion des têtes nouvelles. Enfin, il n'est pas attaché à telle ou telle sensibilité au sein du mouvement. Voilà pourquoi je ne suis pas totalement étranger à sa candidature...

2 Nicolas Sarkozy affirme avoir renoncé à être candidat « parce que Jacques Chirac ne le souhaite pas ». Le chef de l'Etat est-il dans son rôle lorsqu'il intervient ainsi dans les affaires internes au RPR ?

Le président de la République n'a pas à donner d'instructions ni à diriger le mouvement, mais il est bien normal qu'il donne un conseil puis-

qu'il est issu de la famille gaulliste. Quant à M. Sarkozy, qui avait lui-même annoncé qu'il ne se représenterait pas, il a pris une sage décision : aujourd'hui, on a besoin de vérité, de sincérité. Face à plusieurs candidats, il lui fallait, en outre, éviter le risque d'être déjugé. Si nous reprenons le pouvoir, il conviendra de marquer notre reconnaissance à son égard. En politique, on n'est jamais fini ! Jospin, qui a été écarté un certain temps, est revenu.

3 Quelle peut être la marge de manœuvre du RPR, une fois que son nouveau président sera élu ?

En période de cohabitation, le chef de l'Etat a des contraintes, ce qui n'est pas le cas d'un mouvement politique comme le RPR. Au moment de l'élection présidentielle, il est bien certain que nous soutiendrons M. Chirac. D'ici là, le RPR fera des propositions et appréciera comme il l'entend la politique du gouvernement. Cependant, on ne saurait trop s'écarter des positions du chef de l'Etat, notamment dans le domaine des affaires étrangères et de la défense. Il convient de valoriser M. Chirac et de le soutenir.

Propos recueillis par Jean-Baptiste de Montvalon

« LA MACHINE À PERDRE »

Plus sévère encore sur la stratégie conduite à l'Élysée, Didier Julia, député de Seine-et-Marne, a exposé son mécontentement dans un communiqué : « Il faut cesser de mentir. Ou l'Élysée intervient et il le dit, ou il n'intervient pas et il le fait (...). Réduire sur ordre les libertés de candidatures à la présidence du RPR, s'enfermer dans une stratégie de cabinet où tout se résume à des enjeux de personnes, c'est remettre en route la machine à perdre. »

Mercredi sur RMC, François Fillon, député de la Sarthe et candidat déclaré à la présidence du RPR, a regretté la décision de M. Sarkozy. « On ne peut pas continuer comme cela à dévorer les uns après les autres les hommes de talent qui étaient en mesure de diriger le RPR et de lui assurer la victoire », a affirmé M. Fillon, avant de prédire « un avenir très, très incertain » au mouvement gaulliste, si celui-ci ne parvient pas à assurer son autonomie par rapport au président de la République.

Des chiraquiens qui, tels Jean-François Copé ou Eric Raoult, s'étaient engagés derrière Nicolas Sarkozy, manifestent la même inquiétude pour l'avenir du mouvement. La prestation de M. Delevoye, dimanche 12 septembre, au

L'UN S'EMPORTE volontiers, comme s'il n'était lui-même qu'animé par une colère avantageuse contre les petits calculs du conservatisme, les intrigues, les ma-

PORTRAIT

Le conseiller de l'Élysée a « inventé » Jean-Paul Delevoye

nœuvres, les trahisons qu'il soupçonne partout et qu'il traque sans relâche ni scrupule : c'est Dominique de Villepin. L'autre, Maurice Ulrich, on donnerait cher pour le voir impatient ou irrité. D'une longue carrière de diplomate, après s'être formé à l'école de la France d'outre-mer au lendemain de la guerre, il a gardé le style flegmatique prisé au Quai d'Orsay. L'excellence dans le sérieux amusé, l'explication paisible, les compromis dictés par l'intérêt mutuel.

On ne s'étonnera pas de trouver l'un dans un vaste bureau, flanqué d'un imposant secrétariat, non loin du bureau présidentiel. L'autre occupe, au second étage de l'Élysée, quasiment sous les combles, un pigeonnier où il reçoit discrètement

ses visiteurs et où il lui est arrivé de dire de Jacques Chirac, dans un sourire : « Quand il se souvient que j'existe... » Comment savoir si ce propos devait être mis au compte d'une modestie affectée ou d'un réel dépit ?

Après de M. Chirac depuis vingt-cinq ans, M. Ulrich peut être facilement classé parmi les chiraquiens de la vieille école. La nouvelle a été inventée par M. de Villepin, entré dans l'entourage du candidat à l'élection présidentielle en 1994. Le fidèle aguerri d'un côté, le réformateur flamboyant de l'autre : il n'en fallait pas plus, peut-être, pour que le sénateur de Paris fût cantonné dans la gestion du passé. Il est arrivé que des partisans de longue date de l'ancien chef du RPR se plaignent à M. Ulrich du sort qui leur était fait, dans les années 1995-1997, et en tiennent pour responsable le tyrannique secrétaire général.

M. Ulrich n'avait, jusqu'à maintenant, que des amis. Cela pourrait changer. Cela a déjà commencé de changer quand Patrick Devedjian, porte-parole du RPR et partisan de Nicolas Sarkozy, a ironisé, lundi 13 septembre, sur LCI, à son sujet : « C'est un très bon conseiller, c'est lui qui avait conseillé la dissolution. »

La revanche de Maurice Ulrich

En se prévalant benoîtement, la veille, sur Europe 1, du soutien de son collègue sénateur dans sa candidature à la présidence du RPR, Jean-Paul Delevoye avait fait sortir de l'ombre M. Ulrich. M. Devedjian, proche de M. de Villepin, a voulu faire d'une pierre deux coups : accabler le conseiller en lui attribuant l'idée de dissoudre l'Assemblée nationale, en avril 1997, et laver le secrétaire général de ce péché, qui lui est généralement imputé depuis deux ans et demi. En l'occurrence, l'avocat Patrick Devedjian s'est soucie de la défense de M. Sarkozy plutôt que de servir la vérité.

Près d'achever un troisième quart de siècle, M. Ulrich savoure sans doute la revanche qui s'annonce si sa trouvaillerie - M. Delevoye - est élue à la présidence du RPR, alors que M. de Villepin a donné tous les signes d'une préférence pour M. Sarkozy. Avec Roger Romani, questeur du Conseil de Paris, il avait accompagné, sans avoir l'air d'y toucher, la victoire de Christian Poncelet sur le centriste René Monory pour la présidence du Sénat, en 1998. Maurice Ulrich, Roger Romani, Christian Poncelet : le chiraquisme de toujours à la vie dure.

Patrick Jarreau

A 20 ANS, VOUS RÉVIEZ UN GUIDE ?

Ne cherchez plus votre chemin grâce au système de navigation GPS, en série sur la Rover 75 Pack Luxe (écran couleur à cristaux liquides en option). Pour information et essai : 0 825 00 00 75 (0,99 F/mn).

ROVER. LE RÊVE CONTINUE.

WEEK-END PORTES OUVERTES LES 18 ET 19 SEPTEMBRE*

Le patronat veut améliorer le rapport coût-efficacité de l'assurance-chômage

Le Medef réclame la suppression de l'allocation de remplacement pour l'emploi

Le président du Medef a annoncé, mardi 14 septembre, que le patronat s'opposera à la réduction de l'allocation de remplacement

pour l'emploi (ARPE). Ce dispositif doit être réexaminé parallèlement au renouvellement de la convention d'assurance-chômage d'ici à la fin

de l'année. Au-delà de l'avenir de l'Unedic, la position radicale du patronat s'étend au dossier périlleux des retraites complémentaires.

C'EST plus qu'un symbole : en annonçant, mardi 14 septembre, sa volonté de supprimer l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) – dispositif de préretraites contre embauches lancé en octobre 1995 par les partenaires sociaux –, le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, a donné le ton de la négociation syndicats-patronat qui doit déboucher, fin décembre, sur le renouvellement de la convention d'assurance-chômage (2000-2002). Mais c'est aussi l'examen du dossier sensible des régimes de retraite complémentaire (Arco, Agirc) qu'il veut accélérer, afin d'administrer une leçon de courage et de prévoyance à un gouvernement qu'il juge – comme Jacques Chirac (*Le Monde* du 11 septembre) – par trop prudent.

L'ARPE « appartient probablement au passé » et « ne correspond plus aux exigences de l'emploi et de la démographie dans notre pays », a indiqué le patron des patrons, au lendemain d'un conseil exécutif du Medef notamment consacré aux grands sujets sociaux de la rentrée. Le patronat commence, semble-t-il, à solder l'« ère Gandois », marquée par la volonté d'« activer les dépenses pour l'emploi » et de ne pas cantonner l'Unedic dans un simple rôle de payeur d'allocation chômage. Cette politique a un coût exorbitant, a affirmé le numéro 2 du Medef, Denis Kessler, qui a prévenu que les dépenses (140 milliards de francs en 1999) seront « passées au crible coût-efficacité ». Entre 1995 et le départ en retraite de ses derniers bénéficiaires (vers 2005), l'ARPE aura coûté, au total, 43,4 milliards de francs à l'Unedic. Depuis octobre 1995, 154 620 personnes en ont, dès à présent, bénéficié pour un coût de 34,2 milliards.

Le patronat estime que l'Unedic doit retrouver sa vocation : celle d'une « assurance », où la prime (la cotisation) est fonction du risque. « Lorsque le risque de chômage augmente, il faut que les cotisations suivent », a souligné M. Kessler. Lorsque le risque diminue, il faut qu'elles baissent. » « Odieux » pour Marc Blondel, secrétaire général de FO, ce refus de reconduire l'ARPE « s'inscrit dans sa stratégie de guerre contre l'emploi et les acquis sociaux », a protesté Jacqueline Lazarre, secrétaire de la CGT. Comme pour atténuer l'effet produit par la mort programmée de l'ARPE, M. Seillière a ajouté que l'Unedic « doit s'intéresser à de nouvelles formes de couverture, notamment pour les jeunes et les em-

ploi de courte durée, où il y a certainement des progrès à faire ».

Gestes de mauvaise humeur patronale face à la volonté de Martine Aubry de ponctionner l'Unedic de 20 milliards pour financer les 35 heures ? Le Medef s'en défend, mais toute son approche des rendez-vous de la rentrée semble marquée par le souci de se démarquer du gouvernement. Sa position sur l'ARPE est dictée, selon le Medef, par un souci de cohérence : en dépit de l'usage abusif que certains secteurs font des préretraites, le patronat juge urgent d'allonger la période d'activité (et de cotisations) des salariés pour financer le système de retraites.

Il réaffirmera cette position, à la

fin de l'année, dans le cadre des négociations sur l'Arco et l'Agirc. Il souhaite même avancer d'un an les discussions sur l'ASF (Association pour la structure financière), créée en 1983 pour financer le surcoût de la retraite à soixante ans pour les caisses complémentaires. « Nous souhaitons un accord qui tienne jusqu'en 2010, en tenant compte de l'horizon 2020, sans augmentation de prélèvement », a prévenu M. Kessler. Dans les rangs patronaux, on évoque le retour de pénalités financières (mais moins lourdes qu'actuellement) pour les salariés qui partiraient en retraite avant soixante-cinq ans.

Jean-Michel Bezat

Le PS « ouvert » à une manifestation antichômage

ROBERT HUE fait des émules. Les déclarations de Lionel Jospin, lundi 13 septembre, appelant les salariés à « se mobiliser » contre les 7 500 suppressions d'emplois chez Michelin, ont été perçues dans la majorité comme un encouragement à soutenir la proposition lancée dimanche par le secrétaire national du PCF sur l'organisation d'une manifestation nationale contre le chômage. Le PCF, qui a renoncé à défilé le 4 octobre avec les syndicats pour ne pas gêner la CGT, a proposé la création d'un « collectif » rassemblant partis de gauche, syndicats et associations et rencontrera, la semaine prochaine, le PS (le 20 septembre), les Verts, le Mouvement des citoyens, le Parti radical de gauche, mais aussi la LCR et l.O. Si Dominique Voynet, ministre de l'environnement, avait jugé une telle manifestation « pas indispensable », les Verts ont décidé de s'y joindre ainsi que le MDC.

A l'issue du bureau national du PS, mardi, Gaëtan Gorce, responsable national chargé de l'emploi, s'est déclaré « ouvert aux discussions » avec le PCF pour une manifestation contre le chômage. « On est partant à condition qu'on définisse la nature et les mots d'ordre », a affirmé Jean-Christophe Cambadélis, ré-

térant la position qu'il avait défendue, dimanche, à la Fête de l'Humanité. « On peut manifester contre le Medef, pas contre le gouvernement », a rappelé François Hollande, premier secrétaire du PS.

Lors du débat, Louis Mermaz a jugé « pathétique » l'attitude du premier ministre « face aux marchés financiers ». Porte-parole de la Gauche socialiste, Jean-Luc Mélenchon s'est appuyé sur les propositions de la convention entreprise du PS de 1998 en faveur d'un « contrôle administratif » des licenciements, pour « donner tort » à M. Jospin sur son refus de « l'économie administrée ». « Ce vocabulaire était jusque-là celui des adversaires du PS », a affirmé M. Mélenchon. « Comment a-t-on fait baisser de 30 % en deux ans les licenciements économiques sans nouvelle loi ? », a demandé M. Cambadélis. Le communiqué adopté réclame « un renforcement des droits des salariés », « un contrôle plus rigoureux des plans sociaux » et « une pénalisation financière pour les entreprises prospères qui licencient ». Le PS réitère sa demande d'un texte « limitant le recours abusif au travail précaire ».

Michel Noblecourt

M. Séguin donne « un peu moins que la moyenne » à M. Jospin

INVITÉ du journal de France 2, mardi 14 septembre, l'ancien président du RPR, Philippe Séguin, a décerné au premier ministre « la note qu'on lui donne généralement : un peu moins que la moyenne », pour son intervention, lundi sur France 2 (*Le Monde* du 15 septembre). « On se demande encore ce qu'il était venu faire » à la télévision, a déclaré l'ancien président de l'Assemblée nationale. Critiquant l'« aveu d'impuissance » de Lionel Jospin, M. Séguin a indiqué qu'« il y a des marges de manœuvre nationales », notamment en matière de fiscalité. Quant à « l'autosatisfaction » du premier ministre, le député des Vosges l'a jugée « tout à fait déplacée », M. Jospin ayant bénéficié « à son arrivée d'un retournement de conjoncture internationale ». « Tout le travail gouvernemental (...) a pour effet de limiter les effets positifs de la croissance », a-t-il affirmé, notant que « la France est un des pays [en Europe] où [le chômage] a le moins baissé ».

DÉPÊCHES

■ **GAUCHE** : Yves Cochet (Verts), vice-président de l'Assemblée nationale, a salué, lundi 13 septembre, l'appel de Lionel Jospin à une mobilisation contre les suppressions d'emploi chez Michelin, comme une attitude « remarquable pour un premier ministre », tandis que Jean-Luc Bannahias, secrétaire national des Verts, « attend des propositions précises » sur la « deuxième étape ». Georges Sarre, président délégué du MDC, ainsi que le PRG se sont félicités que l'emploi reste la « priorité » du gouvernement.

■ **EXTRÊME GAUCHE** : Arlette Laguiller, porte-parole de l.O., a dénoncé, mardi 14 septembre, « le cynisme avec lequel Lionel Jospin s'est défaussé de ses responsabilités ». « Puisque le gouvernement n'a pas la volonté politique de réagir aux diktats du patronat, ce sera aux travailleurs d'imposer par leurs luttes l'interdiction des licenciements », a-t-elle conclu. Alain Krivine, porte-parole de la LCR, a noté pour sa part qu'« on n'a eu droit qu'à des soupis d'autosatisfaction », et appelle de ses vœux « un mouvement social d'ampleur inégalée ».

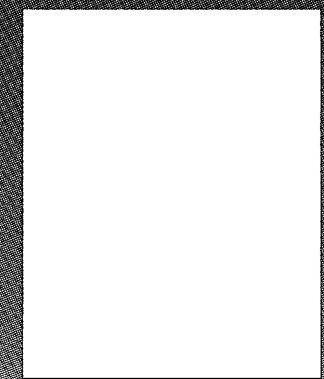
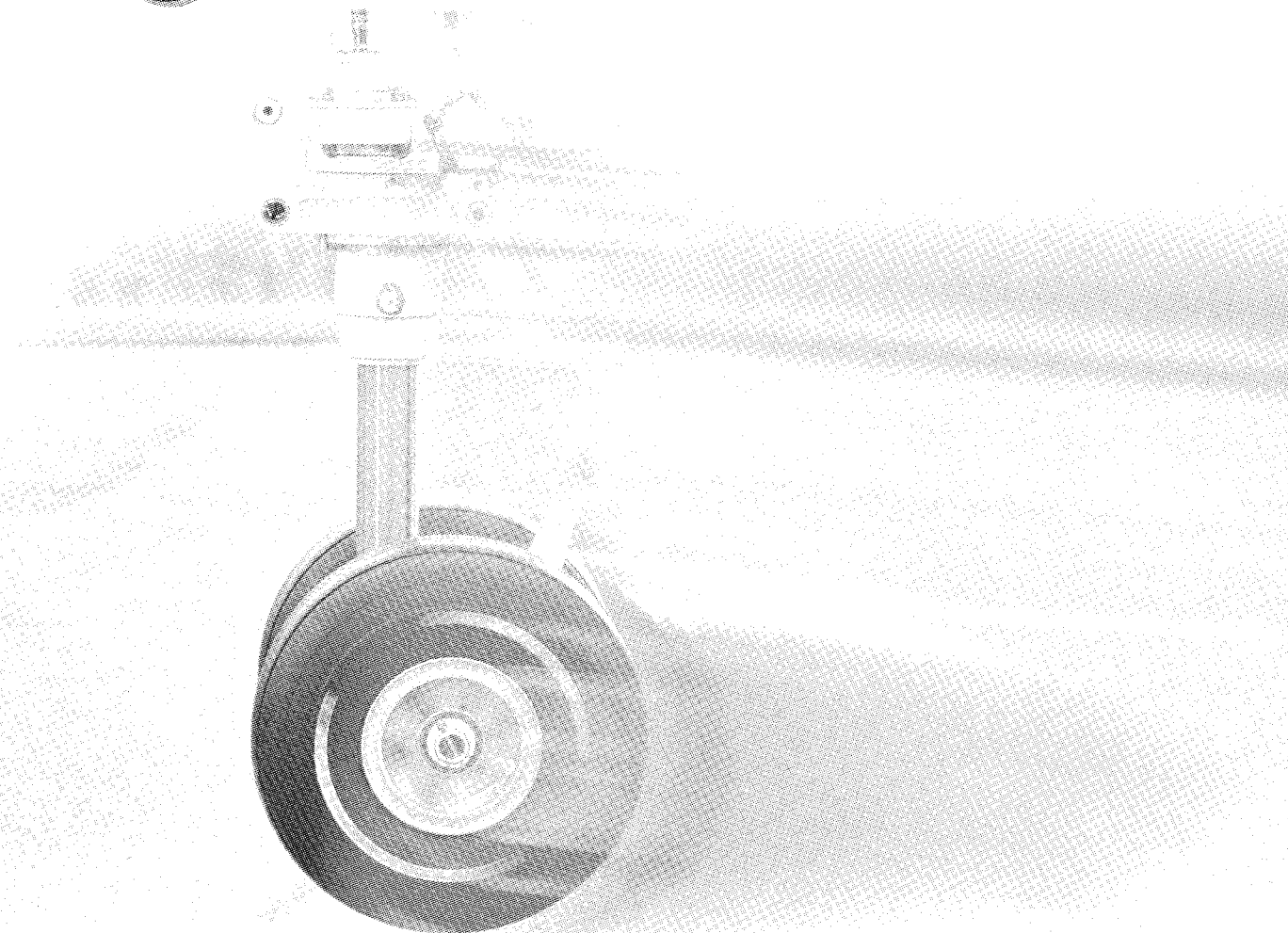
■ **DÉMISSION** : Jean-Pierre Gost, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et conseiller municipal de Nice, a annoncé, mardi 14 août, sa démission du Mouvement national présidé par Bruno Mégret. M. Gost entend former dans cette ville un groupe de « nationaux indépendants », sans préciser où il siègera.

■ **MANIFESTATION** : le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, devait conduire, mercredi 15 septembre, à Riom, une manifestation de soutien au secrétaire départemental CGT du Puy-de-Dôme, Michel Beurrier, jugé le même jour devant la cour d'appel de cette ville. La justice lui reproche d'avoir brutalisé un policier et favorisé la fuite d'un jeune sans papiers en situation irrégulière.

■ **EMPLOI** : le secteur privé a créé près de 57 000 emplois salariés (+ 0,4 %) au cours du deuxième trimestre 1999, selon les statistiques de l'Insee publiées mercredi 15 septembre. Le tertiaire a créé 63 500 postes, la construction 1 400, tandis que l'industrie en a détruit 8 300. Le régime d'assurance-chômage, l'Unedic, qui couvre un champ plus large, enregistre 77 000 emplois de plus au deuxième trimestre (+ 0,5 %) soit, au 30 juin, un total de 14 572 400 salariés, « nouveau maximum historique ».

■ **COHABITATION** : trois Français sur quatre (76 %) estiment que la cohabitation entre Jacques Chirac et le premier ministre fonctionne bien, selon un sondage de la Sofres, réalisé du 23 au 26 août auprès d'un échantillon de 1 000 personnes pour un groupe de journaux de province. Soixante pour cent des personnes interrogées jugent que la période actuelle de cohabitation est plutôt positive pour la France et 50 % considèrent que M. Jospin est le vrai chef de l'exécutif (contre 35 % qui accordent ce rôle à M. Chirac).

Le progrès en marche.



Depuis 50 ans, nous dynamisons le marché mondial en proposant des solutions innovantes pour nos produits qui définissent de nouveaux standards. Avec notre gamme d'engins de BTP, la plus complète du monde. Avec nos moteurs diesel et nos composants de chaînes cinématiques. Avec nos grues terrestres et maritimes. Avec nos machines-outils et nos chaînes de transfert. Avec nos équipements aéronautiques. Avec nos appareils de réfrigération et de congélation.

Liebherr, le progrès en marche.

Le Groupe

LIEBHERR



« On dirait que la machine judiciaire tourne au ralenti »

FATIGUÉE. Nathalie, simplement, se dit fatiguée de tout ça. De ce divorce qui n'en finit plus. « L'idéal, c'est quand même le divorce à l'amiable, parce que la di-

PORTRAITS

« La justice compte en mois, en années. Nous, on compte minute par minute. »

vorce pour faute, c'est le parcours du combattant. » Après dix-huit ans de mariage, Nathalie a demandé le divorce pour s'éloigner, et surtout, dit-elle, protéger les enfants d'un mari dont elle raconte, par bribes pudiques, qu'il humiliait à coups d'insultes et de crachats au visage ; qu'il la battait, même. C'était en 1995.

Quatre années plus tard, Nathalie n'est toujours pas divorcée. Son mari s'est présenté sans avocat à la première audience, ce qui a repoussé la procédure de trois mois, puis a fait appel du jugement prononcé en février 1998 à ses torts exclusifs. Le prochain rendez-vous chez le juge est prévu en novembre. « Il n'a jamais accepté l'idée du divorce. Alors, il fait traîner les choses en longueur pour m'embêter. » « Quand on est dans une situation conflictuelle, ajoute-t-elle, on a l'impression que la machine judiciaire tourne au ralenti alors qu'on vit les difficultés au jour le jour. La justice est d'une lenteur atroce. Elle compte en mois, en années, et nous, on compte minute par minute. »

De peur qu'on ne prononce un divorce à ses torts, et que ses enfants ne lui soient enlevés, elle n'a jamais quitté le domicile conjugal. « Chaque fois que j'entrais chez moi, je me demandais ce qui allait m'arriver. » De peur que son mari ne se venge, elle a fait une croix sur les 1 000 francs de pension alimentaire que le jugement lui avait attribués. Nathalie a conscience de ne pas s'être correctement défendue. « Même les avocats ne nous livrent pas toutes les informations dont on a besoin. J'étais totalement démunie au début. J'ai dû aller moi-même à la pêche aux informations, trouver dans un magazine le téléphone de l'association Divorcés de France. Comme pour l'éducation civique, il faudrait que l'information sur le divorce soit obligatoire, quand on sait qu'un couple sur trois divorce ! »

Au tribunal de grande instance de Nanterre, les rendez-vous dans le bureau du juge sont, dit-elle, « expéditifs, éprouvants » : « Deux ou trois minutes chacun pour s'exprimer, puis cinq minutes pour l'avocat. Ensuite, pas question de reprendre la parole pour ajouter quelque chose ou corriger une inexactitude. La justice apparaît comme toute puissante. On est là, en silence, tout petits face au juge qui n'accorde pas beaucoup de temps à des décisions importantes, à des gens qui vivent dans une grande souffrance... On a l'impression qu'il a tellement l'habitude qu'on devient des numéros. C'est "Au suivant !", comme à la Sécu. On devrait donner aux gens le temps de dire. »

Connaitrait-elle Catherine qu'elle l'envierait. A quarante-sept ans, cette institutrice de maternelle attend le prononcé de son divorce par consentement mutuel, le 10 septembre. Vingt ans de mariage, vingt ans de « vie heureuse », puis l'on se rend compte qu'on « évolue dans des directions différentes ». On se sépare tempo-

rairement, pour voir, et c'est tout vu, on se quitte. « Les gens de notre génération, analyse-t-elle, se sont mariés trop tôt. On a quitté nos parents pour se mettre en ménage. » C'est avec indulgence qu'elle parle aujourd'hui de ce mari parti réinventer sa liberté de jeune homme.

Quatre ans avant d'aller voir le juge, ils s'étaient séparés, répartis « la plupart des choses », mis d'accord sur la garde des enfants par Catherine, sur une pension alimentaire de 7 000 francs, sur les 300 000 francs de prestation compensatoire qu'elle recevrait le jour où l'appartement serait vendu. « On n'avait pas besoin de passer devant le juge. On n'avait pas besoin d'avocat. Tout pouvait être soldé simplement à la mairie. C'est bien là que l'on va pour le mariage, la naissance des enfants, non ? Ça libérerait les tribunaux pour les affaires difficiles. » Cela aurait aussi le mérite de raccourcir la durée de la procédure, ajoute-t-elle. « Même si l'on est d'accord sur tout, se téléphoner régulièrement ravive la blessure. »

UN CATACLYSME

Yves, cinquante-deux ans, l'apparence chic de son métier de conseil en entreprise, les mains qui doctement exposent le propos, en est à son deuxième divorce. Le premier, en 1985, pour faute, fut « lourd, lent, traumatisant ». « Un cataclysme, un psychodrame qui a duré un an. J'ai fait une très profonde déprime. A tel point que j'ai perdu la mémoire d'une partie de la vie courante à cette époque. » Pour la garde de son fils, il avoue être entré dans un « conflit pas possible » avec sa femme, qui voulait l'emmener sur un autre continent. « Je l'aurais vu une fois par an ! Mais un enfant, c'est un suivi permanent... »

Yves se souvient des attestations à produire, des amis qu'il faut faire témoigner coûte que coûte, de la belle-mère qui remonte toute la rue pour faire écrire les voisins. « Ridicule, dramatique. » Aurait-il tenu sans les solidarités d'anciens divorcés, au bureau, sans les amis « d'avant » qui lui gardaient son fils jusque tard le soir ? « Le système, les avocats surtout, poussent à se balancer n'importe quoi à la figure. Ils vous apportent les habits, vous n'avez plus qu'à endosser le rôle. Cela consiste à charger l'autre au maximum en se disant qu'il en restera toujours quelque chose. Mais cela détruit tout respect, cela laisse trop de traces, même vingt ans après... Et c'est dommageable pour l'enfant. » Que l'on dépose chez l'autre en trente secondes, sans un mot. Qui revient tout seul par avion, une pancarte autour du cou.

La justice devrait « dépassionner ce qui fait déjà très mal. Empêcher les gens d'aller aussi loin », ajoute-t-il. Yves verrait bien également un passage obligatoire par la médiation familiale avant toute démarche de divorce, dès lors que le couple a un enfant. « Avec ma femme, avant que l'avocat n'exerce les choses, cela aurait été possible. » Pour lui, en revanche, impensable de se passer du juge. « Le divorce fait tellement mal, touche tellement à l'intime, qu'il ne peut revenir qu'à un service public spécifiquement destiné à cela, compétent, indépendant surtout. » Le divorce en cours, par consentement mutuel, se passe tout en douceur. Le précédent, dit-il, lui a conféré « une certaine sagesse sur ce qui est vraiment important ».

P. Kr

A Angers, des appartements pour que les pères séparés depuis peu retrouvent leurs enfants

ANGERS

de notre envoyée spéciale
Au départ, l'opération s'adressait aux pères en situation de précarité. Bien d'autres en ont bénéficié depuis. En avril 1996, l'association angevine Divorce et médiation décidait de mettre à la disposition des parents séparés ou divorcés des appartements afin qu'ils puissent exercer, dans de bonnes conditions, leur droit de visite et d'hébergement ; afin que « la précarité affective ne s'ajoute pas à la précarité matérielle ».

A la tête de l'association, Paul et Françoise Guihard, tous deux bénévoles, étaient las de devoir négocier avec les mères le droit, pour l'ancien conjoint ou concubin, de prendre les enfants durant la journée du samedi, puis de les ramener pour la nuit avant de revenir les chercher le lendemain. « Sinon, la seule solution était le système des points-remontés où père et enfants se retrouvent, sous surveillance, dans un lieu associatif, rappelle Paul Guihard. Mais c'est absurde lorsqu'il n'y a pas de problèmes relationnels entre le père et l'enfant. C'est vécu comme un parler de prison... »

Paul et Françoise ont alors l'idée de louer à la société de HLM d'Angers, Angers Habitat, deux appartements qu'ils sous-

louent au parent pour une somme modeste et variable en fonction de son revenu : de 225 francs à 525 francs le week-end pour un trois pièces. L'association est aidée par la Caisse d'allocations familiales et le ministère de la justice, même si, « chaque année, il faut aller à la

n'est pas prioritaire pour un logement social, ne bénéficie d'aucun dégrèvement pour charge de famille et d'aucune allocation, souligne Paul Guihard. Ce qui n'est pas tout à fait normal quand, dans la pratique, la garde alternée se développe considérablement. » Une solution doit alors rapide-

« On a nos habitudes. On a choisi notre lit, la place de chaque chose. On a reconstruit nos repères. C'est un peu chez nous »

pêche », soupire M^{me} Guihard. Un troisième appartement sera bientôt inauguré, dans le même ensemble HLM du quartier Verneau, puisque la demande a largement excédé l'offre depuis 1996.

Rapidement, le public s'est en effet élargi à tous ceux - pères, mais aussi mères et grands-parents - qui habitent loin d'Angers et qui désirent continuer à voir leurs enfants plusieurs fois par mois, ou leur éviter des temps de transport trop longs ; à ceux, aussi, qui viennent de se séparer et sont hébergés chez des amis ou des parents, dans un foyer ou une caravane. « Cette situation dure parfois un long moment puisque le parent non-gardien

ment être trouvée pour éviter à tout prix la rupture. « Ce n'est pas que l'enfant oublie son parent, mais il devient perméable au discours de dénigrement du parent gardien, ou de la famille élargie. S'il ne peut vérifier que l'autre est toujours comme il l'a toujours connu, le doute, la peur parfois s'installent. »

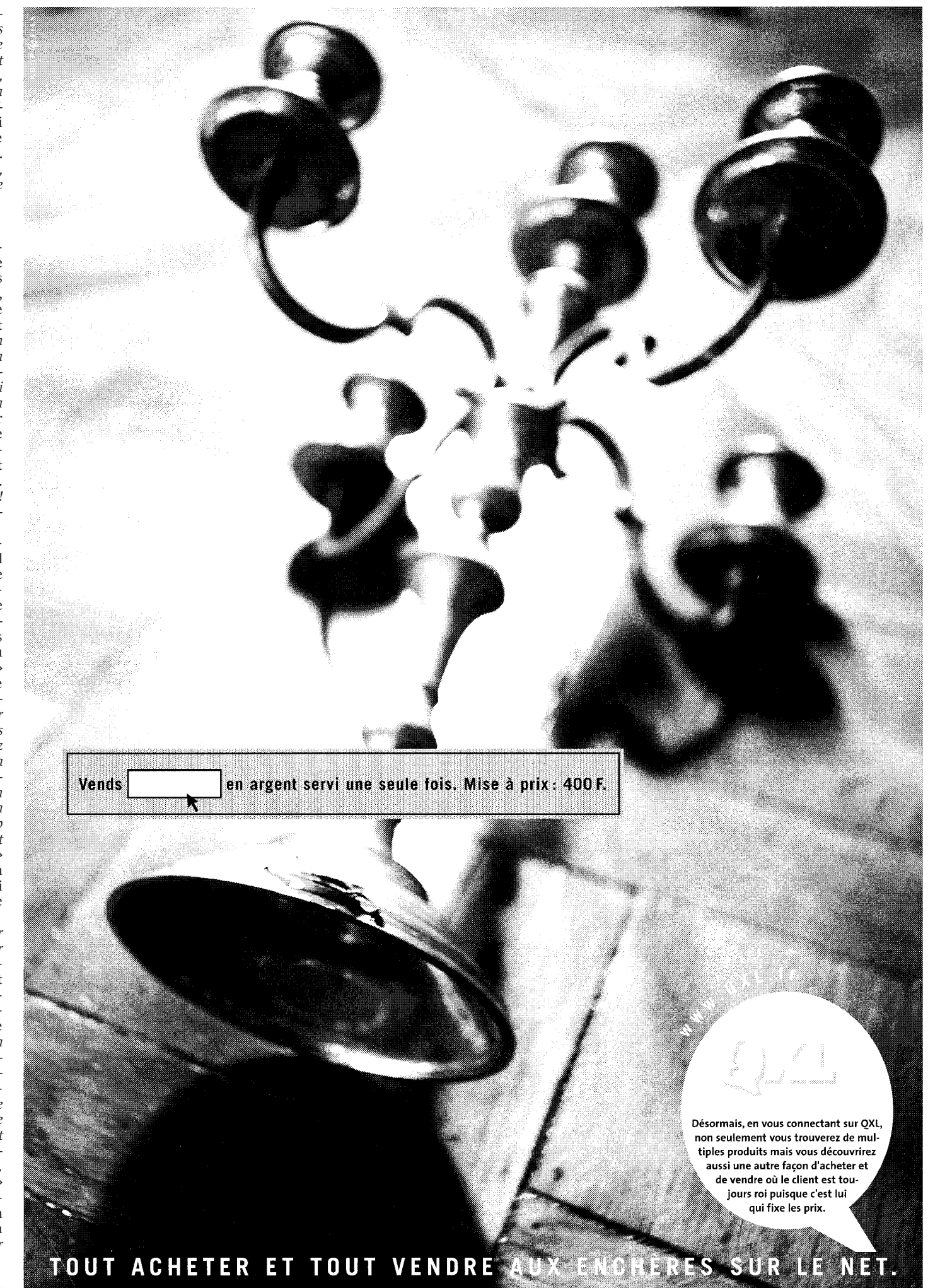
Bruno, trente-huit ans, ingénieur installé à Paris, n'a pas laissé ce fossé se creuser entre lui et ses trois enfants, de douze, neuf et sept ans. Séparé depuis quatre ans, divorcé depuis un an et demi, il les voit un week-end sur trois grâce au trois pièces qu'il loue régulièrement à l'association.

Le petit immeuble crépi de rose

est devenu une sorte de seconde maison. « On a nos habitudes, dit Paul. On a choisi notre lit, la place de chaque chose. On a reconstruit nos repères. C'est un peu chez nous. Il y a une continuité de la famille, des habitudes du dimanche, par exemple : le long petit déjeuner suivi des devoirs sur la table du salon. Pour moi, il était important de ne pas être le père que l'on voit entre deux portes d'hôtel. »

Les lits des petits sont faits. Après les chamailleries, c'est l'apaisement. Des meubles tout neufs s'échappe une odeur de pin qui rappelle les studios de vacances. Les jeux de société sont extirpés du placard de la télévision. Le plus grand des enfants lit sur le canapé. « Au départ, j'étais hébergé chez des amis et je les ramenais le samedi soir, raconte Paul. Je ne voulais pas prendre une chambre d'hôtel, car ce ne sont pas les conditions naturelles de vie de famille. Ni leur faire faire le trajet en voiture, qui les aurait fatigués et privés du foot ou du poney du samedi. Sans l'association, cela aurait été galère. Je serais venu moins souvent. Ou alors, il aurait fallu que je loue un second appartement toute l'année. » A Nantes, où l'association a essayé, d'autres appartements ouvriront bientôt.

Pascale Krémer



Vends en argent servi une seule fois. Mise à prix : 400 F.

Désormais, en vous connectant sur QXL, non seulement vous trouverez de multiples produits mais vous découvrirez aussi une autre façon d'acheter et de vendre où le client est toujours roi puisque c'est lui qui fixe les prix.

TOUT ACHETER ET TOUT VENDRE AUX ENCHÈRES SUR LE NET.

Le KGB avait tissé un vaste réseau d’influence en France

Les archives d’un transfuge, le colonel Vassili Mitrokhine, apportent de nombreuses révélations sur les activités des services secrets soviétiques en Europe. Au total, pas moins de cinquante agents français auraient travaillé pour le compte de la Résidence

Mis en vente en Grande-Bretagne sous le titre *The Mitrokhin Archive*, l’ouvrage coécrit par l’historien anglais Christopher Andrew et le colonel Vassili Mitrokhine, un ancien responsable des archives du KGB,

L’**APPAREIL D’ÉTAT**, si possible la haute administration, la classe politique, la presse et les milieux intellectuels, enfin le monde de l’industrie et de la haute technologie : à en croire Vassili Mitrokhine, ex-colonel des services secrets soviétiques, passé à l’Ouest, en Grande-Bretagne, en 1992, le KGB avait fait de Paris l’une de ses antennes les plus actives d’Europe occidentale depuis 1945. Le bureau parisien du KGB – la Résidence, selon l’appellation de ce milieu – entretenait pas moins de cinquante agents français. Il pratiquait l’espionnage sous toutes ses formes : travail de pénétration, de manipulation et de désinformation pour peser sur la vie publique, influencer les élections et gagner l’opinion à des positions favorables à l’URSS. Du moins est-ce là la thèse que défend M. Mitrokhine, qui fit une bonne partie de sa carrière au service des archives du KGB, dans un livre coécrit avec l’historien britannique Christopher Andrew.

L’ouvrage, *The Mitrokhin Archives* (996 pages) a été mis en vente mardi 14 septembre à Londres. Le chapitre consacré à la France contient certaines révélations et reprend des affaires déjà connues (Pathé et Farwell, par exemple). En voici un résumé articulé autour des milieux que la Résidence dit avoir pénétrés.

● **L’administration**

La France de la IV^e République est jugée par le KGB comme un

apporte de nombreuses informations sur les activités des services secrets soviétiques en France. L’administration, les partis politiques, la presse, les milieux intellectuels, peu de secteurs sensibles échappaient à la

terrain propice à l’espionnage. Les services de sécurité n’y sont pas très efficaces, juge le KGB, et, au sortir de la Résistance, la force du PCF, qui participe au gouvernement jusqu’en 1947, facilite le travail d’influence et de désinformation du personnel de la Résidence. *« Les quelques années qui suivirent la Libération furent ainsi des années en or pour recruter des agents »* au service de l’URSS. Au début des années 50, par exemple, les archives du KGB – que Mitrokhine a vues à Moscou, au Centre – mentionnent, *« parmi les agents de bonne valeur »*, quatre membres du Sdce (noms de code : Nosenko, Shirokov, Korablev et Dubravin), un à la DST (Goryachev), un aux Renseignements généraux (Giz), un au Quai d’Orsay (Izvekoy), un à la Défense (Lavrov), un au ministère de la marine (Pizho).

L’un des « hauts faits » de la Résidence fut le recrutement d’un responsable du Chiffre (envoi et réception des télégrammes codés du réseau diplomatique français) au ministère des affaires étrangères à Paris. Ce fonctionnaire (nom de code : Jour), recruté en 1945, a permis au KGB de fournir au Kremlin copie de tous les télégrammes échangés entre le Quai d’Orsay et ses ambassades à Washington et Moscou durant la crise des missiles de Cuba. Il sera en service durant trente ans.

curiosité des hommes de la Résidence, le bureau parisien du KGB. Se contentant le plus souvent de pseudonymes, le livre cite très peu de noms d’agents opérant en France. La description de l’un d’eux coïncide

● **Les milieux d’affaires**

Le KGB se serait assuré les services d’un homme d’affaires français, François Saar-Demichel. Ancien de la Résistance, brièvement dans les services de renseignement français en 1947, il empoche à Moscou, en 1954, un contrat exclusif pour l’importation de pâte à papier soviétique. Un an plus tard, de nouveau en visite à Moscou, il est re-

Le secret de l’affaire Kravchenko

Rare agent soviétique français clairement désigné par Mitrokhine – lequel s’en tient le plus souvent à des noms de code –, André Umann (1912-1970) fut, sous l’Occupation, l’un des fondateurs avec François Mitterrand du Mouvement national des prisonniers de guerre, avant d’être déporté à Mauthausen.

’N’ayant, par la suite, jamais fait mystère de ses sympathies prosoviétiques, il fut salué au début des années 80 comme un « soldat de l’ombre » par ses amis dans un livre d’hommage (Le Monde du 6 mai 1983). Entre-temps, en 1979, l’un des faits marquants de son activité secrète avait été révélé : sous le pseudonyme de Sim Thomas, il fut l’auteur en 1947 de l’article calomnieux des Lettres françaises accusant le transfuge soviétique Victor Kravchenko de travailler pour les services américains.

cruté par le KGB, avec pour mission d’utiliser ses contacts de la Résistance pour pénétrer et financer les milieux gaullistes à Paris. De Gaulle président, François Saar-Demichel sera reçu à l’Elysée (le livre ne dit pas à quel niveau). En mars 1965, il négociera la vente du système français de télévision en couleur Secam à la télévision soviétique. Interrogée par l’Agence

France-Presse, sa veuve, Alice Saar-Demichel, a qualifié ces informations de *« grotesques »* : *« Mon mari, qui est mort en 1991, n’a jamais été un agent soviétique. »*

● **Les milieux politiques**

La Résidence recrutait des agents d’influence dans les milieux politiques. Le livre mentionne *« deux hommes politiques socialistes »* re-

crutés durant la IV^e République. *« L’un [nom de code Gilbert puis Giles] passait pour être un proche du futur président François Mitterrand ; il avait été recruté par le STB (services de renseignement) tchécoslovaques en 1955 sous le nom de code de Roter, affirme l’ouvrage. Les contacts entre le KGB et Gilbert commencèrent un an plus tard. L’autre, au nom de code de Drom,*

fut d’abord approché par le KGB en 1959, recruté comme agent en 1961 et payé une pige forfaitaire de 1 500 francs durant les douze années suivantes. » *« Le KGB perdra Drom, qu’il considère comme l’un de ses tous premiers agents au sein du Parti socialiste, en 1973, poursuivent les auteurs ; cette année-là, il fut donné à Drom des sommes substantielles pour régler ses dettes. Mais quelque temps plus tard, il passait pour être en contact avec la DST. »* Tel qu’il est rapporté dans le livre, le parcours de « Gilbert-Giles » évoque celui de Claude Estier, actuel président du groupe socialiste du Sénat.

● **La presse et les milieux intellectuels**

Là encore, c’est un terrain de recrutement d’agents d’influence. *The Mitrokhin Archives* insiste sur le cas d’André Ulmann, intellectuel, résistant, ancien déporté, créateur en 1946, *« à l’aide de fonds soviétiques »*, de l’hebdomadaire *La Tribune des nations*, une publication consacrée aux questions internationales, et que l’antenne du KGB à Paris considérait comme *« son journal »*. *La Tribune* défend des positions diplomatiques qui sont celles de l’URSS. *« Les archives du KGB révèlent qu’André Ulmann fut un membre secret du PCF, recommandé par la direction du parti à la Résidence, il fut recruté sous le nom de*

La DST avait identifié plusieurs agents du KGB parmi lesquels le philosophe Alexandre Kojève

QUI SE CACHE derrière le nom de code de Gilbert, puis Giles ? Le chapitre sur la France du livre-document de l’historien anglais Christopher Andrew, *The Mitrokhin Archive*, consacre quelques lignes à cet homme non identifié, et présenté comme un agent d’influence pro-soviétique. Selon le document, qui s’appuie sur des notes transmises aux services secrets britanniques en 1992 par Vassili Mitrokhin, l’un des archivistes du KGB, Gilbert aurait été recruté par les Tchécoslovaques en 1955, sous le nom de code de Roter avant d’être pris en main, l’année suivante, par les Soviétiques. Proche du futur président de la République, François Mitterrand, puis député socialiste, cet *« agent »* n’aurait toutefois pas occupé de poste de ministre dans les gouvernements de la gauche après 1981, au grand dépit du KGB, selon *The Mitrokhin Archive*.

Ces révélations fondées sur le dépouillement et l’analyse de documents soviétiques trouvent un troublant écho dans une note rédigée par la Direction de la surveillance du territoire (DST), le service de contre-espionnage français, sur les pénétrations soviétiques dans les partis politiques français. Dans une synthèse de trois feuillets intitulée *« L’espionnage de l’Est et la gauche »*, et

dont *Le Monde* a connaissance, la DST mentionne, elle aussi, un homme politique socialiste pris en main par les Tchèques en 1955, puis réactivé par le KGB en 1970. Elle précise que ses relations avec les Soviétiques étaient connues au Parti socialiste, et que c’est la raison pour laquelle il n’a jamais occupé de fonctions gouvernementales après 1981, de la volonté même du président Mitterrand. La DST identifie cette personnalité comme étant Claude Estier, l’actuel président du groupe socialiste au Sénat.

« **TISSU D’INEPTIES** »

Joint par *Le Monde*, M. Estier a qualifié ces accusations de *« tissu d’inepties »*. *« Je n’ai jamais été un agent du KGB »*, a-t-il précisé, avant d’ajouter : *« Je ne suis absolument pas concerné par cette affaire. »* Les rumeurs le concernant sont anciennes et récurrentes. Les services de contre-espionnage ont suivi son parcours depuis la période de la guerre froide. A ce jour, rien de probant n’a été publiquement démontré contre lui. La note de la DST n’apporte aucun élément concret sur les informations qu’aurait pu fournir M. Estier à d’éventuels agents traitants qui ne sont d’ailleurs pas identifiés. Elle se contente de préciser que l’actuel président du groupe so-

cialiste du Sénat avait été dénoncé comme agent soviétique par un tract distribué lors d’une campagne électorale à Paris.

Interrogé par le juge d’instruction Jean-Paul Valat dans le cadre de l’instruction de la plainte des fils de Charles Hernu visant les accusations portées contre leur père présenté par les Roumains comme un agent bulgare puis soviétique, Raymond Nart, sous-directeur de la DST, aujourd’hui à la retraite, s’était expliqué sur cette note. M. Nart avait déclaré qu’il s’agissait d’une synthèse rédigée à la demande de l’Elysée en 1982-1983. Il avait également précisé que le document avait été réactualisé à différentes périodes, notamment au moment où un ancien dirigeant des services secrets roumains lui avait transmis le dossier concernant Charles Hernu.

Agent d’influence, simple contact, espion ou sympathisant politique, aux dires mêmes des spécialistes des services de contre-espionnage, il est aujourd’hui difficile de cerner avec précision le rôle des nombreuses personnes qui ont été soupçonnées dans les années 50 et 60 d’affinités avec l’Est. L’environnement géopolitique, la guerre froide entre l’Est et l’Ouest, rendaient la DST, comme les renseignements généraux (RG),

très sensibles à tout ce qui pouvait être interprété comme une tentative de pénétration soviétique. Jusqu’à une période récente, les plus grosses affaires d’espionnage au sens propre du mot ont plutôt concerné les domaines de l’armement et de la haute technologie.

Dans sa note de synthèse, la DST fait un vaste tour d’horizon, expliquant notamment que, sous la IV^e République, les services soviétiques s’étaient surtout intéressés aux radicaux-socialistes. Elle cite également des personnalités étrangères au monde politique, tel le philosophe d’origine russe Alexandre Kojève, considéré comme l’un des meilleurs spécialistes de Hegel. Né en 1902, et mort en 1968, il avait introduit en France la pensée hégélienne, à l’occasion d’un séminaire de 1933 à 1939 sur la *Phénoménologie de l’Esprit*, texte majeur du philosophe allemand. Selon la DST, l’auteur d’*Introduction à la lecture de Hegel* aurait travaillé trente ans pour les Soviétiques. Selon la note, il aurait également joué un rôle important dans le cadre des liens de Charles Hernu et du KGB. Les deux hommes avaient partagé un bureau au Centre national du commerce extérieur.

Pascal Ceaux

Christopher Andrew, professeur à l’université de Cambridge

« Comment diable un tel système a-t-il pu tenir soixante-quinze ans ? »

LONDRES

de notre correspondant

Cinquante-huit ans, grand, mince, volubile et passionné par son sujet, Christopher Andrew, qui cosigne avec Vassili Mitrokhine *The Mitrokhin Archive*, est professeur d’histoire à l’université de Cambridge où il réside. Peu concerné au début de sa carrière d’universitaire par les services de renseignements – ses premiers travaux publiés concernent des sujets aussi divers que la première guerre mondiale ou l’impact social du football –, il commence à s’intéresser à l’espionnage dans les années 70. Invité régulier des médias sur ce sujet, il écrit, au milieu des années 80, une histoire du renseignement britannique qui établit sa réputation.

Ainsi obtindra-t-il un peu plus tard le droit de cosigner les Mémoires d’un autre célèbre transfuge soviétique, le colonel Oleg Gordievsky qui travaillait déjà pour le MI 6, le service d’espionnage britannique, en URSS. On le voit, le professeur Andrew, qui pratique par ailleurs un assez bon français, est plutôt *persona grata* dans les services de renseignement de son pays. Pour autant, la

rumeur rapportée par le tabloïd *The Daily Mail* daté mardi selon laquelle il serait en quelque sorte l’un des sélectionneurs de talents nouveaux pour le MI 5 (service de contre-espionnage en Grande-Bretagne) ou le MI 6, le fait élarger de rire : *« A part le personnel tout entier du Daily Mail, dites bien que je n’ai jamais recruté personne de ma vie pour quoi que ce soit… »*. Concernant la manière dont il a travaillé sur les *« archives »*, il a accepté de répondre aux questions du *Monde*.

« Comment êtes vous venu à bout des six malles de documents ramenés par Vassili Mitrokhine ? »

– J’ai travaillé de manière obsessionnelle mais le matériel qui m’était présenté était tellement exceptionnel que ce fut toujours passionnant. Vous savez, jusqu’en 1986, je n’avais jamais pensé écrire un jour une histoire du KGB. Tout simplement parce que le matériel disponible n’était ni assez abondant ni, la plupart du temps, réellement intéressant. Tout a changé.

– **Vous parlez russe j’imagine ?**

– Mal. Mais, pour diverses raisons, tous les documents de Mi-

trokhine étaient traduits en anglais [par le MI 5 et la CIA]. Et puis j’ai travaillé environ trois jours par semaine avec le colonel lui-même à qui je pouvais demander des précisions sur tel ou tel point.

– **Qu’est-ce qui a le plus étonné le spécialiste que vous êtes devenu à la lecture de ces documents ?**

« Deux témoins de Jéhovah perdus au plus profond de la Sibérie ont droit à un rapport et à une surveillance officielle… »

– Le traitement réservé aux dissidents et l’importance primordiale qui était accordée à leur surveillance et à leur contrôle. Un exemple : en novembre 1978, on réveille Souslov, l’idéologue en chef du Politburo, en pleine nuit, pour lui apprendre quoi ? Que Youri Orlov n’a pas eu le prix Nobel de la paix. L’incroyable priorité accordée par le système soviétique à veiller qu’aucun dissident, intérieur ou extérieur, ne réussisse quoi que ce soit vous dit tout sur l’asymétrie qui existait entre ce

système et le nôtre. Deux Témoins de Jéhovah perdus au plus profond de la Sibérie ont droit à un rapport et à une surveillance officielle…

– Il ne s’agit pas de réduire l’URSS au KGB, ce serait ridicule, mais quel système ! La question que chacun se posait en 1989 et en 1991, à savoir pourquoi le régime

s’est-il effondré si soudainement, n’est pas inintéressante. Mais la véritable interrogation doit être : comment diable a-t-il pu tenir soixante-quinze ans ? L’existence du KGB et de son étroit système de contrôle social fournit au moins une partie de la réponse.
– **On sait que le MI 6 a transmis au moins une partie des renseignements des archives aux services américains qui ont pu arrêter ainsi certains espions. Savez-vous si les services français ont bénéficié de la même**

code d’agent Durant en 1946 », écrivent Mitrokhine et Andrew. Les auteurs ajoutent : *« De 1946 à sa mort en 1970, Ulmann reçut un total de 3 552 100 francs de la part de la Résidence »* pour éditer *La Tribune*. L’antenne du KGB à Paris faisait valoir au Centre, à Moscou, que le contenu d’articles comme ceux de *La Tribune* reflétait la qualité de son travail d’influence. La vérité, disent les auteurs, est que la Résidence exagérait fortement son rôle dans l’adoption par la France de positions diplomatiques qui ne déplaisaient pas à Moscou.
La Résidence s’intéressait à la presse. L’ouvrage, sans jamais citer de noms, affirme que l’antenne du KGB à Paris disposait d’agents d’influence dans au moins trois organes de presse, *Le Monde*, l’hebdomadaire *L’Express* et l’Agence France-Presse. La Résidence juge que six de ses meilleurs agents d’influence dans les années 60 et 70 étaient des journalistes. Elle faisait valoir son travail d’influence à Moscou en mettant, par exemple, en avant, *« les préjugés prosoviétiques du Monde »*, dans les années 70, sur le Proche-Orient, l’Afrique ou l’Asie, les relations Est-Ouest : *« Les notes prises par Mitrokhine à Moscou sur les contacts du KGB avec Le Monde identifient deux des grands journalistes du quotidien et plusieurs de ses collaborateurs. (...) Dans la plupart des cas, ils furent très certainement utilisés à leur insu pour disséminer la désinformation du KGB. »*

En juillet 1981, Andropov, alors patron du KGB à Moscou, reçut un message de la direction du PCF l’exhortant à faire donner un visa à un journaliste du *Monde* pour qu’il puisse se rendre en Afghanistan ; le message, écrivent les auteurs, l’assurait que le reportage *« serait sympathique »* aux positions de l’URSS.

Sans dire pour quel organe de presse ils travaillaient, le livre cite deux journalistes – noms de code : Brok et André – connus dans les années 60 et 70, bien introduits au plus haut niveau de l’Etat français et qui furent, selon les auteurs, parmi les mieux payés et les plus actifs des agents d’influence du KGB à Paris. L’un d’entre eux, Brok, aurait été en relation personnelle avec des chefs du KGB à Moscou ; l’autre, André, *« vétéran du journalisme »*, avait accès au président Georges Pompidou et à certains de ses ministres comme Pierre Messmer et Maurice Schumann. Rien ne prouve, répètent les auteurs, que les opérations d’intoxication et de désinformation ainsi menées furent couronnées du moindre succès.

Alain Frachon

tuées de documents originaux. Qu’elle ait reconnu dans ses interviews de presse avoir *« fait certaines choses »* n’a pas, selon moi, beaucoup de valeur légale. Je ne pense pas qu’on puisse infliger à cette vieille dame de quatre-vingt-sept ans, comme à ceux qui ont agi comme elle par conviction, de finir ses jours en prison. Je ne crois pas que son cas aboutira en justice, mais je peux me tromper.

– **Reste à savoir quand même si le MI 5 n’a pas eu tort de s’entreprendre aucune action contre elle en 1992, ni même de parler de son existence à aucun responsable politique ?**

– Ce fut sans doute une grave erreur mais, d’une façon générale, la commission parlementaire de surveillance des services de sécurité qui est appelée à enquêter sur cette affaire, fait parfaitement bien son travail. On peut lui faire confiance, elle déterminera s’il s’est agi d’un incident isolé ou si les services cachent systématiquement des choses au pouvoir politique. Ce que je ne crois pas. »

– **Une controverse agite la planète politico-médiatique depuis les révélations de votre livre concernant l’opportunité ou non de poursuivre en justice, un demi-siècle après, ceux qui se sont rendus coupables d’espionnage contre leur pays. Quel est votre avis ?**

– Vous faites référence au cas de Melita Norwood, dite *« Hola »* (*Le Monde* du 15 septembre). Vous savez, en cette matière, il est très difficile de convaincre quelqu’un d’espionnagesauf si vous l’avez pris en flagrant délit ou s’il fait des aveux complets.

» En ce qui concerne M^{me} Norwood, nous avons la certitude qu’elle a trahi mais les “archives Mitrokhine” ne sont pas consti-

Propos recueillis par Patrice Claude

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 16 SEPTEMBRE 1999

L'Europoport de Vatry, dans la Marne, s'apprête à prendre son envol

Jacques Chirac devait visiter mercredi le chantier de cette importante plate-forme logistique air-fer-route, au cœur de la Champagne. Le conseil général joue un rôle moteur dans cette opération, qui illustre l'importance des initiatives locales

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE
de notre envoyé spécial

Une piste pour avions-cargos au milieu des champs crayeux de la plaine de Champagne : c'est le pari du conseil général de la Marne, avec la création de toute pièce d'une « plate-forme multimodale européenne de fret » : Europort Vatry. En visitant rapidement, mercredi 15 septembre, le gigantesque chantier qui doit être achevé à la fin de l'année, le président de la République a sans doute voulu saluer l'initiative audacieuse d'une

folle de construire en pleine campagne une aérogare et une tour de contrôle ultramoderne de 46 mètres de haut, au bord d'un immense ruban de béton de 3 860 mètres de long sur 45 mètres de large, avec comme seul objectif le transport des marchandises : aucune activité économique particulière ne justifie ces équipements dignes d'un grand aéroport international, à une vingtaine de kilomètres de Châlons-en-Champagne.

Les travaux en cours près du petit village de Vatry illustrent la volonté des élus et des responsables économiques de la Marne de s'assurer un avenir moins lié à l'agriculture, et en particulier à la prospérité des vigneron champenois. L'idée de jouer à fond la carte de la logistique – le secteur qui a créé le plus d'emplois en France ces dernières années – n'est pourtant pas née sur les bancs du conseil général : Novalliance, filiale du Crédit Lyonnais, avait eu l'idée d'un tel projet sur l'ancienne base de l'OTAN, sans pouvoir le réaliser.

CORRIGER UN DÉSÉQUILIBRE

Tandis que l'Etat fédéral américain investissait des milliards de dollars pour construire à Fort-Worth, au Texas, le premier aéroport international uniquement réservé au fret, le conseil général de la Marne, presque unanime, décidait, en 1995, de prendre à sa charge la construction des infrastructures nécessaires à la création d'une base logistique européenne trimodale, dans un secteur déjà bien desservi, sur les plans ferroviaire et routier, par de grands axes comme l'autoroute A26. « Nous savions qu'en France, l'Etat n'avait pas les moyens de se lancer dans un tel investissement », explique Albert Veceten, président UDF de l'assemblée départementale. « Nous l'avons donc pris à notre compte parce que nous avons cru à nos atouts pour créer ici un grand centre logistique. »



D'autres raisons ont poussé le département le moins endetté de France à se lancer, par le biais d'une société d'économie mixte (SEM), dans une aventure qui l'a déjà conduit à racheter 600 hectares de terrains à l'Etat et aux agriculteurs. « Vatry devrait nous permettre de corriger une partie du déséquilibre entre Reims et le reste d'un territoire qui a quelquefois l'allure d'un « désert champenois ». Nos entreprises vont déjà cesser d'aller s'approvisionner en région parisienne. D'autres seront peut-être

tentées de s'implanter sur les zones d'activités que nous voulons développer autour de la base logistique. »

Après la filiale « soudure » d'Air Liquide, première société nationale à décider de regrouper toute sa logistique sur 18 000 m² à Vatry, c'est un transporteur local qui s'est implanté près de Châlons-en-Champagne. Mais la nouvelle dimension d'Europort Vatry pourrait venir de la mise en service d'une première tranche d'entrepôts de 20 000 m² pour l'un des plus grands logisticiens européens : « Nous pouvons desservir la région parisienne, mais également le nord et l'est de la France, à un coût intéressant à partir de Vatry », explique Eric Hémar, directeur général de Géodis Logistiques. Les réserves foncières de ce site sont également un atout pour notre développement. »

Avec un objectif de 300 000 m² d'entrepôts commercialisés d'ici quatre ans, les responsables du projet ne cherchent pas à concurrencer les grandes bases logistiques de la région parisienne, comme Sénart ou Marne-la-Vallée, qui tourment chacune autour du million de mètres carrés, sans avoir pour autant, comme Vatry, une

piste d'atterrissage au pied des entrepôts. « Nous pouvons cependant avoir de grandes ambitions, explique Jean-Noël Chapulut, directeur de la SEM Europort Vatry. Parce qu'il n'est pas certain que les aéroports parisiens n'arriveront pas rapidement à saturation pour le fret. » Si le projet de troisième grand aéroport international dans le Bassin parisien ne voit pas le jour, Europort Vatry pourrait offrir une « soupe » aux responsables d'Orly et de Roissy. La croissance du trafic aérien est telle que les deux aéroports parisiens vont arriver plus vite que prévu à saturation. Ils privilégieront le transport des voyageurs, beaucoup plus rentable, par rapport à celui du fret. Vatry pourrait alors tirer son épingle du jeu, en accueillant jour et nuit, avec l'accord tacite de quelques centaines de riverains largement indemnisés, tous les avions-cargos jugés indésirables dans la région parisienne. Ce serait une douce revanche pour les initiateurs d'un projet auquel Aéroports de Paris commence seulement à croire.

Christophe de Chenay

Un ferry entre Bayonne et Southampton

APRÈS plus d'une année de préparation, deux navires ferris se sont élancés, mardi 14 septembre, respectivement de Bayonne et de Southampton, pour effectuer la première liaison régulière entre ces deux ports. Ces bateaux roll on-roll off (bord à bord) transporteront chacun jusqu'à 70 remorques de camions, du fret conventionnel, des conteneurs sur remorques, des colis hors gabarits, à raison de trois traversées par semaine dans les deux sens. Pour les armateurs et responsables du port de Bayonne, il s'agit de concurrencer le « tout-camion » entre la péninsule Ibérique et les îles Britanniques, et ainsi désengorger quelque peu les autoroutes françaises (Le Monde du 18 novembre 1998). La traversée s'effectuera en trente-huit heures environ, près de dix heures de plus qu'un trajet autoroutier, mais les coûts sont réduits de près de 40 %. Intermodal Atlantica Line (IAL), la société qui gère cette ligne et s'est associée avec l'armement havrais Viking, n'exclut pas, si l'expérience se révèle concluante, de proposer jusqu'à une rotation par jour sur ce trajet. – (Corresp.)

L'aéroport de Montréal associé au projet

Aéroports de Paris n'ayant pas répondu à l'appel d'offres, c'est une filiale de l'aéroport canadien de Montréal qui a été choisie, avec quatre autres actionnaires, pour gérer la base aérienne de Vatry. Aménagement et commercialisation des terrains et des équipements sont assurés par une société d'économie mixte. La société d'exploitation de Vatry, Europort, est liée au conseil général de la Marne par un contrat de délégation de service public pour une durée de vingt ans : les Québécois apportent leur savoir-faire ainsi que les premiers clients, désireux, à partir de l'an 2000, d'utiliser une plate-forme spécialisée dans le fret en Europe.

collectivité locale. Le département de la Marne, autant connu pour le champagne que pour ses tarifs attractifs de vignette automobile, investit actuellement 650 millions de francs – sur un budget de moins de 2 milliards – pour cette base, qui sera sans doute la seule plate-forme tri-modale de cette dimension en Europe réservée aux marchandises.

L'idée pouvait paraître un peu

Un accord avec Aéroports de Paris sert les ambitions de Châteauroux-Déols

CHÂTEAURoux
de notre correspondant régional

Le Concorde s'amuse bruyamment dans le ciel berrichon. Interloqués, les vacanciers se sont arrêtés sur l'autoroute A20. Comme plusieurs compagnies européennes, Air France a choisi l'aéroport de Châteauroux-Déols (Indre) pour parfaire l'entraînement de ses pilotes. La plate-forme castelroussine tient une place tout à fait particulière dans le ciel français. Elle est réservée au fret et à la maintenance aéronautique. « Châteauroux est connu pour son aéroport atypique et son équipe de foot », explique Martin Fraissignes, directeur général, mais nous sommes capables de traiter des passagers. »

L'aéroport de Châteauroux est un « don » des Américains, qui installèrent là – au centre de la France (Le Monde du 9 septembre) – en 1951, au début de la guerre froide, une énorme base arrière, en prévision d'un éventuel conflit majeur avec l'Europe de l'Est. Ils firent du grand et du solide, si bien que les gestionnaires actuels (le conseil général de l'Indre est devenu le principal actionnaire en 1995) n'ont eu aucune peine à se mettre dans les meubles. La piste a été portée à 3 500 mètres, ce qui permet l'atterrissage des plus gros porteurs : au total, 50 millions de francs d'investissements depuis la reprise en main du département.

Longtemps à la recherche d'un second souffle, comme la ville de Châteauroux elle-même après le départ des Américains en 1967 et la disparition de la Sniac en 1976, l'aéroport Marcel-Dassault espère cette fois repartir du bon pied, après avoir signé deux accords de partenariat avec l'aéroport de Washington et Aéroports de Paris. Le premier accord, signé le 4 mars, permet à Châteauroux-Déols d'entrer, en matière de fret, dans un réseau international d'aéroports

« labellisés », répondant aux critères de services et de coûts américains. Grâce au second, datant du 28 juin, Châteauroux entend devenir « l'aéroport tout cargo de Paris », malgré la concurrence à venir de Vatry : « Le marché du fret doit doubler dans les quinze ans à venir », poursuit Martin Fraissignes, Châteauroux est 50 % moins cher que les grands aéroports. Nous sommes magnifiquement placés pour tout ce qui sort d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Une compagnie fait des économies en venant chez nous : elle gagne plus d'une heure. Or une heure de 747, c'est 80 000 francs. Il n'y a pas d'attente ici, le ciel est libre, les temps de roulage au sol réduits, et nous sommes ouverts 24 heures sur 24 ». Comme Vatry, Châteauroux est une plate-forme trimodale, avec l'autoroute A20 et un embranchement ferroviaire.

FRET « SENSIBLE »

La spécialité de Châteauroux-Déols est traditionnellement le fret « sensible ». Les rotations nocturnes des appareils sommairement immatriculés, faisant leur plein d'armes en bout de piste, allument depuis longtemps les conversations castelroussines. Malgré la crise de l'armement, qui a frappé plus particulièrement le Berry, le fret sensible est « une activité qui se tient », fait-on remarquer à l'aéroport, « nous sommes concernés par l'exportation, nous ne sommes pas touchés par la réduction des programmes nationaux ». Châteauroux-Déols veut s'ouvrir à présent à tous types de transport, et développer des activités de maintenance aéronautique et de parking (40 hectares disponibles pour les compagnies).

Tandis que le Concorde s'offre une dernière pirouette, un C130 de l'armée égyptienne charge des palettes d'armements à l'abri des regards indiscrets.

Régis Guyotat

Il est télécoms, vous en attendez quoi exactement ?



Quelle soit sa taille, votre entreprise peut tirer parti de la déréglementation des télécoms. Sur le plan tarifaire, bien sûr, mais aussi sur le plan technologique. Opérateur mondial de télécommunications, Interoute vous offre un service innovant et performant, vous permettant de développer des applications de mesure. Toutes les entreprises sont conscientes de l'importance des télécoms à améliorer leur compétitivité et leurs performances y compris les partenaires attendus. Alors, qu'attendez-vous ?

Contactez Interoute
0 800 121 131 (appel gratuit) ou
www.interoute.com

Les télécoms ont enfin l'esprit d'entreprise.

interoute

HORIZONS

REPORTAGE

3 L'ALGÉRIE DE BOUTEFLIKA



BRUNO HADJH

LA magie du Verbe n'est pas la réalité des faits. « Bouteflika tient un discours de rupture. C'est très bien, nous sommes pour, mais rien ne s'est encore concrétisé », dit Ahmed Djeddaï, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), le plus vieux parti démocratique du pays. Sans appeler à voter « non » au référendum, pas même au boycottage, le FFS refuse donc de « donner un chèque en blanc » au président. Chirurgien urologue, quarante-cinq ans, Ahmed Djeddaï a décidé d'entrer en politique en 1988, lorsqu'on lui a amené de jeunes manifestants des émeutes d'octobre.

« Oui, c'est cela, répond-il, on les avait émasculés. L'Algérie, c'est la barbarie des dictatures sud-américaines, plus les capacités de manipulation de la Securitate roumaine. Le vrai pouvoir est toujours entre les mains de cinq ou six généraux, l'état d'urgence en vigueur, la télévision interdite aux démocrates. Nous ne sommes plus au pic de l'horreur, mais le terrorisme fait encore 50 à 100 victimes par semaine. Il y a les Groupes islamiques armés et les groupes islamiques de l'armée. Que se passera-t-il si c'est toujours pareil dans six mois ? Si rien n'a changé après tous ces discours ? – Vous ne croyez pas qu'un espoir naît dans le pays ? Que ce "discours de rupture" a sa dynamique propre ? – Si Bouteflika passe aux actes, nous serons les premiers à le soutenir, mais notre parti est un repère pour les Algériens. Nous ne pouvons pas jouer à la roulette russe. »

Abdelkrim Harchaoui, ministre des finances, carte de visite en anglais et très matter of fact : « Jusqu'en 1990, dit-il en décrivant les effets de la politique de "contraction de la demande" prônée par le Fonds monétaire international (FMI), le prix de la baguette était de 1 dinar. Il a été multiplié par plus de dix, tandis que le litre de lait passait de 1,30 dinar à 20 et la quantité d'électricité pour un trois-pièces de 200 dinars tous les deux mois à 1 200. Exprimé en dollars, ajoute-t-il, le cours du dinar est passé, dans le même temps, de 12 à 68. Les taux d'intérêt ont fortement progressé. »

Les « fondamentaux » s'en sont bien ressentis, pas les Algériens. Angle de rues d'un quartier populaire. Trois adolescents discutent sur le trottoir, à l'ombre d'une microscopique épicerie. « Qu'est-ce que vous faites ? – On est retraités. En Algérie, on prend sa retraite à dix ans. On vous offre un café ? » Le prix du kilo de café est passé, lui, de 40 à 500 dinars, mais pas question de refuser. Ces gueux sont des princes.

« Tout le monde converge sur la nécessité de se réconcilier, de savoir le faire, sur le fait qu'il vaut mieux être simple citoyen d'un pays stable et prospère que ministre d'un pays déchiré. Nous devons tous contribuer aujourd'hui à l'édification d'un Etat de droit »
Lahbib Adami, secrétaire général d'Enahda

Le taux de chômage frise les 30 % (« Dix-huit pour cent, dit le ministre, en tenant compte du travail au noir ») et ils voudraient tous aller en France. « Je suis mécanicien. Vous ne pourriez pas m'obtenir un visa ? – Moi, je suis pâtisseries – Moi, menuisier. – Pourquoi voulez-vous tous aller en Europe ? – Parce qu'ici, c'est la merde. Là-bas, tu vis la belle vie ! Y a du boulot, pas de service militaire pour aller te faire tuer, les droits de l'homme. – C'est quoi les droits de l'homme pour vous ? – Un travail, un logement, le respect. Ici, les flics n'ont aucun respect pour

tard, j'étais au milieu d'un meeting de cent personnes, cerné, truffé de policiers en civil hallucinés qui demandaient fébrilement des ordres sur leurs talkies.

L'instant d'impunité mettait la rue en joie. « Bouteflika, vous en pensez quoi ? – Un cœur noir, tu peux pas le peindre, répond le pâtisseries. Un mur noir, tu peux : c'est ce qu'il fait. – C'est mieux que les autres, dit le mécanicien. Pour le moment, c'est bien. » Un petit moustachu, évidemment de la police : « L'Etat fait tout ce qu'il peut. J'aime mon pays. J'irai voter au

référendum. » Ils se marrent tous, discrètement. « Vous croyez que les GIA vont arrêter les massacres ? » Perplexité : « Ces gens-là, dit finalement le mécanicien, on veut pas les connaître. Ils ont tué des copains à nous, dans le quartier, et moi, je sais qui c'est. – Vous êtes religieux ? – Bien sûr. On fait la prière, le Ramadan, la charité. Les riches, eux, ne la font jamais. »

Un jeune adulte : « Chez nous, y en a que pour les fils de famille. Tu te présentes à une place, c'est le cousin du directeur qui l'a prise. Tu réponds à une petite annonce, c'est pas le profil. Ils disent qu'il y a des investissements étrangers, mais moi je suis chômeur, je suis biologiste, j'ai mon diplôme et je perds ma vie. Je crève ! Vous entendez ? Je crève ! Pas de femme, pas d'appartement, rien. J'ai qu'à crever. Comme nous tous. »

Il est au bord des larmes. Le menuisier, rigolard : « M'sieur ! Visa ? Non ? Tant pis : clandestin ! » Un « agent de surveillance » : « Prenez un petit gosse de deux ans, il vous dira qu'il veut aller en Europe, pas dans les pays arabes. » Une voix : « Quel est le fou qui nous a donné l'indépendance ? » Ça devient houleux. Une autre voix : « Il a raison ! Si les Français étaient encore ici, ce serait mieux. » Une autre voix encore : « Tout ça, c'est la faute du socialisme. » Approbation générale. « Vous êtes pour le capitalisme ? » Tous le sont car, expliquent-ils, « le capitalisme, c'est le travail ». « Et combien d'entre vous voteront au référendum ? » Grand silence devant cette drôle de question, et une main se lève, une seule, celle du mécanicien : « Les "non" se transformeront en "oui", dit-il, ce sera comme toujours mais, quand même, il est mieux que les autres. Moi, j'irai voter. »

Combien le feront ? Quelle que soit la sympathie que s'est attirée Bouteflika, quelle que soit la séduction qu'il exerce désormais sur les Algériens, combien d'entre eux ne se diront pas que les votes ne servent à rien, que les élections sont truquées, que c'est d'abord au président de faire ses preuves ? De jour en jour, il marque des points,

mais le taux de participation n'a rien de garanti et ce n'est même pas là, pour lui, la plus grande des difficultés.

MÊME s'il arrive à se faire plébisciter, même si la nation lui accorde le soutien populaire dont il a besoin pour agir, il lui faut tout à la fois mettre un Etat en chantier, heurter les intérêts de l'armée, accélérer la libéralisation économique pour briser les réseaux politico-financiers, convaincre le pays qu'il y a une lumière au bout du tunnel malgré le chômage, la souffrance sociale et les tueries islamistes qui se poursuivent. A priori, c'est mission impossible, mais, outre l'espoir qu'il a déjà éveillé, ce président a, pourtant, des atouts.

Le premier est que son échec laisserait l'Algérie dans un tel chaos que l'armée, que ces généraux qui ont, après tout, fait appel à lui pour finir par comprendre qu'ils n'auraient rien à perdre, tout à gagner en fait, à légaliser leurs entreprises. « L'accumulation primitive est derrière eux, dit un économiste. Leurs hommes et eux ont fait de telles fortunes en se partageant le monopole de l'importation qu'ils pensent déjà à les transmettre à leurs enfants, que déjà les réseaux d'hier se transforment en SA, avec jeunes managers diplômés et règles de gestion. S'il leur faut demain payer des impôts et des droits de douane, ils le peuvent. S'ils doivent accepter des concurrents, ils sont de taille à faire face. S'ils doivent investir, les avantages consentis seront tels que ça peut les intéresser, à la seule condition qu'on leur garantisse l'impunité. »

Abdelaziz Bouteflika y a visiblement pensé. Il a évoqué l'idée d'une « amnistie fiscale », dénonce des pratiques mais jamais des hommes, ne cesse de faire comprendre que ce n'est pas le passé mais l'avenir qui lui importe. Son deuxième atout est que le FIS a perdu la bataille, militairement et politiquement, qu'il ne peut plus ambitionner d'imposer la théocratie au pays, qu'il devra composer

Qu'elles s'expriment ou non lors du référendum du 16 septembre, toutes les générations s'accordent sur une chose : « Bouteflika, c'est mieux que les autres (...), pour le moment. »
Ci-contre, le quartier Riadh El Fath à Alger.

L'islamisme dont vous vous réclamez là n'est pas celui... – Pour atteindre l'équilibre, la nature a besoin de contradictions. – Vous-même, n'êtes-vous pas passé d'un islamisme à l'autre ? – Il se peut que oui, admet-il après une légère hésitation. L'expérience que nous avons vécue a eu une influence sur chacun de nous. »

Il pèse ses mots : « Le peuple a parlé. La lucidité commande de voir les choses en face, avec plus de sagesse et de réalisme. – Et c'est pour cela que vous allez siéger au gouvernement avec le RCD [Rassemblement pour la culture et la démocratie], le plus hostile à l'islamisme de tous les partis ? »

SOURIRE : « Nous avons appris à nous connaître. Nous siégeons ensemble à l'Assemblée. Si ça ne leur pose pas de problème, moi, ça ne m'en pose aucun. » Saïd Sadi, président du Rassemblement pour la culture et la démocratie : « Si nous refusions la démarche de Bouteflika, ce serait comme si les démocrates palestiniens et israéliens s'étaient opposés au processus d'Oslo. » Son parti est installé dans une ancienne école, studieuse et barricadée. C'est le parti de l'élite intellectuelle. « Bouteflika aurait évidemment pu faire mieux, reprend-il, mais le fond est bon, et j'ai surtout des raisons d'espérer que les plus éclairés des hommes de la mafia politico-financière comprennent aujourd'hui que leur intérêt est d'accompagner le changement. Le pays a changé, 75 % des Algériens ont moins de trente ans, ils se foutent éperdument de la Révolution et de qui l'a faite. L'Algérie ne peut pas être la dernière Albanie du monde. »

Rapide, clair, précis, à moins de cinquante ans, c'est le seul homme politique algérien qui sache dire ce qu'il veut en un quart d'heure : « Le pétrole et la Révolution nous avaient permis de faire l'économie du réel mais nous devenons désormais un pays adulte. La responsabilité de ma génération est de parachever le combat de l'indépendance. Il y aura

« Si nous refusions la démarche de Bouteflika, ce serait comme si les démocrates palestiniens et israéliens s'étaient opposés au processus d'Oslo »
Saïd Sadi, président du RCD

« spécialiste, dit-il, des alliages pour réacteurs nucléaires », Lahbib Adami est secrétaire général d'Enahda, « Renaissance », l'un des partis islamistes légaux : « Pourquoi, soudain, l'impossible devient-il possible ? – C'est une énigme pour moi aussi, répond-il dans son bureau de l'Assemblée populaire nationale. Disons que tout le monde converge sur la nécessité de se réconcilier, de savoir le faire, sur le fait qu'il vaut mieux être simple citoyen d'un pays stable et prospère que ministre d'un pays déchiré. Nous devons tous contribuer aujourd'hui à l'édification d'un Etat de droit. – Pardonnez-moi : l'"Etat de droit" n'est pas exactement un critère islamiste. – Et pourquoi pas ? Ne croyez pas à ces caricatures, nées de la rapidité avec laquelle nous sommes passés du monopole politique au multipartisme. – Je ne vous comprends pas. – Dans cette mutation improvisée, tout portait, explique-t-il, aux injectives, aux insultes, à cette polarisation entre ceux pour lesquels toutes nos difficultés viennent de l'islam et ceux qui croient, au contraire, qu'elles tiennent à l'abandon de la foi, pour lesquels il faut photocopier les temps passés pour en faire les temps modernes, entrer à reculons dans l'Histoire. »

« Comme islamistes et élus du peuple, poursuit-il, nous devons élaborer les solutions politiques et sociales par l'interpellation toujours renouvelée des sources – Attendez !

des "couacs". – De quelle sorte ? – De toutes sortes. Toute la question est de savoir de quel pouvoir les "réalistes" bénéficient vraiment dans la mafia. On verra. C'est un problème. C'est "le" problème, et Bouteflika adonc raison de refuser la chasse aux sorcières. L'important est d'injecter l'argent dans la production. Ce n'est pas de déterminer les responsabilités de tel ou tel homme ou clan dans une histoire vieille de trente ans, en admettant, d'ailleurs, qu'on le puisse. Il faut expliquer au pays pourquoi il faut tourner la page... – Bouteflika ne l'explique pas. Il ne pourra pas le faire. Qui le fera ? – Nous pouvons le faire. Je peux le faire car les Algériens savent que nous ne sommes mêlés à rien de tout cela. Le ver du changement est dans le fruit. »

Il regarde sa montre : « Excusez-moi. – Vous acceptez, donc, d'entrer au gouvernement avec des islamistes ? – Oh ! Les islamistes, j'en croise tous les jours, à l'Assemblée et dans la vie. Le rapport de forces n'est plus du tout le même, et Bouteflika a été clair : ce sera son programme, pas celui des partis. Je crois vraiment, dit-il en détachant ses mots, qu'une chance s'offre à l'Algérie. » La dernière avant longtemps ? La bonne ?

Bernard Guetta

FIN

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 16 SEPTEMBRE 1999

EMPLOI Daewoo, le conglomérat sud-coréen, en quasi-faillite va fermer ses trois usines en Lorraine. L'annonce n'en a pas encore été faite, mais, pour le gouvernement français,

l'issue ne fait aucun doute. ● DAEWOO ELECTRONICS emploie 1 200 personnes près de Longwy. Il y fabrique des fours à micro-ondes, des tubes cathodiques et des téléviseurs.

Il s'était antérieurement engagé à créer 1 300 emplois supplémentaires. ● UN REPRENEUR FINANCIER américano-saoudien s'était déclaré intéressé par les activités électroniques de

Daewoo. Mais l'accord, prévu le 9 septembre, n'a pas été signé. ● CES FERMETURES interviennent après celles, toujours en Lorraine, des usines de JVC, en 1997, et de Panaso-

nic, en 1998. ● L'ÉCHEC COMMERCIAL de la Smart met également en danger un autre site lorrain qui avait suscité l'espoir, l'usine automobile de DaimlerChrysler à Hambach.

Le sud-coréen Daewoo va fermer ses trois usines en Lorraine

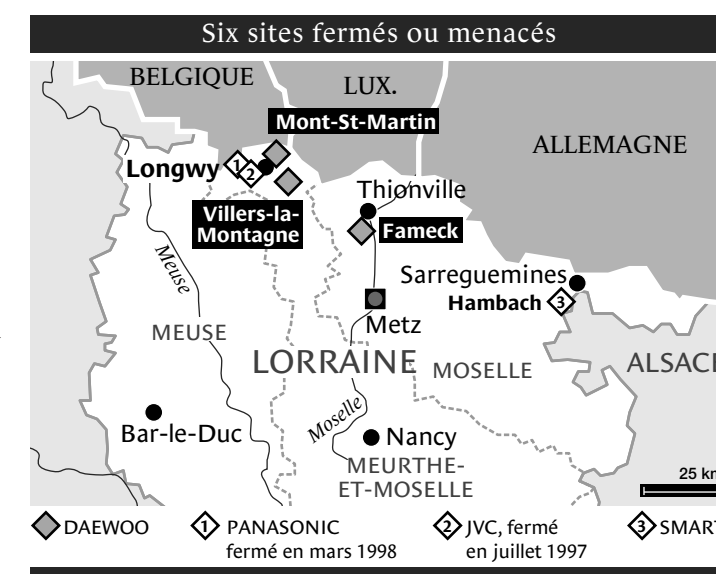
Les pouvoirs publics s'attendent que le groupe, en quasi-faillite, quitte la France.

1 200 emplois directs sont menacés près de Longwy. Après le départ de JVC et de Panasonic, cette décision met à mal la reconversion de la région

L'ATTENTION des médias et de l'opinion publique se porte actuellement sur Michelin. Mais c'est un autre dossier qui préoccupe le gouvernement. L'entourage de Christian Prieret, secrétaire d'Etat à l'industrie, en est aujourd'hui convaincu : Daewoo va fermer ses trois usines qui emploient 1 200 personnes en Lorraine. Les licenciements secs et leurs conséquences seront bien plus redoutables que chez Michelin. « En vingt ans, Michelin a supprimé 20 000 emplois en Europe. Sur ce nombre, il n'y a eu que 86 licenciements » fait-on valoir, en privé, au gouvernement.

On ignore quand l'annonce sera faite par le groupe sud-coréen en faillite, mais l'issue ne fait guère de doute. Sans posséder ces informations, les syndicats lorrains ne se font plus d'illusions. Jeudi 16 septembre, la CFDT devait organiser un rassemblement devant la préfecture régionale, à Metz, pour attirer l'attention des pouvoirs publics.

Daewoo est devenu un des principaux employeurs de la région. Il possède actuellement trois usines : depuis 1989, il emploie 300 salariés dans celle de Villers-la-Montagne, juste à côté de Longwy, où il assemble des fours à micro-ondes. « Mais sur les cinq chaînes, deux sont arrêtées depuis début septembre en raison des stocks



importants et du manque de matières premières car Daewoo ne paye plus ses fournisseurs » explique Maryline Quaglia, déléguée CFDT-métaux. A quelques kilomètres de là, à Fameck, Daewoo assemble des télévisions dans une usine qui emploie 300 personnes. Enfin, à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), le groupe emploie depuis trois ans 600 personnes pour fabriquer des tubes cathodiques.

« Le groupe avait promis 600 emplois supplémentaires car l'usine ne

pouvait être rentable qu'à partir d'un seuil de production qui exigeait 1 200 salariés. Ces emplois n'ont jamais été créés. Par ailleurs, le groupe s'était engagé à ouvrir une usine de verre sur Longwy puis sur Thionville. Six cents emplois auraient dû y être créés. Enfin, il devait également ouvrir une usine de réfrigérateurs à Verdun créant 150 emplois » égrène M^{me} Quaglia. Pour elle, la fermeture de Daewoo se solderait par la perte des 1 200 emplois existants et des 1 350 promis qui ne verront jamais le jour. Dae-

woo ayant décidé de se recentrer sur l'automobile, la construction mécanique et les activités de négoce, les usines d'électronique en France n'ont plus de raison d'être. Nul ne mise sur un possible repreneur. Le gouvernement n'évoque même pas cette piste. En juillet, un groupe financier américano-saoudien, Walid Alomar et associés, a annoncé se porter acquéreur de l'activité électronique de Daewoo pour 3,2 milliards de dollars. L'accord qui aurait dû être conclu le 9 septembre n'est toujours pas annoncé. Au siège coréen de Daewoo Electronics, on répond qu'il serait simplement différé et qu'il n'est pas question d'une fermeture des filiales en France. Dans le projet d'accord, Walid Alomar aurait accepté de reprendre les opérations de Daewoo Electronics en Amérique Sud, en Europe de l'Ouest, au Japon, en Australie ainsi qu'en Corée.

VENTE PAR « APPARTEMENTS »

Outre ses implantations en France, Daewoo Electronics a une usine de réfrigérateurs au pays basque et une usine de VCR à Belfast. Mais le sort des filiales après le rachat par Walid Alomar n'a jamais été éclairci. Il est vraisemblable que l'acquéreur revendrait l'entreprise par « appartements ». Or, beaucoup des usines ne

peuvent fonctionner qu'à l'intérieur d'un groupe dans lequel les différentes unités se livrent entre elles des pièces détachées. C'est semble-t-il le cas des usines en Lorraine.

Ces fermetures signeront l'arrêt de mort du pôle européen de développement, cette zone située à la fois en France, en Belgique et au Luxembourg, qui, depuis plus de dix ans, a bénéficié d'importantes aides européennes pour panser les plaies laissées par la sidérurgie. Du temps de leur splendeur, les groupes asiatiques ont su utiliser cette manne. Daewoo et les japonais JVC et Panasonic ont ouvert des usines en Lorraine. Mais ces usines-tournevis n'ont pas duré davantage que les subventions. En juillet 1997, JVC, qui assemblait des chaînes hi-fi et des lecteurs laser, annonce le transfert de son usine en Chine : 240 salariés se retrouvent à la porte, malgré les promesses de JVC de retrouver un repreneur. En 1998, même scénario. Panasonic ferme son usine de magnétoscopes pour transférer la production, là encore, en Chine : 235 emplois sont rayés de la carte en Lorraine.

« Les 1 000 emplois promis sur la partie luxembourgeoise du pôle européen de développement ont vu le jour. Les 1 500 promis en Belgique aussi. Mais sur les 5 500 promis en France, on en a vu que 2 500 en

Le choix d'Alain Juppé

Le fabricant français de téléviseurs Thomson Multimédia (TMM) a failli devenir une filiale de Daewoo, lors d'une privatisation avortée. Le 19 octobre 1996, le groupe Lagardère avait été désigné comme repreneur de Thomson par le gouvernement d'Alain Juppé. Ne s'intéressant qu'aux activités militaires, Lagardère devait rétrocéder la branche grand public de Thomson au groupe sud-coréen. TMM, « ça ne vaut rien », avait déclaré M. Juppé à la télévision pour justifier ce choix très contesté. Le tollé n'en avait été que plus général. Le 28 novembre, la Commission de privatisation avait annulé ce choix. Elle contestait la vente de TMM pour « une valeur symbolique » après « une recapitalisation de 9,9 milliards de francs » par l'Etat. « Il n'est pas évident qu'à moyen terme le bilan industriel soit réellement positif », estimait avec clairvoyance cette commission de « sages ».

comptant JVC, Panasonic et Daewoo. La CFDT a défendu la diversification mais ce n'est plus le pôle européen de développement, c'est le pôle européen de désertification », constate, amère, M^{me} Quaglia.

Entre les difficultés de la Smart à Hambach (Moselle), la poursuite de la restructuration d'Usinor qui cède certaines de ses usines à des groupes étrangers et supprime encore des emplois, la région est entrée dans une nouvelle zone de turbulences. Si celle-ci reste très attractive pour les entreprises allemandes, qui y trouvent une main d'œuvre qualifiée et moins onéreuse que chez elles, l'échec des implantations asiatiques, attirées à coups de subventions, remet en question une partie de la stratégie économique des élus politiques tant nationaux que régionaux.

LONGWY, « PRIORITÉ NATIONALE »

Au conseil régional, Jean-Pierre Huet, responsable du pôle emploi et développement économique, se veut rassurant et justifie les subventions reçues par les entreprises : « La masse salariale de Daewoo en France est de 190 millions de francs par an. Une somme directement réinjectée dans l'économie régionale. Et si quelques entreprises ont des difficultés, la Lorraine a attiré plus de 360 entreprises qui représentent le quart des emplois. La plupart d'entre elles se portent très bien ».

En 1997, Longwy avait été décrétée « priorité nationale » par les pouvoirs publics. Les syndicats n'y croient plus. La CFDT a même récemment refusé de négocier les 35 heures chez Daewoo pour que l'entreprise ne reçoive pas, une fois de plus, des subventions, qui ne servent à rien. Seul projet actuellement à Longwy : l'ouverture d'un casino ! « Nous sommes devenus la banlieue du Luxembourg », constate la syndicaliste.

Stéphane Lauer
et Philippe Ricard

Frédéric Lemaitre
et Philippe Pons (à Séoul)

Un conglomérat démantelé

● **Poids** : Daewoo, fondé en 1967, est le troisième chaebol (conglomérat) sud-coréen. En 1998, son chiffre d'affaires était de 62 milliards d'euros et sa dette, de 48 milliards. ● **Secteurs d'activité** : le groupe a compté jusqu'à 40 sociétés coréennes et quelque 400 filiales étrangères, dans six secteurs : industrie lourde et construction navale ; bâtiment, travaux publics et hôtellerie ; automobile ; électronique et télécommunications ; finance et services ; négoce international. ● **Démantèlement** : après son démantèlement, Daewoo doit se concentrer sur l'automobile, la construction mécanique et les activités de négoce.

Daewoo demande un moratoire sur sa dette aux banques étrangères

LE GROUPE Daewoo a annoncé, mercredi 15 septembre, son intention de demander aux banques étrangères un moratoire sur une partie de sa dette jusqu'à la fin du mois de mars 2000. Cette demande devait être formulée, jeudi 16 septembre, lors de la première réunion avec le comité de crédetes internationaux mis en place le 18 août. Elle va à l'encontre d'un engagement initial prévoyant que Daewoo continue à honorer le paiement de sa dette. « Les positions ont quelque peu évolué », a reconnu Baik Kee Seung, l'un des responsables du département de restructuration de la société sud-coréenne, interrogé par l'agence Bloomberg. Il n'a pas donné de détails supplémentaires.

Le montant total de la dette du groupe Daewoo s'élève à 57 milliards de dollars (55,3 milliards d'euros) : six milliards seraient concernés par le moratoire. Les crédetes domestiques ont d'ores et déjà gelé le paiement des intérêts et du principal sur environ 42 milliards de dollars de dette, soit

80 % du total. Sous la pression des autorités gouvernementales, les banques coréennes créditrices de Daewoo ont accepté, mardi 14 septembre, de faire bénéficier leurs homologues étrangères des garanties collatérales qu'elles avaient prises, à hauteur de 8,4 milliards de dollars, lorsque le groupe est passé sous leur contrôle.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE COUVERTE

Les banques étrangères, mais aussi la Maison Blanche, s'étaient plaintes de la décision de Séoul, en juillet, d'accorder aux seules banques coréennes des garanties en actifs en échange de leurs prêts. C'était la tradition pendant longtemps pour les banques étrangères de travailler « en blanc », sans hypothèque, commente un banquier français.

Certains créanciers étrangers, dont le français Natexis, ont engagé des actions en justice envers les autorités du pays visant à faire saisir des actifs de Daewoo. La banque Bruxelles Lambert s'ap-

prêterait à faire de même. Les établissements français sont très engagés en Corée du Sud. La Société générale (SG) disposait d'un encours de 3,3 milliards d'euros fin juin 1998 dans le pays. Interrogée mercredi matin, SG, qui s'estime couverte, est peu engagée sur Daewoo, à hauteur de 10 millions de dollars en Corée, et de 100 millions de dollars sur Daewoo dans le monde. Le Crédit lyonnais avait pour sa part des engagements de 2 milliards d'euros d'encours en Corée du Sud fin 1998, et ne dévoile pas son exposition sur Daewoo.

La réunion du jeudi 16 devait être conduite par des représentants de la Chase Manhattan, de la Hong Kong and Shanghai Banking (HSBC), de ABN-Amro et de Bank of Tokyo-Mitsubishi, qui sont à la tête du comité des huit banquiers représentant l'ensemble des 200 crédetes étrangers.

Pierre-Antoine Delhommais
et Pascale Santi

DaimlerChrysler et PSA poursuivent leurs discussions sur la Smart

FRANCFORT de nos envoyés spéciaux DaimlerChrysler voulait profiter du Salon de l'automobile de Francfort, du 16 au 26 septembre, pour relancer l'image et les ventes de la Smart. Le constructeur germano-américain devra patienter. Un événement inattendu est venu perturber sa stratégie : la démission du président de Micro Compact Car (MCC), la filiale fabriquant la petite voiture urbaine (à Hambach, en Moselle). Le départ de Lars Brorsen a été annoncé mardi 14 septembre, « en raison de divergences sur la stratégie à suivre pour la marque », indique un communiqué. Il devait tenir l'après-midi même une conférence de presse. C'est Jürgen

Hubbert, le patron de Mercedes, qui l'a remplacé au pied levé et qui assurera l'intérim en attendant la nomination d'un nouveau président d'ici à la fin de cette semaine, a précisé le groupe.

UNE VOITURE QUATRE PLACES

Ce rebondissement arrive à un bien mauvais moment. Les ventes de Smart ne sont toujours pas à la hauteur des espérances de DaimlerChrysler. Avec 50 000 modèles vendus sur les huit premiers mois de l'année, l'objectif des 80 000 ventes sur l'ensemble de 1999 sera difficile à atteindre même si les carnets de commande auraient connu « un tournant » pendant l'été, selon la marque.

DaimlerChrysler réfléchit à une

stratégie de relance de la Smart, qui passerait par un élargissement de la gamme et d'éventuels partenariats avec d'autres constructeurs. L'objectif est de fabriquer une nouvelle Smart à quatre places en coopération avec un groupe généraliste, s'éloignant encore un peu plus du concept initial pour revenir à un véhicule plus conventionnel. Des trois candidats approchés - l'italien Fiat, le japonais Honda et le français PSA Peugeot Citroën -, ce dernier tient la corde. Un accord était même attendu par certains observateurs pour le Salon de Francfort.

Les modalités de ce partenariat constituent « l'élément-clé » du départ de M. Brorsen, selon Helmut Wawra, membre de la direc-

tion de MCC. DaimlerChrysler n'a pas voulu en dire davantage sur les divergences, mais a réaffirmé sa ferme intention de construire un véhicule à quatre places avec un autre constructeur. Aucune décision définitive n'est encore prise.

TENSIONS INTERNES

« L'élargissement de la gamme est une nécessité pour faire vivre le réseau de distribution », a expliqué M. Wawra. Une version diesel, consommant 3,4 litres aux 100 kilomètres, un cabriolet et un prototype de « roadster » sont d'ailleurs présentés à Francfort. Mais les tensions internes risquent de ralentir l'ensemble de la réflexion et, a fortiori, un accord de parte-

nariat qui n'était, de toutes façons, pas encore bouclé.

Interrogé mardi à Francfort, Jean-Martin Folz, président du directoire de PSA, a confirmé son intérêt pour Smart. Il a précisé qu'il était bien en négociations avec Daimler pour partager des éléments de plate-forme, mais que « le degré de maturité du dossier était encore insuffisant ». M. Hubbert a, de son côté, qualifié les discussions avec le groupe français de « très constructives ». Au sein du constructeur germano-américain, on espère maintenant aboutir d'ici à la fin de l'année.

offre

maximum

*Prix TTC maximum conseillé. Offre valable dans la limite des stocks disponibles. Série limitée smartville : modèle smart & pure avec toit vitré transparent de série. AM 2000.

série limitée smartville

smart Centres Paris Trocadéro, Paris Bercy, Paris Est/Villiers sur Marne, Paris Sud Vélizy, Paris Ouest Nanterre. smart Information Center : 0 801 803 803.

smart
reduce to the max.

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 16 SEPTEMBRE 1999

La femme prend une revanche publicitaire à travers l'homme-objet

Plusieurs campagnes de publicité, inspirées par la vague du « girl power », multiplient les scènes de domination de l'homme, réduit à l'état de jouet, par une femme dominatrice. La caricature effraie même les féministes

LA DÉPUTÉE Catherine Génison (PS-Pas-de-Calais), auteur d'un rapport au gouvernement sur les inégalités entre hommes et femmes au travail, rappelait récemment que le salaire moyen du « sexe faible » reste inférieur de 25 % à celui du « sexe fort », que les femmes ne sont que 7,7 % à accéder aux plus hautes fonctions dans les entreprises, et qu'elles continuent, entre vie professionnelle et enfants, à assurer 80 % des tâches ménagères. Cette réalité, peu reluisante, a été interprétée de façon vengeresse par les publicitaires.

La même semaine, les nouvelles campagnes Kookai et Louis Vuitton montraient une femme dominatrice qui se joue de l'homme comme d'un objet. Ces nouvelles campagnes agressives et provocantes sonnent l'entrée en force en France du « girl power », mis en scène aussi en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Depuis deux ou trois ans, dans un nombre croissant de pubs, « l'homme est un objet désincarné que l'on manipule, que l'on casse, que l'on détruit », observe Anne Saint-Dreux, sociologue et directrice de la Maison de la Pub. En 1998, une publicité anglo-saxonne pour la bière Miller Lite, par exemple, mettait en scène, dans un laboratoire, une femme étudiant un groupe d'hommes miniatures à travers son microscope. Posé sur la

plaque en verre, l'un d'eux lève la tête, et séduit par l'œil bleu de la laborantine, entreprend de la séduire à force de déhanchements suggestifs.

Amusée par ces gesticulations ridicules, la jeune femme le gratifie d'un sourire narquois avant de l'écraser à l'aide d'une autre plaque de verre et de quelques gouttes de Miller Lite. L'ensemble, dont s'échappe une matière gluante, est soigneusement rangé dans une mallette avant d'être posé sur une étagère étiquetée « Hommes ».

COMME UN INSECTE

L'homme réduit à l'état de jouet miniature est aussi utilisé, en France, par Kookai depuis 1996. Ayant décidé de ne pas montrer ses produits dans ses publicités, mais plutôt, comme l'explique l'un des fondateurs de Kookai, Jean-Loup Tepper, de créer « une histoire autour du nom », la marque a commencé, en 1986, à mettre en scène des adolescentes pimbeches qui se targuaient de faire tourner la tête de leurs copains de classe. Puis la « Kookaïette » vieillissant avec la clientèle dont l'âge moyen frise désormais la trentaine, elle transforma en 1996 les hommes en jouets, avant d'en faire des esclaves deux ans plus tard.

Tantôt homme-poisson que l'on regarde évoluer dans un bocal ou homme-coton qui sert à poser du



vernis à ongles, l'homme-jouet s'est progressivement transformé en homme à tout faire au service de l'intimité féminine : il est devenu esclave-masseur, esclave-épilateur..., avant d'être jeté dans la cuvette des toilettes et éliminé d'un coup de chasse d'eau.

Avec sa campagne de rentrée, diffusée depuis le début du mois de septembre, Kookai va un cran plus loin. La Kookaïette tend une

Il s'agit, pour Kookai, (ci-contre) de créer « une histoire autour du nom » : pour Vuitton, (ci-dessous) de faire la complexité de la relation homme-femme ».

main secourable à un homme mêlé à des cheveux qui se noie dans le siphon d'une douche ou le saute d'une lampe halogène où il est en train de griller comme un insecte.

« Les deux premières années, l'homme est en état de choc, il se débat, la troisième année, il accepte son sort et se soumet, aujourd'hui on arrive au bout de la logique, la kookaïette comprend que si elle casse son jouet, elle ne pourra plus jouer », explique le publicitaire Christophe Lambert, président de l'agence BBDO Paris.

Chez Louis Vuitton, bien qu'on s'en offusque, le registre semble être celui de la souffrance physique. Pour lancer sa première gamme de chaussures et émerger dans des magazines de mode dont certains ont des tunnels de pub longs de 500 pages, il faut attirer l'œil. La marque de luxe plante alors un talon-aiguille dans une main masculine, marche sur des têtes masculines ou masse d'un talon agressif le dos d'un homme-paillason. « Nous ne sommes pas dans le domaine de l'homme-objet mais dans celui du jeu entre l'homme et la femme, résume Jean-Marc Loubier, le responsable de la communication et du marketing à Louis Vuitton. Ce ne sont pas des situations que l'on a l'habitude de voir, mais qui peuvent arriver dans l'intimité. » Il s'agit de faire « passer la complexité de la relation homme-femme » au travers d'architectures publicitaires multiples dédiées à chaque gamme de produits.

Si, dans les années 70, les publicitaires émancipaient la femme en la libérant des tâches ménagères, aujourd'hui le rapport de domination s'illustre dans une relation de séduction dont les hommes sont progressivement exclus : pour promouvoir le magazine féminin britannique *Don't tell it*, par exemple, une lectrice transperce de balles le

corps d'un jeune play-boy décontracté qui s'apprête à dévoiler le nom du magazine, jusqu'à ce que l'écran se couvre de sang ; pour la lingerie Passionata, « exclusivement pour les femmes », un homme reste, frustré à faire des pompes seul sur son lit : sa femme ayant préféré rejoindre une autre femme... Ces images ne satisfont pas une féministe comme Florence Montreynaud, du réseau des Chiennes de garde, qui attribue chaque année, avec l'Association des femmes journalistes, le prix de la pub la moins sexiste : « Cette représentation féminine est caricaturale, avec cette vague du grand chic sado, on nage en plein fantasme. Ce miroir inversé esthétisant est terrifiant, on esthétise la douleur, la torture, ça manque cruellement de dignité. » Elle poursuit : « ça en dit long sur la mentalité des hommes. Ils fonctionnent comme cela depuis des siècles, nous sommes cantonnées soit au rôle de la mère, soit à celui de la putain ».

De fait, « la lecture du message peut aller dans tous les sens, faire sourire ou choquer, analyse Jean-Claude Kaufmann, chercheur au CNRS. Il y a une zone d'ombre, énigmatique, une ambiguïté » sur laquelle jouent les publicitaires. Chez Kookai, on estime avoir fait le tour du sujet et vouloir « passer à autre chose ».

Florence Amalou

Les syndicats de l'AFP rejettent le principe d'une « privatisation »

« **NON À LA PRIVATISATION** de l'AFP » C'est le cri du cœur des syndicats de l'Agence France-Presse à la lecture de l'avant-projet de plan stratégique rendu public, mardi 14 septembre, par le président de l'AFP, Eric Giuily (*Le Monde* du 15 septembre). Six mois après sa nomination, M. Giuily promet une « sortie par le haut » à la crise que traverse l'AFP depuis des années, par le biais d'une réforme en profondeur. Ambitieux plan de développement axé sur le multimédia, l'avant-projet n'emploie pas le terme de privatisation. Mais il prévoit l'entrée de partenaires dans le capital et la modification du statut de l'agence. A l'occasion d'une assemblée générale du personnel, les syndicats ont réaffirmé leur opposition de principe à ces propositions qu'ils considèrent comme une menace pour l'emploi et l'indépendance de l'agence.

« Nous sommes tous pour le développement de l'AFP. Mais pour nous, la modification du statut n'est pas un préalable et le partenariat proposé par M. Giuily revient à dicter la politique rédactionnelle de l'agence en fonction des lois du marché », explique Jean-Marc Vantillard au nom de la CFDT. « Si un service de l'AFP coûte trop cher ou ne dégage pas assez de dividendes, il suffira de le fermer », s'inquiète Patrick Filleux, représentant du SNJ-CGT.

DIALOGUE DE SOURDS

Pour apaiser ces craintes, le président de l'AFP promet des créations d'emplois, et il évoque l'instauration d'une « charte » garantissant l'indépendance de l'agence. Son plan prévoit que « les partenariats doivent être compatibles avec le maintien de l'indépendance de l'AFP et respecter la spécificité de ses missions ».

Pour les syndicats, ces garanties ne sont pas suffisantes. « Il ne faut pas rêver. Quel poids peut avoir une charte face à des grands groupes industriels pour qui la seule logique est le retour sur investissement ? »

s'interroge Patrick Kamenka du SNJ-CGT. « Avant de chercher des partenaires extérieurs, il faudrait peut-être commencer par mettre de l'ordre dans la maison. La réforme des tarifs, les incohérences de couverture, la définition d'une véritable politique rédactionnelle sont autant de chantiers internes auxquels M. Giuily ne s'est toujours pas attaqué », affirme Tristan Malle, délégué Force ouvrière.

Véritable dialogue de sourds, le désaccord entre le président de l'AFP et les syndicats s'explique en grande partie par un choc de cultures entre un chef d'entreprise à la réputation de « coupeur de têtes » et des syndicats habitués à être associés à la gestion de l'agence. Alors que M. Giuily parle de « rénovation du dialogue social », et affirme avoir largement associé le personnel à l'élaboration de son avant-projet, les syndicats se sentent méprisés et court-circuités. « M. Giuily parle de dialogue social, mais en réalité, il n'y a aucune concertation. Il suit son chemin de manière dogmatique », estime M. Vantillard. « Les réactions syndicales ne traduisent pas forcément l'opinion de l'ensemble des salariés de l'entreprise. La majorité d'entre eux sont conscients que la réforme que je propose est inéluctable. Je suis persuadé qu'on peut avoir une discussion et trouver un accord », affirme, de son côté, M. Giuily.

Au-delà des déclarations à l'emporte-pièces, les syndicats comme la direction se déclarent prêts à dialoguer et doivent se rencontrer jeudi 16 septembre. Chez les salariés de l'agence, c'est plutôt l'expectative et l'incertitude qui dominent. « Il y a un sentiment diffus de lassitude et d'inquiétude. On ne sait pas où l'on va », explique un journaliste du service international. La présentation de l'avant-projet au comité d'entreprise et au conseil d'administration, les 22 et 29 septembre, devrait sans doute permettre d'y voir plus clair.

Frédéric Chambon

DÉPÊCHES

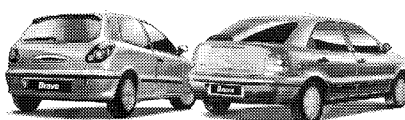
■ **PRESSE** : le groupe du *Nouvel Observateur* publie *Le Nouveau Cinéma*, mensuel de 148 pages, dont le premier numéro, imprimé à 300 000 exemplaires et vendu 18 francs, a été mis en vente mercredi 15 septembre. La rédaction, est dirigée par Richard Cannavo, ancien rédacteur en chef de *TéléObs*. L'objectif de diffusion est de 100 000 exemplaires.

■ **RADIO** : Martin Brisac a été nommé conseiller délégué d'Arnaud Lagardère, « en charge de toute mission permettant de développer Lagardère Médias », dont il sera membre du comité de direction. M. Brisac reste président d'Europe Développement International.

LES ATTENTIONS FIAT



Les Fiat Bravo et Fiat Brava vous offrent de série : le double Airbag Fiat®, l'ABS, la direction assistée, l'autoradio RDS EON, l'antivol Fiat code, les vitres avant électriques, la condamnation centralisée des portes... sans oublier bien sûr le moteur Turbo Diesel Unijet JTD encore moins bruyant, moins polluant, plus économique et plus performant. *Jusqu'à 15 300 F d'économie selon les versions. Offre réservée aux particuliers, non cumulable, valable jusqu'au 30 septembre 99 dans les points de vente participants.



FIAT BRAVO. FIAT BRAVA.
LE TURBO DIESEL AU PRIX DE L'ESSENCE.
JUSQU'À 15 300 F D'ECONOMIE*.

LA PASSION NOUS ANIME. **FIAT**

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

Le premier assureur italien Generali a lancé mardi 14 septembre une offre publique d'achat hostile de 12,2 milliards d'euros sur son homologue INA, alors que INA et San Paolo-IMI, première banque italienne et deuxième actionnaire d'INA, avaient confirmé il y a quelques jours leur intention de se rapprocher. Le titre d'INA a bondi de 7,43 %, à 2,775 euros, celui de San Paolo-IMI a gagné 1,04 %, à 12,50 euros, tandis que celui de Assicurazioni Generali a reculé de 4,84 %, à 30,05 euros.

Alors que se tient à Francfort le mondial de l'automobile, les titres des constructeurs allemands ont tous perdu du terrain, mardi. La valeur BMW s'est dépréciée de 3,71 %,

à 30,09 euros. Le constructeur bavarois a vu les ventes de sa filiale britannique Rover baisser de 29 % sur les neuf premiers mois de l'année. Le cours de Volkswagen a abandonné 2,92 %, à 56,79 euros, après avoir annoncé que son bénéfice imposable pour 1999 risquait d'être inférieur à celui de 1998. Volkswagen a enregistré une perte de plusieurs centaines de millions de marks en Amérique latine cette année. Quant au titre Daimler-Chrysler, il a cédé 1,03 %, à 72 euros, après avoir progressé de 1 % au cours de la séance. Le marché avait apprécié l'annonce d'une hausse de 15 % des ventes de sa filiale Mercedes sur huit mois.

15/09 10h19

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: AUTOMOBILE. Includes entries for AUTOLIV SDR, BASE AG, BMW, CONTINENTAL AG, etc.

BANQUES

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: BANQUES. Includes entries for ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, ALLIED IRISH BA, etc.

CONSTRUCTION

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONSTRUCTION. Includes entries for ACCIONA, ACESA R, AKTOR SA, etc.

PRODUITS DE BASE

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: PRODUITS DE BASE. Includes entries for ALUMINIUM GREEC, ARJO WIGGINS AP, ASSIDOMAE AB, etc.

CHIMIE

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CHIMIE. Includes entries for AGA -A-, AIR LIQUIDE, AIG-B, etc.

15/09 10h19

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS. Includes entries for AKER RGI -A-, CGIP /RM, CIR, etc.

ÉNERGIE

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: ÉNERGIE. Includes entries for AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

CONGLOMÉRATS

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS. Includes entries for AKER RGI -A-, CGIP /RM, CIR, etc.

ÉNERGIE

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: ÉNERGIE. Includes entries for AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

CONGLOMÉRATS

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS. Includes entries for AKER RGI -A-, CGIP /RM, CIR, etc.

CONGLOMÉRATS

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS. Includes entries for AKER RGI -A-, CGIP /RM, CIR, etc.

CONGLOMÉRATS

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS. Includes entries for AKER RGI -A-, CGIP /RM, CIR, etc.

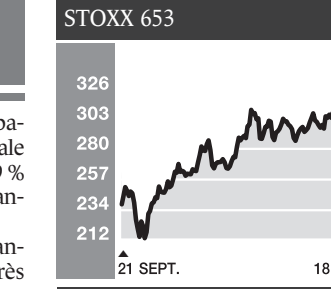


Table of stock prices for various companies under the STOXX 653 index, including KLM, HILTON GROUP, MOULINEX/RM, etc.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceutical companies, including AstraZeneca, Elan Corp, Glaxo Wellcome, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies, including Aker Maritime, BG, BP Amoco, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies, including Aker Maritime, BG, BP Amoco, etc.

SERVICES FINANCIERS

Table of stock prices for financial services companies, including 3i, Almani, Alpha Finance, etc.

SERVICES FINANCIERS

Table of stock prices for financial services companies, including 3i, Almani, Alpha Finance, etc.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for food and beverage companies, including Allied Domecq, Associat Brit F, Bass, etc.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for food and beverage companies, including Allied Domecq, Associat Brit F, Bass, etc.

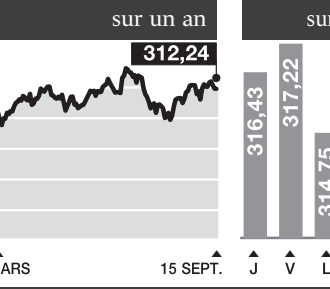


Table of stock prices for various companies under the EURO STOXX 50 index, including Forsikring Coda, Fortis (NL), Fortis (B), etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

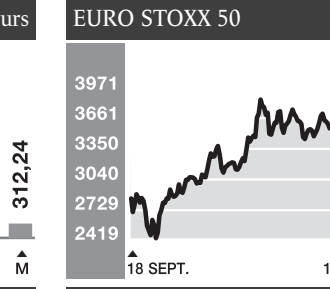


Table of stock prices for various companies under the EURO STOXX 50 index, including Forsikring Coda, Fortis (NL), Fortis (B), etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

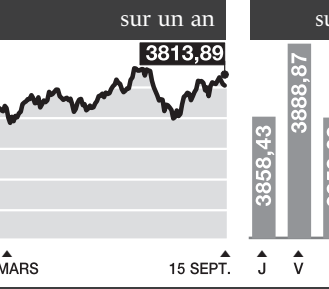


Table of stock prices for various companies under the EURO STOXX 50 index, including Forsikring Coda, Fortis (NL), Fortis (B), etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including Abb Part, Adecco, Alstom, etc.

DISPARITIONS

Charles Crichton

Le cinéaste de l'humour anglais

LE RÉALISATEUR britannique Charles Crichton, qui avait été un des fondateurs des studios comiques Ealing, avant de réaliser *Un poisson nommé Wanda*, est mort mardi 14 septembre à son domicile londonien. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Avec lui, c'est une figure centrale de tout une époque du cinéma anglais, caractérisée par une forme spécifique d'humour, qui disparaît.

Charles Crichton naît le 6 août 1910 à Wallasey (Cheshire, nord de l'Angleterre). Il est étudiant à Oxford lorsqu'il se passionne pour le cinéma au point d'accepter un premier emploi d'assistant monteur à la British Films sans être payé.

Il devient monteur professionnel (et rémunéré) lorsqu'éclate la Seconde guerre mondiale. Durant le conflit, il participe à l'effort de guerre du cinéma anglais en réalisant un court métrage en 1941 (*The Young Veterans*), puis son premier long métrage, *For Those in Peril* (1944), consacré à la marine marchande.

DISTRACTION « BRITISH »

La paix revenue, Charles Crichton participe à l'un des principaux événements qu'ait connus le cinéma britannique, la création, dès 1945, des studios Ealing, dirigé par Michael Balcon et Alberto Cavalcanti.

La Ealing a compris que le pays a besoin de se changer les idées, et va réaliser les films de distraction *very british* auxquels le public aspire. Dès 1945, elle produit un film à sketches, *Au cœur de la nuit*, dont Crichton réalise un des épisodes, *Les Golfers*. Le film est une succession d'aventures fantastiques et d'histoires de fantômes. La société de production explorera différents genres avant de trouver sa voie, celle de la comédie teintée d'absurde et fondée sur des atmosphères étranges surgies au milieu d'environnements réalistes et des interprétations impeccables au service de répliques pince-sans-rire.

Le titre fondateur de la « comédie Ealing » est réputé être *A corps et à cri*, réalisé par Charles Crichton en 1947. En fait, le film est loin de correspondre aux canons du genre. Même s'il porte à sourire, il s'agit d'aventures d'enfants détectives (à la manière du

Club des cinq) frottées de fantasmagorie.

Si le véritable titre fondateur du genre est en fait *Passeport pour Pimlico* (1949) de Henry Cornelius, à côté de Robert Hamer (*No-blesse oblige*, 1949) et d'Alexander Mackendrick (*L'Homme au complet blanc*, 1951), Charles Crichton sera un des illustrateurs les plus talentueux de la « comédie Ealing », avec notamment, en 1950, *De l'or en barres* – où le modeste employé Alec Guinness dévalise impunément la Banque d'Angleterre –, ou *Tortillard pour Titfield* (1953), ou encore *La Loterie de l'amour* (1954).

Mais, avec la dizaine de films tournés dans les années 50, Crichton s'avère également capable de diriger des œuvres dans le registre dramatique (*Les hommes ne comprendront jamais*, 1954).

Comme tant de réalisateurs britanniques, rarement à leur avantage, Crichton accepte ensuite des offres de Hollywood. En 1963, sa carrière subit un coup d'arrêt après qu'un conflit avec Burt Lancaster, star et producteur du film, le contraint à quitter le plateau du *Prisonnier d'Alcatraz* (que signera John Frankenheimer). Hormis les oubliables *The Third Secret* (1964) et *He who Rides the Tiger* (1965), il ne travaille plus que pour la télévision, dirigeant de nombreuses séries.

RENAISSANCE À HOLLYWOOD

Mais à la fin des années 80, les comédiens liés aux Monty Python – John Cleese, Michael Palin – font appel à lui pour diriger, vingt-trois ans plus tard, *Un poisson nommé Wanda*, comédie pleine de verve qui réunit les atouts de l'humour époque Ealing et celui des auteurs de *Sacré Graal*, avec une distribution où voisinent le vétéran Cleese et les comédiens américains Kevin Kline et Jamie Lee Curtis.

Le film connaît un tel succès qu'un dirigeant de Hollywood aurait téléphoné chez les Monty Python pour proposer un projet au nouveau jeune type, « Crichton ou quelque chose », responsable de cette comédie. A soixante-dix-huit ans, Charles Crichton est, pour la première fois, nommé aux Oscars.

Jean-Michel Frodon

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Brigitte BERGMANN, et Mathias EMMERICH, Théo et Alma, sont très heureux d'annoncer la naissance de

Flore,

le 9.9.1999, à 9 heures.

63, rue Croulebarbe, 75013 Paris.

Marie-Laure PHÉLIPPEAU-GUERRINI et Nicolas GUERRINI partagent avec Salomé le bonheur d'annoncer la naissance de

Simon,

le 12 septembre 1999.

3, rue du Bois-des-Roches, 78117 Châteaufort.

Anniversaires de mariage

– Al,

Quinze ans de vie commune. Dix ans de mariage et trois enfants. Poursuivons notre chemin, paisiblement. Merci, mon cher, pour tout. Et rendez-vous dans dix ans. Je t'aime, Traymour, Sam.

Associations

communiquiez vos

Assemblées générales

tous les jours dans le Carnet

Tarif à la ligne

120 F TTC / 18,29 €

☎ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

RUBRIQUE

IMMOBILIÈRE

Parution lundi daté mardi

TARIF ABONNÉS :

FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 €

4 Parutions : 600 F TTC / 91,46 €

100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.

- Bouclage vendredi 12 h. -

☎ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Décès

– C'est avec une profonde tristesse que l'association Présence de Christian Dior apprend le décès de

M^{me} Annick BERÈS,

membre du conseil d'administration.

Elle prie ses enfants et ses proches de trouver ici l'expression de condoléances émues.

Musée Christian-Dior, villa Les Rhumbs, 50400 Granville.

– De tout cœur avec Henriette et ses fils

pour la disparition subite de

Maurice BORENSTEIN.

« Les copains du Kibboutz » et leur famille.

– Le président et le bureau de l'Union nationale des professions libérales, les membres du groupe des professions libérales au Conseil économique et social ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marie-Odile CHARPY,

collaboratrice du groupe des professions libérales du Conseil économique et social,

et vous invitent à participer, le vendredi 17 septembre, à 9 h 45, à la messe d'obsèques, en l'église Notre-Dame, à Versailles, ou à l'absoute, à 18 h 45, en l'église de Trebeurden (Côtes-d'Armor).

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

– M^{me} Adrienne Farrell, son épouse, Pia Farrell, sa fille, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

Robert E. FARRELL,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu, le 21 août 1999, à Washington.

Une cérémonie commémorative aura lieu, le 30 octobre, au National Press Club de Washington.

– Ses enfants et petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel MOREAU,

colonel de l'armée de l'air et officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre,

survenu le 13 septembre 1999.

Les obsèques auront lieu dans la stricte intimité.

– Michel Nicolle, Françoise et Pierre Baudet, Colette Nicolle, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Claire Leroy, sa sœur,

Toute sa famille, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Gérald NICOLLE,

et invitent tous ceux qui partageaient son amour de la musique à l'entourer le vendredi 17 septembre 1999, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue Daliphard,

76000 Rouen.

16, rue Pierre-Bonnard,

92260 Fontenay-aux-Roses.

– Une grande Dame a disparu.

Denise VIGNERON,

née ROY,

s'est éteinte, samedi 11 septembre 1999, à l'âge de cent deux ans.

Les obsèques auront lieu, jeudi 16 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-François-d'Assise (9, rue Mouzina, 75019 Paris).

6, villa Maurice-Rollinat, 75019 Paris.

Offices religieux

– Une pannykhde sera célébrée le jeudi 23 septembre 1999 en la chapelle Saint-Georges, 15, rue Porto-Riche, à Meudon, au quarantième jour du décès de

M. Nicolas Ivanovitch

GOGOLEFF,

survenu le 13 août.

Formations

Cycles d'ingénieur ou de cadre supérieur Devenez ingénieur diplômé ESAIP en informatique industrielle et ses réseaux de télécommunication ou cadre supérieur en sécurité-environnement-prévention (diplôme bac + 5).

Cursus international sur trois ans. Accès aux BTS/DUT, DEUG et CPGE.

Groupe ISAIP-ESAIP, 49000 Angers.

Tél. : 02-41-96-65-10.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h

Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

Le Nouveau Cinéma

Découvrez le cinéma comme vous ne l'avez jamais lu !

NOUVEAU

MENSUEL

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI 18F

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Manière de voir

Le bimestriel édité par LE MONDE diplomatique

LA MONDIALISATION CONTRE L'ASIE

- Tempêtes sur l'Asie, par Ignacio Ramonet.
- Un désastre social sans précédent, par John Evans.
- Le coût exorbitant du développement chinois, par Roland Lew.
- Nationalisme égaré de la Malaisie, par David Camroux.
- La Corée du Sud à l'heure du FMI, par Ilaria Maria Sala.
- Craquements du modèle japonais, par Evelyne Dourille-Feer.
- Le couple nippo-américain à l'heure du soupçon, par Bruce Cummings.
- L'Indonésie, atout maître du jeu américain, par Noam Chomsky.
- L'Inde à la recherche d'alliés, par Jyotsna Saksena.
- Du bon usage des « valeurs asiatiques », par Bernard Cassen.
- Remise en question du « modèle » occidental, par Philip S. Golub.
- Violence contre démocratie en Indonésie, par Françoise Cayrac-Blanchard.

Et d'autres articles, accompagnés d'une importante bibliographie, d'une liste de sites Internet et d'un glossaire.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

Journées du patrimoine

Aux arts citoyens ! Sur le thème de la citoyenneté et de l'Europe, le guide des principaux circuits et visites de bâtiments et de monuments dans toute la France

cahier spécial de 8 pages

jeudi 16 septembre

Le Monde daté 17

Nouvel espoir dans les traitements anticancéreux grâce à des tests sur la souris

Des chercheurs américains imaginent une stratégie thérapeutique originale

Découverte en 1979, la protéine p53 contrôle la mise en œuvre des mécanismes permettant l'élimination des cellules susceptibles de devenir

cancéreuses. Mais elle favorise aussi l'élimination des cellules saines par les rayonnements et les médicaments anticancéreux. Une équipe de

l'université de Chicago a trouvé le moyen de bloquer son effet, ce qui pourrait renforcer l'efficacité des traitements et limiter leur nocivité.

LES TRAITEMENTS anticancéreux actuels (radiothérapie ou chimiothérapie) pourraient être rendus plus efficaces et leurs effets indésirables pourraient être réduits, grâce à une nouvelle stratégie mise au point et expérimentée – pour l'instant chez la souris – par une équipe de l'université de l'Illinois, à Chicago (Etats-Unis), dirigée par Andrei Gudkov.

Les approches thérapeutiques anticancéreuses consistent, le plus souvent, à activer les mécanismes protégeant le patrimoine génétique des cellules et à aboutir à l'arrêt de la croissance ou au « suicide » des cellules en voie de cancérisation. Andrei Gudkov a, au contraire, imaginé de bloquer ces mécanismes, dans les cellules normales de l'ensemble du corps. De ce fait, les cellules qui se divisent régulièrement (cellules sanguines, cellules intestinales) ne sont plus attaquées par les médicaments anticancéreux, ce qui a pour conséquence de diminuer largement leurs effets indésirables (nausées, vomissements, dépression de l'immunité...). L'équipe américaine a obtenu ce résultat grâce à un composé baptisé pifithrin alpha (PFT alpha), raccourci anglais pour « inhibiteur de la p53 ». Les souris traitées au PFT alpha sont protégées contre les effets secondaires des rayonnements ionisants et tolèrent des doses qui sont mortelles pour les souris non traitées.

Au centre de cette stratégie se trouve une protéine appelée p53, dont la synthèse est déterminée par un gène portant le même nom. Qualifiée de « gardienne de l'intégrité du patrimoine génétique » de la cellule, la p53 va, se-

lon le cas, interrompre la croissance cellulaire ou déclencher la mort de la cellule lorsque trop de mutations s'y sont produites.

Dans au moins la moitié des cancers humains, il existe une altération du gène p53 et la protéine dont il contrôle la synthèse ne peut plus jouer son rôle. Cela a conduit à développer des recherches visant à restaurer les fonctions normales de la protéine p53 dans les cellules ayant un gène p53 muté.

CONTRE-PIED

L'équipe d'Andrei Gudkov a pris le contre-pied de cette logique en utilisant la PFT alpha, qui bloque de façon réversible et pendant une période d'action restreinte la protéine p53. La PFT alpha pourrait ainsi permettre aux 50 % de malades ayant un cancer et un gène p53 inactif de supporter des doses plus importantes de radiations io-

nisantes et probablement de chimiothérapie.

Ce résultat s'explique par le fait que la p53 est aussi le médiateur des effets secondaires des traitements anticancéreux. Les tissus sains des souris ayant un gène p53 défectueux sont moins endommagés par une irradiation avec des rayons gamma que les tissus sains des souris normales.

Le défi était donc de trouver une molécule capable de bloquer la p53 sans provoquer la formation de tumeurs supplémentaires. Après avoir testé plusieurs dizaines de composés, Andrei Gudkov et ses collaborateurs ont constaté que la PFT alpha bloquait l'apoptose (le « suicide » des cellules) due à l'irradiation et à quatre médicaments antitumoraux et qu'elle inhibait aussi l'arrêt de la croissance cellulaire engendrée par l'irradiation dans les cellules ayant un gène p53 normal.

La gardienne du patrimoine génétique des cellules

La p53 a été découverte en 1979. Dix ans plus tard, il a été montré que les cancers humains sont liés, dans la majorité des cas et même systématiquement dans un certain type de cancer du sein, à des altérations de cette protéine. En 1991, enfin, les travaux de David Lane (université de Dundee, Grande-Bretagne) ont révélé que la p53 contrôle la mise en œuvre des mécanismes permettant l'élimination des cellules qui ont subi des altérations génétiques et donc susceptibles d'une évolution cancéreuse. On a pu dire, ainsi, que la p53 est la « gardienne de l'intégrité du patrimoine génétique » de la cellule. L'altération de la p53 peut être mise en évidence par une simple prise de sang, montrant des anticorps anti-p53. C'est une découverte de l'équipe du professeur Thierry Soussi (Institut Curie, Paris), qui a également montré que ces anticorps peuvent être détectés plusieurs années avant que le cancer soit cliniquement décelable. La nature de la mutation diffère selon le carcinogène, et l'analyse de cette mutation peut donc permettre d'évaluer l'exposition à différents agents cancérogènes.

Vers des « moteurs » de la taille des molécules

Les travaux de deux équipes internationales illustrent les espoirs et les difficultés de la recherche en nanotechnologies

LE PREMIER effectue une rotation complète quand il est soumis à un flash de lumière ultraviolette ou à un choc thermique convenablement choisis. Le second tourne de 120 degrés sous l'action d'une stimulation chimique. Tous deux sont de minuscules « moteurs », de la taille d'une molécule, présentés dans le numéro du 9 septembre de l'hebdomadaire scientifique *Nature* par leurs inventeurs, une équipe nippono-néerlandaise (université de Tohoku, université de Groningen) conduite par Nagatoshi Koumura et Robert Zijlstra et un groupe américain (Boston College, Chestnut Hill, Massachusetts) dirigé par Roos Kelly.

En 1992, les auteurs d'un rapport sur les nanotechnologies estimaient que notre capacité d'interférence dans le domaine de l'infiniment petit allait devenir « équivalente à celle d'une bactérie ou d'un virus qui utilise et transforme la matière moléculaire pour assurer sa survie ». Sept ans plus tard, leurs prédictions sont-elles devenues réalité ? Pas vraiment : si leurs prédictions semblent, effectivement, prendre forme, l'objectif est encore loin de la portée des chercheurs même si la nature est prodigue de ces nanomachines.

Il n'est pas exclu que les chimistes, physiciens ou biologistes parviennent, un jour, à les reproduire ou à s'en inspirer. En témoignent les expériences présentées par *Nature*. Mais si les deux équipes ont bien produit des « magmas » de plusieurs milliards de milliards de ces minuscules moteurs, elles ne sont, en aucun cas, capables d'en fabriquer un seul.

De nombreux problèmes restent à résoudre avant d'y parvenir, avertit Anthony Davis (Trinity College, Dublin).

Et quand bien même cette étape de la fabrication serait maîtrisée, il resterait alors, souligne-t-il, à développer les techniques nécessaires pour intégrer ces moteurs moléculaires à des nano-dispositifs utilisables. En revanche, « ce que démontrent ces travaux, c'est que l'ingénierie à l'échelle moléculaire [et les rêves qu'elle peut susciter] progresse lentement vers une certaine réalité », se réjouit le chercheur irlandais.

La création d'une boîte à outils riche de pièces moléculaires pouvant être assemblées comme cela se fait, par exemple, dans l'industrie automobile n'est donc pas pour demain. Une longue période de recherche « assidue et soignée » est encore nécessaire pour aboutir, pronostique Anthony Davis.

Une analyse que partage Christian Joachim (Cemes/CNRS, Toulouse), qui, en juillet 1998, a présenté dans la revue *Science*, avec son équipe et celle de James Gimzewski (laboratoire de recherche d'IBM, Zurich), un travail sur la découverte d'un rotor moléculaire à six pales (*Le Monde* du 31 juillet 1998).

« Il y a dix ans, explique le chercheur français, le monde des nanotechnologies était une forêt vierge. Les progrès remarquables des microscopes à effet tunnel nous ont permis de découvrir une foule de choses et de commencer à tracer des chemins. Mais nous sommes encore loin de pouvoir construire des autoroutes. »

Jean-François Augereau

Paul Benkimoun

Chronique des dernières vendanges du siècle. Mercredi 15 septembre.

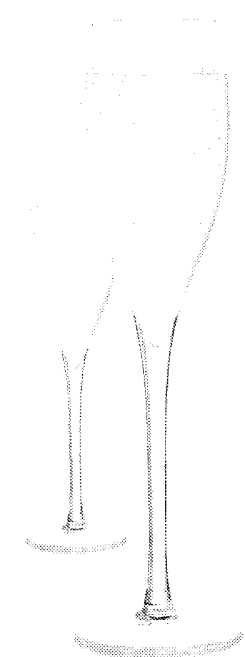
C'est aujourd'hui que débutent les vendanges, des travailleurs affluent en nombre pour participer à la cueillette.



CHAMPAGNE
Canard-Duchêne

A L U D E S
F R A N C E

1868



LA TERRE EST NOBLE.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

DESTINATIONS CHOISIES

Détours de France

Pour découvrir, à l'écart des grands axes, un patrimoine oublié

PARRAINÉE par le Crédit agricole, les Logis de France et Michelin, l'association Les plus beaux détours de France (tél. : 01-42-27-44-40) regroupe 32 communes situées à l'écart des grands axes et des grandes régions touristiques. Trente-deux villes et villages sélectionnés selon des critères précis : une population comprise entre 2 000 et 20 000 habitants, un patrimoine d'édifices classés ou inscrits (dans un rayon de 10 kilomètres) et la volonté de le mettre en valeur, une politique d'animation dynamique, un accueil et une information de qualité et une ouverture au public, toute l'année.

Rien à voir avec l'Association des plus beaux villages de France. Il s'agit d'un réseau intermédiaire constitué de villes et villages qui « méritent le détour ». A l'origine du projet, **Loches**, en Touraine, une cité médiévale dotée d'un patrimoine architectural exceptionnel et d'une animation culturelle permanente.

Pour partir à la découverte de ces lieux, un cartoguide Michelin (disponible gratuitement dans les offices du tourisme concernés) intitulé, logiquement, « Les plus beaux détours de France ». Illustré, il détaille et situe les communes adhérentes identifiées par un logo original créé par l'affichiste Alain Carrier : une bretelle qui s'écarte d'un axe routier majeur pour se transformer en tige de fleur.

Petit tour de France de quelques-unes de ces destinations inédites. A l'orée du plateau de Millevaches, **Meymac** (Corrèze) : toits d'ardoises, pierres de granit, halle charpentée, ruelles pittoresques, abbaye bénédictine, abbatale du XII^e siècle et Vierge noire. Parmi les curiosités, la chapellerie-école Chéri Bibi, qui crée des modèles pour les grands couturiers, un concours célébrant la race ovine limousine, un périple en train à vapeur sur le plateau de Millevaches et les fromages de brebis de la ferme d'Annie Magne, à Pradinas. Renseignements à l'office du tourisme (tél. : 05-55-95-18-43).

Au cœur du bocage normand, **Domfront** (Orne) offre un panorama exceptionnel sur la vallée de la Varenne. Fief des rois anglo-normands, séjour privilégié des Plantagenêt, la ville reste aujourd'hui, avec ses remparts, ses ruelles, ses cours intérieures et ses maisons à colombages, un remarquable exemple d'architecture urbaine du Moyen Age. Deux spécialités, le poiré et le Calvados. Et deux rendez-vous : fin avril, la floraison des poiriers et, en août, un beau marché médiéval. Renseignements au 02-33-38-53-97.

Grand prix national de fleurissement, **Châtillon-sur-Chalaronne** (Ain), entre Mâcon et Lyon, s'enorgueillit d'une église du XII^e, de halles du XV^e, de remparts, d'un écomusée et de vieux quartiers jalonés de maisons à colombages. Une curiosité : une vénérable apothicaire datant de 1814. Renseignements au 04-74-55-02-27.

Ancienne capitale du Bas-Poitou, **Fontenay-le-Comte** (Vendée) est

une perle architecturale située entre mer, bocage et marais poitevins. Un circuit pédestre guidé permet d'en découvrir hôtels particuliers, parcs ombragés, places élégantes et maisons à pans de bois. Un rendez-vous hebdomadaire : le marché du samedi pour savourer le préfoü (pain à l'ail), le jambon vendéen et la brioche. Renseignements au 02-51-69-44-99.

Au cœur de 1 000 hectares de forêts, **Fourmies**, proche des Ardennes françaises et belges, est qualifiée de « petite Suisse du Nord ». On y déguste foie gras, magrets de canard, pommes, miel et fromages (Maroille et boulettes d'Avesnes). Dans les environs, le Temple de l'amour, le château de Mérode (à Trélon), le parc départemental de Val Joly. A visiter, le Musée du textile et de la vie sociale. Renseignements au 03-27-60-40-97.

Dans un cadre fleuri, entre Vercors et Chartreuse, **Voreppe** (Isère) a accueilli Balzac, Stendhal, Liszt et Stravinsky. La richesse de son passé s'inscrit au fil de ses églises (l'église romane du XI^e est classée) blotties entre monastères, maisons anciennes, pigeoniers et lavoirs. Pour les gourmands, les biscuits de Chalais (produits artisanalement par les Sœurs dominicaines) et, à Voiron, la liqueur de Chartreuse, l'Antésite et les Chocolats Bonnat. Renseignements au 04-76-50-47-47.

Située au pied du mont Sainte-Odile (Bas-Rhin), sur la route des vins, **Obernai** possède un patrimoine médiéval exceptionnel : beffroi du XIII^e, halle aux blés du XV^e, maisons à colombages. Un décor qui incite à s'attarder dans les *winstubs* (restaurants traditionnels alsaciens) pour s'y régaler des spécialités locales. Au programme, le marché de la gastronomie de Noël et les quatre week-ends de l'Avant. Renseignements au 03-88-95-64-13.

Au cœur du Lubéron, à une heure d'Avignon, **Apt** (Vaucluse) déploie sa vieille ville piétonne avec la basilique Sainte-Anne (une des plus anciennes cathédrales de la région) et l'hôtel particulier d'Albertas, joyau de l'art baroque provençal. Dans les environs, on peut jouer aux cow-boys dans les carrières d'ocre du « Colorado provençal » ou louer une borie, maison traditionnelle en pierres sèches. Incontournable, l'Auberge du Lubéron, fief de M. Peuzin, président de la Confrérie du fruit confit, une spécialité qui est à base d'une cuisine inventive. A signaler l'ouverture prochaine du Musée du fruit confit. Quant au marché du samedi matin, il est réputé pour ses produits du terroir : huile d'olive, fromages de chèvre et truffes. Renseignements au 04-90-74-03-18.

A noter qu'à l'occasion des Journées du patrimoine (18 et 19 septembre) les restaurants de ces 32 villes gourmandes mettront à l'honneur les spécialités locales. Quant aux Logis de France (tél. : 01-45-84-70-00), ils y proposent des « forfaits découverte » pour le week-end.

Elia Amiard

Elle prenait connaissance de ses lettres dans le salon. Il faut l'imaginer, dans son fauteuil, face à « l'ami qui ouvrait le courrier quand il était de passage ». Ainsi se présente Yvon Bernier, l'un des quatre administrateurs de Petite Plaisance. Il évoque la scène : « Assise devant la cheminée, elle attendait, mains jointes, et disait : "Si la lettre commence par : Madame l'Académicienne, brûlez. Si elle commence par : Madame, je n'ai rien lu de vous, mais je vous ai vue à la télévision, faites de même". »

Samuel de Champlain, explorant les côtes du Maine, découvrit l'île en 1604. Il s'étonna devant les sommets dégarnis de cette île verdoyante et la nomma l'île des Monts-Déserts. Trois siècles et demi plus tard, une grande dame, impressionnante et pourtant toute simple, séduite par la beauté sauvage des lieux, déposa ici son sac,

Ci-dessus, le phare de Cape Neddick, reconnaissable au phare miniature en fonte à son sommet. Le matériel d'entretien est toujours transporté dans un seau suspendu à un câble, et l'un de ses résidents fut un chat dévoreur de souris qui traversait parfois le chenal à la nage pour aller voir ses amis.

Ile des Monts-Déserts : l'été indien dans une petite crique (ci-contre), une terrasse à Seal Harbor (en haut, à gauche) et « Petite Plaisance », où Marguerite Yourcenar vécut trente-sept ans (en bas, à gauche).

A tous prix

■ 735 F (112 €) : une escapade à Fontainebleau, à l'Hôtel de l'Aigle Noir (4 étoiles), face au Château et à son parc dessiné par Le Nôtre. En septembre et en octobre, un forfait « pleine forme » conjugue détente, sport et plaisirs de la table. Il permet aux adeptes des week-ends au vert d'explorer en VTT la célèbre forêt, voire d'y pratiquer varappe, golf ou équitation. Prix par personne avec une nuit en chambre double et petit déjeuner (395 F, 60 €, la nuit supplémentaire), un repas au restaurant gastronomique, un VTT pour une demi-journée et l'accès au centre de remise en forme de l'hôtel (piscine, sauna, fitness club). Renseignements au 01-60-74-60-00.

■ 1179 F (180 €) : un week-end en famille au Parc Astérix avec le forfait proposé par le Comfort Hotel Restaurant Primevère (2 étoiles) de Creil/Villers-Saint-Paul (Oise), à 25 kilomètres de là. L'occasion de découvrir les châteaux (Chantilly, Compiègne et Pierrefonds) et abbayes des environs, la cathédrale et le musée de la Vénérie de Senlis ainsi que la Mer de Sable. Ce prix, valable jusqu'au 10 octobre, comprend la nuit du vendredi, samedi ou dimanche en chambre familiale pour deux adultes et deux enfants (jusqu'à douze ans), avec les petits déjeuners, le dîner et les entrées au Parc. Renseignements au 0800-12-12-12.

■ 2 780 F (424 €) : un week-end Van Dijk à Londres à l'occasion de l'exposition (une centaine de tableaux) organisée, du 16 septembre au 16 décembre, par la Royal Academy of Arts. Avec une centaine de toiles du maître flamand, baptisé le « Mozart de la peinture » et dont les portraits alliant distinction des poses et profondeur psychologique ouvriront la voie aux peintres anglais du XVIII^e siècle. Jet Tours propose de résider à l'hôtel Berners prisé pour son décor suranné de la fin du XIX^e et sa situation à proximité d'Oxford Street. Ce prix valable jusqu'au 31 octobre (le forfait est proposé jusqu'au 13 décembre), pour un séjour du vendredi au dimanche (2 880 F /Æ439 €, du lundi au jeudi) s'entend par personne pour trois jours et deux nuits en chambre double et petits déjeuners, au départ de Paris, sur vol Air France. Renseignements au 01-45-15-70-12, dans les agences et agences Jet tours.

■ 3 700 F (564 €) : un week-end « polo » à Saint-Tropez, au Château de la Messardière, pour suivre la XI^e édition du « Saint-Tropez Masters », les 17, 18 et 19 septembre. Le forfait (par personne) comprend trois nuits en chambre double, les petits déjeuners, les entrées au polo, le déjeuner au village VIP, le jour de la finale, et une voiture de location. Renseignements au 04-94-56-76-00.

EVASION
Publicités

Voyages d'aventure dans les montagnes et les déserts à pied, à chameau et en 4x4
NOMADE
Brochure gratuite
01 43 54 77 04
3615 Nomadav
www.nomade-aventure.com

NEW YORK c'est DIRECTOURS !

27 hôtels, 17 compagnies aériennes, toutes excursions, shows à Broadway etc... Départs Paris et province quotidiens sur vols réguliers. AUX MEILLEURS PRIX DU MARCHÉ à qualité égale.

Toute l'année* : vol + hôtel New Yorker 2/3* plein centre Manhattan.

♦ 5 jours/3 nuits : 2 770 F base 2.

♦ 6 jours/4 nuits : 3 160 F (base 2) 2 600 F (base 4).

Nuits suppl. possibles. Réduc. enfants.
AN 2000 : 7 jours/5 nuits à partir de 6 315 F.

LES SOLDES à NEW YORK dès le 06/01/2000 : à partir de 1 940 F 4 jours/2 nuits

+ taxes d'aéroport : à partir de + 440 F. *sauf Millennium et Juliet/Août. Sous réserves dispon.

Directours 01.45.62.62.62

AGENCE ouverte 6j/7 au 90 Av. des Champs-Élysées Paris 8^e Métro 3615 DIRECTOURS 2,23 F/mn. Web www.directours.fr

Directours
90, av. des Champs-Élysées, PARIS 8^e
Membre SNAV - Garantie APS

3615 DÉGRIFTOUR
LE VOYAGE À PRIX DÉGRIFIÉ

SÉJOUR À CHYPRE

7 nuits Hôtel-Club 4*
En demi-pension
Vol régulier au départ de Paris

Prix Dégriftour
3 720 F*

Prix Public : 5-350 F

*Prix par personne hors taxes aéroport.

3615 DT - (de 1,01 à 2,23 F/mn.)
08.36.68.28.27 (2,23 F/mn)
www.degriftour.fr
LIC.095960001 - Offres selon disponibilité

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 16 SEPTEMBRE 1999

ART Après une première édition en 1996, les « Champs de la sculpture » prennent à nouveau possession de la « plus belle avenue du monde » jusqu'au 14 novembre.

● **UNE CINQUANTAINE** d'artistes du monde entier ont été invités à présenter leurs travaux sur le trottoir des Champs-Élysées dans une exposition qui entend donner un aperçu

de la sculpture contemporaine depuis trente ans. ● **BEAUCOUP D'ŒUVRES** perdent à sortir de leurs murs. D'autres, souvent plus discrètes, attirent l'œil en quittant

l'axe principal de l'avenue et en s'isolant sur une pelouse. ● **TROP AMBITIEUSE**, cette manifestation n'atteint pas son but. Elle souffre d'un lieu mal adapté qui écarte

d'emblée les œuvres fragiles et les artistes ne travaillant ni la pierre ni le fer. Elle privilégie le spectaculaire, donc une course au gigantisme.

La sculpture défile en ordre dispersé sur les Champs-Élysées

Pour la deuxième fois, la Mairie de Paris organise sur la célèbre avenue, jusqu'au 14 novembre, une exposition d'artistes contemporains venus du monde entier présenter leurs œuvres les plus monumentales

LES CHAMPS DE LA SCULPTURE 2000, Champs-Élysées, Paris 8^e. Du 15 septembre au 14 novembre.

Il faut faire l'éloge des grutiers, des maçons, des soudeurs, des vitriers, des électriciens ; celui aussi des jardiniers et des balayeurs. La sculpture aux Champs-Élysées leur doit beaucoup. Ils ont installé les œuvres, malgré les arbres, les feuilles mortes, la poussière, la chaleur, les orages, le bruit et les badauds. Ils en ont fabriqué quelques-unes, d'après les plans et projets des artistes. Ils ont été, jusqu'au dernier moment, les véritables héros de la manifestation, avec l'avenue et les jardins pour théâtre et avec pour devise : « *Tout est possible.* » Il y a aussi une cheville ouvrière : Solange Auzias de Turenne qui, après Botero en 1992, et une première édition des « Champs de la sculpture » en 1996, signe ici sa troisième grande exposition sur l'avenue. Et enfin, deux petites mains : Sylvain Leconte et Marie-Odile Van Caeneghem. Petites, mais expertes : au nom de la Ville de Paris, qui les emploie, elles ont assuré le commissariat scientifique de l'exposition.

Attention, donc, travaux ! La « plus belle avenue du monde » est en chantier. On y voit Bernard Zürcher, vice-président du Comité des galeries d'art, armé d'un râteau, égaliser la terre autour des sculptures de Wang Keping, un artiste chinois qu'il représente. Plus loin, on coule des socles de béton, sur les plans de l'architecte Antoine Stinco, qui a renouvelé jadis le Jeu de paume voisin. On plante des pieux. On sème des gros blocs. Le résultat ne peut être que spectaculaire : c'est le but ultime de l'opération, à mi-chemin entre bonnes intentions didactiques et coup de pub touristique, avec une cinquantaine d'artistes des cinq continents en *guest-stars*.

Les enjeux sont multiples : il en est un, non le moindre, qui agace déjà hors de nos frontières. C'est

la prétention réitérée de Paris à vouloir tenir un rôle dans le grand jeu de l'art contemporain international. Un second enjeu, qui n'est pas mince non plus, tient au plan de carrière des artistes ou, plus humblement, aux jalousies parfois féroces qui opposent certains d'entre eux : être exposé sur les Champs, c'est bien ; l'être mieux que ses confrères...

VISIBILITÉ AVANT TOUT

A croire que la plupart des participants ont eu pour principale préoccupation la visibilité. Qu'on ne puisse les manquer. Qu'on les reconnaisse, autant que possible. Que l'œuvre exposée soit comme l'hypertrophie de leur signature. Autrement dit un logo. Au promoteur de se débrouiller de son mieux entre des pièces disjointes. A lui de se montrer attentif aux sculpteurs qui n'ont pas cherché à s'imposer et ont accepté de ne pas être placés dans l'axe de l'avenue. Le monolithe de granit taillé et percé d'Ulrich Ruckriem ne perd rien à avoir été érigé sur une pelouse. Le Penone est adossé à un buisson, bonne idée. La construction de Ravinder Singh Jamval est trop subtile pour participer à la foire d'empoigne : à l'écart, elle se singularise, sanctuaire indien égaré.

Mais comment faire en ces lieux ? Les travaux qui, d'ordinaire, sont présentés contre un mur, ne sont pas à leur aise dehors, sur un trottoir. Vu de face, le *Danton* de Nam June Paik est un bon exemple de ces constructions vidéo où l'image est prise de spasmes, s'évanouit, revient, explose, recommence. Vu de haut, dans sa cage de verre, c'est une superposition de télévisions assez peu remarquable. La pièce de Raymond Hains souffre tout autant. Elle se compose de quinze pieux de bois érodés, vestiges d'un brise-lames qui protégeait la plage du Sillon, à Saint-Malo. Elle commémore de manière allusive Chateaubriand, dont la tombe est sur un îlot, face aux remparts, et qui, dans les *Mémoires d'outre-tombe*, se souvient



GASTON BERGENET

La vache de l'Australien John Kelly.

de ses jeux d'enfant sur la plage. Mais l'allusion se perd dans le vacarme du carrefour, si loin de Saint-Malo...

On ne peut donc qu'imaginer les pressions subies par les organisateurs, les caresses, les grincements de dents. On voit, par contre, la course au colossal. Jean-Pierre Raynaud a fait dresser un mur de céramique blanche de 21 mètres de long et 3 de haut. Jaume Plensa a érigé une tour de 10 mètres de

haut, grêle Meccano doré. L'installation de Panamarenko, décevante du reste, consiste en une image reproduite sur toile, de 50 mètres carrés. Le Dietman pèse 41 tonnes. Le Kirili doit être encore plus lourd, et s'il ne l'était, il pourrait le devenir : il suffirait à l'artiste de faire livrer quelques autres blocs de pierre de la carrière de Prémaux, en Bourgogne.

Après les gros, les en couleurs : Krajcberg a envoyé un tronç d'aca-

jou très haut, très large, rouge et noir. Jessica Stockholder a choisi l'orange pour remplir son grand panier. La palme revient cependant à Red Grooms : les personnages monumentaux en aluminium bariolé à l'émail qui entourent son vendeur de hot dogs ne peuvent échapper au passant le plus distrait.

Et puis, il y a les malins, ceux dont l'œuvre nécessite une mise en place particulière. Ils n'ont pas

toujours de la chance : Bernar Venet avait benoîtement situé son projet – des courbes d'acier oxydé – au beau milieu de l'avenue. Les organisateurs ont préféré une pelouse latérale : ils ont eu raison, la sculpture est moins visible, mais s'y déploie plus à son aise, sous le regard triste d'Alphonse Daudet (par Saint-Marceaux) et face à Georges Pompidou figé au garde-à-vous, par Derbré. Aux Champs-Élysées, la statue d'autrefois regarde celle d'aujourd'hui. Daniel Buren a annexé d'autorité la totalité de l'avenue, en fixant ses bandières arc-en-ciel sur les hampes habituellement réservées aux drapeaux hissés lors des visites de chefs d'états étrangers. Au génie ! C'est un coup de maître : entre deux visites officielles, les couleurs de Buren flotteront sur Paris.

L'ENJEU DES PASSANTS

Lawrence Weiner a eu moins de chance : ses grandes phrases peintes en « *yellow highway* » (jaune autoroute), initialement prévues sur les passages piétons, ont été rejetées par la sécurité routière qui les a remises sur le trottoir. Quant à Braco Dimitrijevic, il ouvre le ban en installant, de chaque côté de l'avenue, à la hauteur de la place de la Concorde, deux bâches en plastique où sont imprimées, à gauche une tête d'homme, à droite une tête de femme – symboles de passants anonymes, agrandis à 20 mètres carrés.

Les passants, justement, sont le troisième enjeu : les expositions sur la voie publique, de Botero à Ousmane Sow, ont été des succès populaires. Le touriste tête, le badaud s'ébaubit, tout le monde cresse et photographie. A une réserve près : toutes les œuvres sont loin de faire la même unanimité. Mais cela, la Mairie de Paris s'en inquiète moins que de trouver la réponse à cette question, posée en juin à un journaliste interloqué par un responsable du cabinet de monsieur le Maire de Paris : « *Comment faire comprendre que Jean Tiberi est un homme de culture ?* » On entend déjà un rire tonitruant jaillir des profondeurs du 13^e arrondissement, mais c'est là le dernier enjeu d'une telle manifestation et, pour certains, le seul qui la justifie.

Et puis il y a la vache : celle de l'Australien John Kelly, les pattes en l'air dans les branches de son arbre. L'artiste dit avoir été inspiré par les cadavres de bovins accrochés aux frondaisons lorsque se retirent les eaux après les inondations, dans son pays. La vache australienne est en passe de devenir le symbole de cette exposition : elle flotte, mais ne coule pas.

Harry Bellet
et Philippe Dagen

Geneviève Breerette

Une grande ambition, un résultat discutable

ON PEUT APPLAUDIR à l'idée d'inscrire la sculpture contemporaine dans la cité, mais aussi jouer les trouble-fête en trouvant très discutable l'idée de l'exposer sur

ANALYSE

L'exposition privilégie la grosse artillerie au détriment de la sculpture fragile

les Champs-Élysées. Parce que l'art d'aujourd'hui ne serait pas digne de la plus belle avenue du monde ? Non, bien sûr, mais parce que la plus belle avenue du monde ne s'y prête pas et qu'il existe d'autres lieux moins voyants, mais plus efficaces pour familiariser le grand public avec des formes d'art auxquelles il n'est pas habitué : les pelouses, les places, les parcs, et même les ponts. Cela, d'ailleurs, on le sait à la Ville de Paris, qui s'y essaie aussi. Il existe encore des parcs de sculpture. Justement, la Ville de Paris en a un, sur le quai Saint-Bernard, qui a beaucoup vieilli, mais est-ce une raison pour ne pas l'entretenir ?

Ces « Champs de la sculpture » affichent de grandes ambitions. La première partie, qui a eu lieu en 1996, prétendait donner un aperçu de la sculpture du début du siècle jusqu'aux années 60 en Europe. C'était beaucoup trop. Cette fois, il s'agit non seulement de donner un aperçu de la sculpture contemporaine depuis trente ans, mais aussi de la sculpture dans le monde, en montrant des œuvres d'artistes des cinq continents. Ce à quoi aucune biennale, même spécialisée, n'ose-

rait prétendre. La perspective et les trottoirs des Champs-Élysées ne s'y prêtent pas. Il leur faut de la sculpture qui résiste à tout, qui soit faite pour le plein air, mais aussi capable d'assumer la poussière, les gestes, les affronts de la foule piétonnière. Autant dire que d'emblée sont écartés de la fête quantité d'œuvres et d'artistes qui ne donnent ni dans la pierre ni dans le fer, qui travaillent dans la fragilité, le repli.

Sur les Champs-Élysées, ni l'art pauvre, ni les subtilités de l'art minimal ou conceptuel, ni le land art ne savent prendre bonne place. Le mur de Raynaud ou les jeux de lettres dans l'espace de Peter Downsbrough ne suffisent pas à convaincre de l'intérêt de ces mouvements. Autant dire qu'on est loin de l'aperçu annoncé sur l'évolution de la notion de sculpture au cours des trente dernières années, malgré l'éclatisme bon enfant affiché, malgré les choses bariolées, bizarres, voire triviales, qui alternent avec les œuvres traditionnellement taillées ou fondues.

GRAND DÉBALLAGE

Les œuvres sont dans l'ensemble mieux ancrées dans l'espace qu'il y a trois ans : la question des socles et de leur absence a mieux été résolue, en arrimant si nécessaire les œuvres à des plaques de ciment enterrées. Il n'empêche que peu d'œuvres sortent indemmes de ce séjour sur le trottoir. Surtout pas celles qui ont été amenées pour témoigner de l'évolution de la notion de sculpture, son ouverture à la vidéo : le robot de Nam June Paik protégé sous cloche, ou l'immense bache de Panamarenko.

Les pièces qui respirent le mieux sont presque isolées, comme la maison de Dietman, ou celles qui sont un peu à l'écart, non loin de quelques massifs de fleurs, comme celle de Bernar Venet. La perspective on ne peut plus classique ne réussit à mettre à l'aise que la sculpture au sens le plus classique : celle qui se rapproche tant bien que mal de la statuette.

A quoi rime vraiment ce grand déballage dont le maire de Paris, Jean Tiberi, paraît si friand ? Faire comprendre la sculpture d'au-

jourd'hui ? Trop de pièces n'ont aucun sens dans ce contexte. On peut citer pour exemple les pieux de Raymond Hains. Il n'y a pas grand-chose ici pour différencier ces objets de mémoire des bois qui occupent les trottoirs d'en face, dont l'auteur, Krajcberg, développe une œuvre tournée vers la dénonciation de la destruction de la forêt amazonienne.

Autre problème qui limite le choix des œuvres, celui de l'échelle, qui appelle de très grandes pièces. Exemple : le lièvre de Flanagan, au

carrefour du Grand Palais, paraît petit alors qu'il va chercher dans les six mètres de haut. A donc été sortie la grosse artillerie, de la maison de Dietman à la forme tordue de Cragg, en passant par les blocs de Kirili. A vouloir tout à la fois – les passants à pied et les passants en voiture, tous les continents et toutes les formes de sculpture –, on prend le risque au bout du compte de ne pas attraper grand-chose. Ou de prendre des coups.

MADELEINE
NIELS ARESTRUP
NADA STRANCAR
MAURICE BENICHOU

ÉTOILÉS

une pièce de
PIERRE LAVILLE
avec
EMERIC MARCHAND

**PREMIERES (-50%)
jusqu'au 23/9**

FIGAROSCOPE ACCÈS RD - PARTIERE

01 42 65 07 09

PREMIERES
-50% du 14 au 24 septembre à 20H45 et le 25 à 18H

THÉÂTRE FONTAINE

Les nouvelles
Brèves de Comptoir

Textes
Jean-Marie GOURIO

Mise en scène
Jean-Michel RIBES

THÉÂTRE : 01 48 74 74 40
FNAC : 01 42 31 31 20

DU MARDI AU VENDREDI 20H45 - LE SAMEDI A 18H ET 21H

synopsis
La revue du scénario

il était une fois...
mais comment naissent les bistoires ?

STAR WARS, ÉPISODE 1
La genèse d'une saga

SÉRIES TÉLÉ,
La naissance du pilote

SCÉNARIO
PAR OÙ COMMENCER ?

Et James Ellroy, Solveig Anspach,
Régis Wargnier, Louis Gardel,
Irvin Kershner, Michel Déon...

En vente chez votre marchand de journaux

www.6nop6.com

Aux Proms de Londres, la musique appartient à tous

On vient à la Dernière Nuit pour écouter deux heures et demie de concert, mais aussi pour faire la fête

DERNIÈRE NUIT DES PROMS DE LONDRES. BBC Promenades Concerts. **CARL NIELSEN** : ouverture de *Maskerade*. **STRAVINSKY** : extrait du *Rake's Progress*. **HECTOR BERLIOZ** et **CHARLES GOUNOD** : airs de *Méphisto*. **ESA-PEKKA SALONEN** : *Giro*. **FRANCIS POULENC** : *Concerto pour orgue*. **JOHANN STRAUSS** : ouverture de *La Chauve-Souris*. **RICHARD ROGERS**, **JEROME KERN** : *Songs*. **RALPH VAUGHAN WILLIAMS** : *Toward the Unknown Region*. **NOEL COWARD** : *Songs*. **EDWARD ELGAR** : *Pomp and Circumstance*, marche numéro 1. **HENRY WOOD** : *Fantasia on British Sea-Songs*. **THOMAS ARNE** : *Rule Britannia*. **HUBERT PARRY** : *Jerusalem*. **Willard White** (basse), **Jeremy Irons** (chant), **Dame Gillian Weir** (orgue), **BBC Symphony Orchestra**, **BBC Singers**, **BBC Symphony Chorus**, **Sir Andrew Davis** (direction). Royal Albert Hall, Londres, le 11 septembre. www.bbc.co.uk/proms

LONDRES
de notre envoyé spécial
Il faut mériter la Dernière Nuit des Proms de Londres, la plus courue, la plus festive : pour avoir le droit de pénétrer le Royal Albert Hall en cette auguste occasion, il faut avoir assisté à au moins six concerts. Pour avoir le droit d'être admis dans l'espace circulaire de l'arène, celui des *promenaders*, il faut faire la queue et dormir au moins une nuit à l'extérieur. Ceux qui passent trois nuits à la belle étoile seront aux premières loges, si l'on ose dire, puisqu'aux Proms, le fin du fin est de rester debout, là

où l'atmosphère bat son plein. La Dernière Nuit est le plus long et le plus varié des programmes de la saison d'été des concerts proposés par la radio britannique BBC 3 (retransmis par la plupart des chaînes européennes, dont France Musique), et transmis par la télévision, en direct, pour un public qui n'est peut-être pas celui des matches de Manchester United, mais qui semble cependant toucher plus de monde que les concerts diffusés à la télévision française vers 2 heures du matin : au retour, dans l'Eurostar pour Paris, notre voisine l'avait bien entendu suivie en famille. Les Proms de Londres, et leur Dernière Nuit plus particulièrement, appartiennent aux Britanniques. Chacun, de l'employé de la réception de l'hôtel au premier taxi hélé dans la rue, les connaît et en est fier.

Il est une particularité qui distingue cette Dernière Nuit : on y vient pour écouter deux heures et demie de musique, mais aussi pour faire la fête. Les loges de cette immense salle circulaire de plus de 6 000 places servent à des cocktails-parties. Le champagne y coule à flots. Chapeaux, drapeaux, ballons de baudruche, accessoires et gadgets sonores, cornes, cotillons : tout est permis. Aussi a-t-on pour voisins de très impeccables Londoniens en smoking, qui semblent oublier qu'ils ont sur la tête d'invasibles casquettes en carton plié, achetées trois sous à l'extérieur du bâtiment. Plus bas, ce sont deux vieilles dames, excitées comme des puces, casque colonial en plastique à l'effigie de l'enseigne britannique fiché sur leur teinture mauve. Elles ne le quitteront pas, pas plus qu'elles ne lâcheront leurs drapeaux, agi-



Au Royal Albert Hall, la Dernière Nuit des Proms : on agite l'Union Jack et on chante « Rule Britannia ».

tés discrètement pendant la première partie, puis très vigoureusement durant la seconde. Car la Dernière Nuit est un rituel en deux parties.

Il n'est pas un Britannique qui n'ait chanté, à l'église, au pub ou dans un chœur

La première est sérieuse, la seconde consacrée à des musiques plus légères et, surtout, à un numéro qui voit, chaque année, se succéder la première marche de *Pompe et Circonstance*, de Edward Elgar, la *Fantaisie sur des airs marins britanniques*, de Sir Henry Wood, fondateur des concerts-promenades en 1895, enchaînée sans interruption au *Rule Britannia*, de Thomas Arne, suivie du *Jerusalem* final, de Hubert Parry. Ces « figures imposées » sont évidemment le grand moment de la soirée, celui où l'ambiance est à son comble, où le public, en terrain de

reconnaissance, chante comme un seul homme. Car il n'est pas un Britannique qui n'ait chanté à l'église, comme choriste, au pub, pratiquant cette *close harmony* (de la vraie musique de table, faite entre soi, autour d'un bock de bière), ou dans un chœur, comme, par exemple, l'excellent chœur symphonique de la BBC, une formation d'amateurs qui devrait donner des sueurs froides à quelques phalanges professionnelles...

Lorsque le chef d'orchestre Andrew Davis, abonné aux Dernières Nuits depuis quelques années, se retourne pour diriger la foule, celle-ci répond avec flexibilité, suivant sa battue. On est soufflé et l'on se dit qu'en France, on ne rattrapera pas en quelques années cette longue tradition, dans le meilleur sens du terme, qui fait du public des Proms l'un des meilleurs au monde, capable de faire un silence parfait au moment de la première britannique de la nouvelle mouture du très beau *Giro*, de Esa-Pekka Salonen, ou d'essayer des flexions comiques, mais en rythme, pendant l'ouverture de *La Chauve-Souris*, de Johann Strauss.

Le 11 septembre, on aura entendu l'une des plus exactes et émou-

vantes versions en concert du *Concerto pour orgue*, de Francis Poulenc, dont le centenaire fut spécialement fêté par les Proms 99 ; on aura découvert l'inconnue et belle cantate de Vaughan Williams, *Toward the Unknown Region*, sur un texte de Walt Whitman. Même si le *special guest* Jeremy Irons n'arrivait pas à convaincre, avec sa voix d'acteur, dans quelques chansons impayables de Noel Coward, il était bien dans l'esprit de la soirée : au Royaume-Uni, tout le monde, peu ou prou, fait de la musique.

A la sortie, on croisait le Français Patrice Martinet, directeur du festival Paris, quartier d'été. Depuis des années, il tente de donner à Paris, au Cirque d'Hiver ou aux Arènes de Lutèce, des concerts estivaux populaires, à la manière de ceux qui inspirèrent les Britanniques au siècle dernier. Pour 2000, il voudrait bien mettre sur pied dix concerts d'orchestres de jeunes Européens. Il n'a pas encore le financement. Il ne désespère pas. Paris a encore beaucoup à faire pour ressembler à la très musicale et prolifique Londres...

Renaud Machart

Neuf directeurs de centres dramatiques confirmés à leur poste

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, a demandé le 13 septembre à la Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles le renouvellement ou la prolongation du mandat de neuf directeurs de centres dramatiques nationaux (CDN) ou régionaux (CDR) : Micheline et Lucien Attoun (Théâtre ouvert, Paris) ; Michel Dubois (CDN de Besançon) ; Dominique Pitoiset (CDN de Dijon) ; Christian Schiaretti (CDN de Reims) ; Daniel Benoin (CDN de Saint-Etienne) ; André Engel (CDN de Savoie) ; Grégoire Callies (CDN pour l'enfance et la jeunesse) ; Gilles Bouillon (CDR de Tours) ; Philippe Delaigue (CDR de Valence).

La ministre a confirmé sa décision de réviser l'aide financière accordée par l'Etat au Cado d'Orléans et de lui retirer le statut de CDR. Les noms des directeurs qui « seront appelés à diriger » le CDN de Montreuil, du TNP de Villeurbanne, des Tréteaux de France et du Théâtre régional des Pays de la Loire « seront prochainement annoncés, après concertation avec les collectivités publiques concernées ».

DÉPÊCHES

■ **MUSÉES** : le Musée Toulouse-Lautrec d'Albi (Tarn) a connu depuis le début de l'année une affluence record avec un accroissement du nombre de ses visiteurs de plus de 13 % par rapport à 1998. Avec 130 307 entrées du 1^{er} janvier au 12 septembre contre 115 000 pour la même période de 1998, le musée a bénéficié du succès du film *Lautrec*, réalisé par Roger Planchon, qui s'est brillamment exporté à l'étranger. Plus de 1 000 pièces sont exposées au Palais de la Berbie, château dominant le Tarn qui abrite le musée.

"ON SE RÉGALE."
Télérama

"QUELLE MERVEILLE !"
Le Parisien

"ON CRAQUE !"
Le Figaro

"123 MINUTES DE BONHEUR."
Le Point

"100% JUBILATOIRE."
Biba

COUP DE FOUDRE à Notting Hill

Par l'équipe de "4 Mariages & 1 Enterrement"

UNIVERSAL

Une FIAC entre apocalypse et jubilation

Avec près de la moitié de l'espace, les artistes contemporains peuvent donner libre cours à leurs mauvais rêves et à leurs désirs

COMME D'HABITUDE, il y a plusieurs FIAC dans la FIAC. Contrairement aux habitudes, elles sont, cette année, assez nettement distinctes. La structure du Pavillon de Parc, plus long que large au point d'en paraître étroit, facilite ce processus de quasi-séparation. De l'entrée à la travée C, l'espace appartient aux grands noms du siècle, aux œuvres emblématiques d'un mouvement ou d'un autre, à l'histoire de l'art du cubisme à l'abstraction. Le long des trois travées suivantes s'alignent les galeries invitées à représenter l'Amérique latine, du Mexique au Chili. La seconde moitié du pavillon se place sous le signe de l'art vivant, majoritairement européen. Elle s'organise autour du secteur dit « Perspectives » et accueille quelques galeries de photographie.

Cette seconde moitié est celle des surprises, celle où se ressentent les vibrations de la mode, celles où se manifestent les dernières tendances. C'est aussi la plus drôle et la plus agitée. Aujourd'hui, il ne sera question que de cette moitié de la foire. On reviendra sur les autres sections dans nos prochaines éditions.

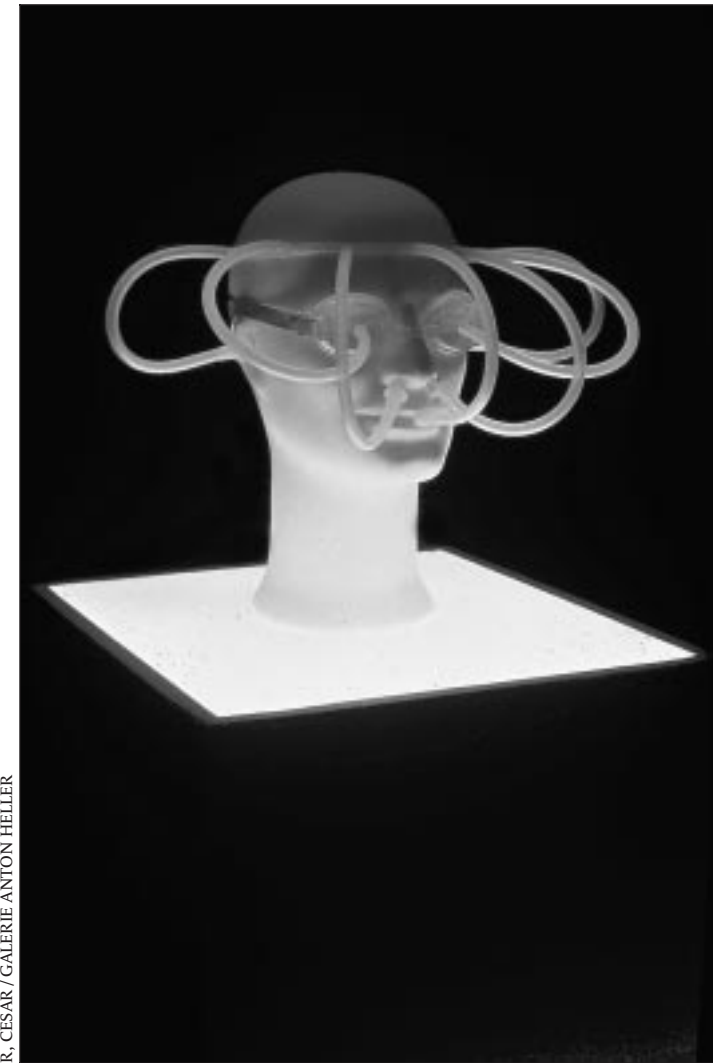
Cette répartition n'est pas absolument rigide, naturellement. Il y a des vivants très vivants dans la première section : Djamel Tatah chez Durand-Dessert ; Viallat, Rouan, Fischl, les frères Chapman ou Corpet chez Templan ; Rebeyrolle chez Jeanne-Bucher - sa série *Le Monétarisme* montre ce qu'il faut montrer du capitalisme financier hystérique contemporain. Il est particulièrement plaisant qu'elle soit accrochée dans une foire, grand théâtre de l'argent. Mais le voisinage de stands trop sages et trop riches lui convient moins bien que ne lui aurait convenu celui des « jeunes », lesquels devraient reconnaître en Rebeyrolle l'un des leurs, l'un de

ceux qui cognent le plus dur. Car le monde que les artistes actuels donnent à voir n'a rien d'idéal, rien de tendre, rien d'humain quelquefois. Pas d'illusions, pas d'utopies, parfois des cauchemars, souvent des monstres.

Nous sommes ainsi ? Il semblerait. Pour le montrer, tout est bon, toutes les techniques, tous les supports. Leur variété saute aux yeux et cette variété dément les avis de décès que des théoriciens fatigués énoncent encore, déplorant une décadence ou prophétisant une mort. Ainsi la peinture. Sa disparition a été annoncée un nombre incalculable de fois, avec les meilleures raisons du monde - en apparence en tout cas. Peu importe ces décrets. Les tableaux de foules de Philippe Cognée sont exposés chez Laage-Salomon, Arlogos et Alice Pauli, vues troublées d'une humanité qui s'efface, images cruellement modernes. Les portraits démesurés et décolorés de James Rielly sont chez Brownstone et chez Obadia, laquelle défend aussi Valérie Favre et Christophe Vigouroux, deux peintres de la vie moderne, comme l'est Billy Sullivan (Galerie Scheibler). La citation picturale ironique se porte aussi fort bien, pratiquée en grand format par Alicia Paz, chez Yvonamur Palix, et en plus petit format par David Godbold chez Nathalie Parient.

ABSTRACTION-RÉPÉTITION

Autant de peintures agressivement figuratives. Sur un point, les prophètes pourraient avoir eu raison : les pratiques de l'abstraction semblent s'enfermer de plus en plus dans la répétition. Si Bruno Rousselot (Galerie Zurcher) continue à faire léviter la géométrie dans des compositions aux déséquilibres justement calculés, d'autres, de générations plus anciennes, ressassent leurs recettes. Des peintres de la figuration ac-



R. CÉSAR / GALERIE ANTON HELLER

« Une vie de rêve, recyclage d'humeur », de Bernard Lallemand.

tuelle, il est clair qu'ils œuvrent avec, en tête, photos, films et télévision. Il arrive qu'ils les citent - les toiles richtériennes d'Alain Josseau chez Sollertis. Plus souvent la connivence se reconnaît aux cadrages, aux gros plans, aux chromatismes aigres, au refus du geste expressionniste. Autant de caractéristiques qu'accentuent, dans la foire, les proximités d'accrochage. Ici, les tableaux voisinent avec les tirages argentiques et numériques, les vidéos, les installations - assez peu nombreuses - et les objets. Difficile d'ignorer alors que les sujets, les motifs et l'état d'esprit sont proches, sinon identiques.

COHÉRENT ET INQUIÉTANT

Quels sujets ? Quels motifs ? Le quotidien décidément, rues, immeubles, villes. Jean-Marc Bustamante, que montrent Obadia, Hufkens et Peyroulet en a fait son domaine, suivi en cela par Stéphane Couturier (Galerie Polaris). Beat Streuli et Valérie Jouve - toutes deux exposées par Anne de Villepoix - en photographient les habitants tels quels, comme au naturel. Il y a plus d'artifices - parfois trop - dans les photos mises en scène par Andres Serrano (chez Yvon Lambert), par Lawick Müller (chez Patricia Dorfmann), par Erwin Wurm (Galerie Krinzinger) et dans les « installations pharmacologiques » de Gilles Touyard, chez Jacqueline Moussion.

Les mêmes thèmes deviennent ailleurs objets et installations. Chez Vallois, Alain Bublex a garé son innarrable *Aréofiat*, la vraie-fausse voiture, l'antibagnole à hélices. Pierrick Sorin fait rire jaune chez Mousion. Cohérent jusqu'à en devenir angoissant, le stand d'Anton Weller s'appelle « C'est déjà demain », un demain peuplé par les humanoïdes intubés de Bernard Lallemand et les fantômes agités de spasmes d'Isabelle Lévêze. Dans le genre inquiétant, la galerie Damasquine Aeroplatics - quel nom ! - n'est pas mal non plus, collections de machines et de visions meurtrières, avec pour titre *Apocalypse et illusion*. Par comparaison, les mécaniques de Panamarenko qu'expose Willy d'Huysser semblent d'un optimisme déplacé.

Alors, avant le désastre décidément inévitable, offrez-vous un ultime bonheur intime. Si vous remplissez un bon de commande, Yann Toma est prêt à vous photographier en extase. Il promet « béatitude, émerveillement, ivresse, joie », grâce à un appareil photo et pour une somme plutôt modeste. Le modèle-commanditaire choisit sa façon personnelle d'atteindre l'extase. L'image suit. Un dernier petit plaisir avant la fin du monde, comment se le refuser ?

Philippe Dagen

SORTIR

PARIS

Lecture : Le Pied de momie

La nouvelle saison des lectures à l'auditorium du Louvre s'ouvre mercredi 15 septembre avec *Le Pied de momie*, lu par le comédien Georges Wilson : dans le bric-à-brac d'un brocanteur, le narrateur achète un pied de momie féminin, qui s'anime soudainement pendant son sommeil. Il se trouve alors transporté dans le monde des morts de l'Égypte ancienne, aux côtés de la belle princesse Hermonthis. Écrit par Théophile Gautier, le conte s'inspire d'une anecdote de Dominique Vivant Denon, écrivain, artiste et diplomate, qui accompagna Bonaparte en Égypte et qui évoqua la trouvaille, faite dans la vallée des tombeaux, d'un pied féminin momifié.

Auditorium du Louvre. Accès par la Pyramide ou par la galerie du Carrousel. M^e Louvre. Le 15 septembre, à 20 h 30. Tél. : 01-40-20-51-86. 37 F et 50 F.

Basses Cousins

Trois bassistes électriques qui ont promené leurs quatre, voire cinq cordes, dans les contextes les plus variés (chansons, rock, jazz, musiques du monde...), familiers de la petite salle du Baiser salé : Tony Bonfils,

Dominique Bertram et Philippe Chayeb. Thierry Chauvet est à la batterie. Parfois des amis musiciens passent, prennent quelques choros.

Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^e Châtelet. Le 15 septembre, à 21 h 30. Tél. : 01-42-33-37-71. 80 F.

DIE (Drôme)

Festival Est-Ouest

La 11^e édition du Festival Est-Ouest de Die, dans la Drôme, accueille l'Ukraine, dans le cadre de la saison nationale « Regards sur la culture ukrainienne ».

Diverses manifestations sont prévues afin de faire découvrir le patrimoine artistique ukrainien : musique, théâtre, photo, arts plastiques et cinéma. Une cinquantaine d'artistes ukrainiens se produiront à Die et dans les villages des environs. La programmation cinéma proposera des fictions, avec notamment *Longs Adieux*, en présence de sa réalisatrice, Kira Mouratova, des films d'animation avec *Attention les nerfs*, de Syvokigine, ou *Nous de Tchernobyl*, un documentaire de Wladimir Tchertkoff. Festival Est-Ouest, place de l'Hôtel-de-Ville, Die (26). Du 16 au 26 septembre. Renseignements : 04-75-22-12-52.

(Publicité)

Texte Daniel Danis
Mise en scène Alain Françon

LE CHANT DU DIRE-DIRE

Première ce soir

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

GUIDE

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Les Champs de la sculpture 2000
Avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 01-48-04-00-34. Tj 24 heures sur 24. Du 15 septembre au 14 novembre. Accès libre.

FIAC 1999
Parc des expositions de Paris, porte de Versailles, Paris 15^e. M^e Porte-de-Versailles. Mercredi et vendredi de 12 heures à 20 heures ; jeudi de 12 heures à 22 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 20 heures ; lundi de 12 heures à 18 heures. Du 15 septembre au 20 septembre. 70 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

L'Atelier
de Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Gildas Bourdet, avec Nathalie Hugon, Wojtek Pszoniak, Monique Maudclair, Nicole Dubois, Sylviane Goudal, Daniel Langlet, Pascal Navojiski, Pierre Mottet et Cécile O'Kairn.

Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17^e. M^e Rome. A partir du 15 septembre. Du mercredi au samedi, le mardi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-43-87-23-23. De 100 F à 250 F. Jusqu'au 30 octobre.

Le Chant du dire-dire
de Daniel Danis, mise en scène d'Alain Françon, avec Stéphanie Béghain, Clovis Cornillac, Jérôme Huguet et Gilles Privat.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. A partir du 15 septembre. Du mercredi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures ; le mardi, à 19 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 23 octobre.

Jamel
mise en scène de Kader Aoun (1 h 30). Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e Oberkampf. A partir du 15 septembre. Du mercredi au samedi, le mardi, à 21 heures ; le dimanche, à 18 heures. Tél. : 01-47-00-55-22. De 120 F à 180 F. Jusqu'au 31 octobre.

Laisse faire la lumière
de Guillevic, avec Marianne Auricoste. Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue rue Saint-Martin, Paris 3^e. M^e Rambuteau. A partir du 15 septembre. Du mercredi au samedi, à 19 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. 60 F et 80 F. Jusqu'au 17 octobre.

Orchestre de Paris
Beethoven : Concerto pour violon et orchestre, Symphonie n° 5. Anne-Sophie

Mutter (violin), Kurt Masur (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Termes. Les 15 et 16, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 90 F à 320 F.

The Last Virtuoso
de Klit. Berliner KammerOper, Matthias Mönius (direction), Kay Kuntze (mise en scène).

Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 15, à 20 h 30. Tél. : 01-42-68-07-29. 100 F. Alisa Weilerstein (violoncelle), David Laughton (piano). Falla : Suite populaire espagnole. Brahms : 2^e sonate en fa majeur pour violoncelle et piano op. 99. Heath : On Fire. Tchaïkovski : Pezzo capriccioso. Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris 1^{er}. M^e Louvre. Le 16, à 12 h 30. Tél. : 01-40-20-84-00. De 45 F à 60 F.

Jean-Benoît Colot Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Les 15 et 16, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Enrico Pieranunzi Quintet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Les 15 et 16, à 22 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Orchestre de la Lune
Cithéa, 114, rue Oberkampf, Paris 11^e. M^e Parmentier. Le 15, à 22 h 30. Tél. : 01-47-00-00-32.

RÉSERVATIONS

Hélène Grimaud
Salle Pleyel, Paris 8^e. Le 21 septembre. Tél. : 01-45-61-53-00.

Pretenders
La Mutualité, Paris 5^e. Le 22 septembre. Tél. : 01-40-46-15-71.

Brad Mehldau Trio
Olympia, Paris 9^e. Le 22 septembre. Tél. : 01-47-42-25-49.

Hôtel des deux mondes
d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène Daniel Roussel, avec Catherine Arditi, Rufus, Laurence Cote, Viktor Lazlo.

Théâtre Marigny, Paris 8^e. A partir du 23 septembre. Tél. : 01-42-25-20-74.

Supergrass
Café de la Danse, Paris 11^e. Le 24 septembre. Tél. : 01-40-21-70-70 et 01-47-00-57-59.

DERNIERS JOURS

19 septembre : La Peinture après l'abstraction, 1955-1975

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. M^e Iéna. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. 35 F. 25 F ; moins de 18 ans : 18 F.

Robert Doisneau
Maison Robert-Doisneau, 1, rue de la Division-du-Général-Leclerc (94) Gentilly. Tél. : 01-47-40-88-33. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi, mardi, mercredi. 10 F. Gratuit pour les moins de 18 ans.

OUVREZ GRAND LES YEUX !

LE CINÉMA
MAX LINDER

présente
SUR ÉCRAN GÉANT
SON THX NUMÉRIQUE
CRUISE KIDMAN KUBRICK EYES WIDE SHUT V.O

SÉANCES
10h30
13h30
16h30
19h30
22h30

WEEK-END NON-STOP 24h/24

MAX LINDER PANORAMA RÉSERVATIONS : 08 36 68 50 52
24, BD POISSONNIÈRE 9^e - Métro GRANDS BOULEVARDS

foire d'art contemporain au Carrousel du Louvre du 17 au 20 septembre 1999

ART PARIS

60 galeries
400 artistes

Tous les jours de 12 h. à 21 h.

Nocturne le 18 septembre jusqu'à 23 h.

99 rue de Rivoli 75001 Paris

Site Internet : www.artparis.fr

VIGAROSCOPE

Caprice Art

iffi paris89fm

francesco smalto PARIS

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 Ex-URSS, à l'ombre du croissant. Forum Planète
- 22.00 Les murs ont la parole. Forum Planète
- 23.00 Mourir dans la dignité. Forum Planète

MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Geri Halliwell ; Jean-Claude Dreyfus ; John Berger ; Michel Boujenah. Canal +
- 19.00 et 23.40 Courts particuliers. Spécial Eric Rohmer. Invitée : Arielle Dombasle. Paris Première
- 20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Heimattfront, la guerre au quotidien en Allemagne : la communauté nationale. Arte
- 20.55 La Marche du siècle. Sommes-nous en liberté surveillée ? France 3
- 22.40 Ça se discute. Notre voix reflète-t-elle notre personnalité ? France 2
- 0.40 Le Canal du savoir. Pascal Dusapin : entretien avec Claude Samuel. Paris Première

DOCUMENTAIRES

- 20.15 Reportage. Brûlures de vie. Arte
- 20.30 Qui a peur de Frédéric Chopin ? Planète

Le Monde TELEVISION

ARTE

23.25 **Moi, Philip Roth**
Un documentaire tout en finesse et en intelligence de Christa Maerker, une pérégrination intime et littéraire, des plages du New Jersey à sa maison du Connecticut, dans les œuvres et dans la vie de l'auteur de *Portnoy*, de *Professeur de désir*, de *Pastorale américaine*, etc. Seul regret, les « explications de texte », ponctuées de lectures qui auraient gagné à être sous-titrées et non doublées.

- 20.45 Les Origines de la guerre. [2/8]. URSS. Histoire
- 20.45 Benny Goodman. Mezzo
- 20.45 Appel d'air. [1/6]. Québec. Odyssee
- 21.25 Vietnam, 10 000 jours de guerre. [7/13]. L'offensive du Têt. Planète
- 21.45 Musica. Dawn Upshaw, la voix de l'ange. Arte
- 21.45 11 septembre 1973. Le dernier combat de Salvador Allende. Histoire
- 22.25 Histoires d'otages. Beyrouth 1984-1991. Canal +
- 22.45 Musica. Ralph Kirkpatrick. Arte
- 22.45 Une histoire de la médecine. Histoire
- 23.00 Stress à l'école. Téva
- 23.25 Les Dossiers de l'Histoire. Dictature des colonels grecs. France 3
- 23.25 Profil. Moi, Philip Roth. Arte
- 0.20 La Case de l'oncle Doc. Dreyfus est à Rennes : un été 1899. France 3

SPORTS EN DIRECT

- 18.00 Football. Coupe de l'UEFA. HJK Helsinki - Lyon. France 2
- 20.45 Football. Ligue des champions (1^{er} tour, 1^{re} journée, Groupe C) : Sparta Prague - Bordeaux. TF 1

DANSE

- 21.00 Raymonda. Chorégraphie de Grigorievich. Avec Natalya Bessmertnova, Yuri Vasyuchenko. Avec l'Orchestre du Théâtre du Bolchoï, dir. Algis Zhuraitis. Muzzik

- 22.45 Napoli. Chorégraphie d'Auguste Bournonville. Par le Royal Danish ballet. Avec le Royal Danish Orchestra, dir. Peter Ernst Lassen. Mezzo

MUSIQUE

- 19.40 Prokofiev. *Symphonie n° 1 et Concerto pour violon*. Avec Vadim Repin, violon. Par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, dir. Evgeni Svetlanov. Mezzo
- 21.50 Les Grandes Guitares. Mezzo
- 21.55 Robbie Williams. Londres 1998. Paris Première
- 0.15 Ravel. *Concerto pour piano et orchestre en sol majeur*. Avec Martha Argerich, piano. Par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit. Mezzo

TÉLÉFILMS

- 20.40 La Vie sans Jimmy. Glen Jordan. RTL 9
- 20.50 L'Amour en héritage. Douglas Hickox [1/4]. Téva
- 20.55 Une sirène dans la nuit. France 2
- 23.40 Prison de femmes. Karen Arthur. O. M 6

SÉRIES

- 20.55 Ally McBeal. Rêve ou réalité. Honni soit qui mal y pense. Des saints et des seins. M 6
- 21.05 Nuit Star Trek. Canal Jimmy
- 22.20 Leaving L.A. Eyes of the City (v.o.). Série Club

son amour : au fil du quotidien, chacune livre à l'autre ses pensées, ses émotions. La fragilité de Sylvie contraste avec la personnalité tourmentée de Béatrice, obsédée par la violence qu'elle perçoit en elle. Evitant le scabreux et jamais mièvre, le montage trouve une juste distance entre l'intimité et la représentation. Le film est témoin du mal-être de ces deux amantes, qui laisse deviner la difficulté d'assumer son homosexualité et la complexité du rapport entre vie sociale et vie intérieure.

FILMS

- 17.00 La Gloire de mon père. Yves Robert (France, 1990, 110 min) O. Cinéstar 1
- 17.55 La Banquière. Francis Girod (France, 1980, 125 min) O. Ciné Cinémas 1
- 18.05 Je retourne chez maman. George Cukor (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 90 min) O. Cinétoile
- 18.50 Snake Eyes. Abel Ferrara (Etats-Unis, 1993, v.o., 105 min) O. Ciné Cinémas 3
- 19.35 Quai des brumes. Marcel Carné (France, 1938, N., 85 min) O. Cinétoile
- 20.30 L'Aigle des mers. Michael Curtiz (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 135 min) O. Ciné Classics
- 20.30 New York 1997. John Carpenter (Etats-Unis, 1981, 100 min) O. Ciné Cinémas 1
- 21.00 Quai des Orfèvres. Henri-Georges Clouzot (France, 1947, N., 105 min) O. Cinétoile
- 22.10 Le Jeune Werther. Jacques Doillon (France, 1993, 90 min) O. Ciné Cinémas 1
- 22.35 Le Silence des agneaux. Jonathan Demme. Avec Jodie Foster, Anthony Hopkins (EU, 1990, 115 min) O. Cinéfaz
- 22.45 Les Portes de la nuit. Marcel Carné (France, 1946, N., 105 min) O. Ciné Classics
- 0.20 La Casette. Manoel De Oliveira (Portugal, 1994, 95 min) O. Ciné Cinémas 2
- 0.30 Citizen Kane. Orson Welles (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 120 min) O. Ciné Classics
- 0.55 L'Esclave libre. Raoul Walsh (Etats-Unis, 1957, v.o., 125 min) O. Ciné Cinémas 3
- 1.00 Une nouvelle vie. Olivier Assayas (France, 1993, 115 min) O. Cinéstar 2



- 22.35 Le Silence des agneaux. Jonathan Demme. Avec Jodie Foster, Anthony Hopkins (EU, 1990, 115 min) O. Cinéfaz
- 22.45 Les Portes de la nuit. Marcel Carné (France, 1946, N., 105 min) O. Ciné Classics
- 0.20 La Casette. Manoel De Oliveira (Portugal, 1994, 95 min) O. Ciné Cinémas 2
- 0.30 Citizen Kane. Orson Welles (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 120 min) O. Ciné Classics
- 0.55 L'Esclave libre. Raoul Walsh (Etats-Unis, 1957, v.o., 125 min) O. Ciné Cinémas 3
- 1.00 Une nouvelle vie. Olivier Assayas (France, 1993, 115 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 18.25 Exklusif.
- 19.05 Le Bigdil.
- 19.55 Clic et net.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.35 Football. Sparta Prague - Bordeaux. 22.40 Résumé.
- 1.05 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

- 18.00 Football. Coupe de l'UEFA. HJK Helsinki - Lyon.
- 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.20 Qui est qui.
- 19.55 et 20.45 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.55 Une sirène dans la nuit. Téléfilm. Luc Bolland. O.
- 22.40 Ça se discute. Notre voix reflète-t-elle notre personnalité ?
- 0.45 Journal, Météo.
- 1.05 Des mots de minuit. Manière de voir. Eteignez vos portables !

FRANCE 3

- 17.45 C'est pas sorcier.
- 18.13 Comment ça va aujourd'hui ?
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.48 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.05 Fa Si La.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.55 La Marche du siècle. Sommes-nous en liberté surveillée ?
- 22.50 Météo, Soir 3.
- 23.25 Les Dossiers de l'Histoire. La Dictature des colonels grecs.
- 0.20 La Case de l'oncle Doc. Dreyfus est à Rennes. Un été 1899.
- 1.20 Nocturnales. L'Eurovision des jeunes musiciens.

CANAL +

- En clair jusqu'à 21.00
- 18.20 Nulle part ailleurs. Au-delà de l'obsession. Téléfilm. Richard A. Colla. O.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 21.00 Cursus fatal. Film. Dan Rosen. O.
- 22.25 Histoires d'otages. Beyrouth 1984-1991.
- 0.30 Champions League.
- 1.00 Cinéma de quartier. Les Nuits de Lucrece Borgia. Film. Sergio Grieco. O.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 Radioactivité, particules en mouvement. Forum Planète
- 22.00 Environnement, préservons les ressources. Forum Planète

MAGAZINES

- 10.40 Arrêt sur images. Dopage : l'information entre les lignes. Avec Patrick Montel, Bernard Faure, Stéphane Diagona. La Cinquième
- 14.35 La Cinquième rencontre... Santé, sciences : Les feux de forêt. La Cinquième
- 15.50 Le Vrai Journal. Entretiens : Philippe de Villiers ; Romain Franklin, Le système Eltsine, la Russie et le FMI, Lionel Jospin et la Corse. Le manifeste des « Chiennes de garde ». Canal +
- 16.10 et 20.10 Le Talk Show. LCI
- 17.40 Le Débat de P.-L. Séguillon. LCI
- 18.00 Stars en stock. Julie Andrews. Fred Astaire. Paris Première
- 18.20 Nulle part ailleurs. Avec Fellag, Bianca Li, John Mc Enroe, Bruno Solo. Canal +
- 19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. LCI
- 20.25 Temps présent. Liftings à hauts risques. Robinsions suisses. TSR
- 20.55 Envoyé spécial. Alain Ducasse, portrait d'une toque modèle. L'or vert. Prisonnières du voile. France 2
- 21.10 Les Dossiers du Grand Journal. LCI
- 21.40 Politoscopie. LCI
- 22.10 Le Club. Avec Michèle Laroque. Ciné Classics
- 22.15 Pulsations. La fécondation in vitro. RTBF 1
- 22.35 Faxculture. La Bâtie : Festival de Genève dans tous ses éclats ! TSR
- 0.50 Saga-Cités. Le docteur est dans l'escalier. France 3

DOCUMENTAIRES

- 17.35 L'Age d'or de la RKO. [3/6]. Films de femmes. Ciné Classics
- 17.45 Filles d'Allah. Histoire
- 17.55 Destination. La Dominique. La Cinquième
- 18.30 Mongolie, le paradis bleu. [3/6]. TMC
- 18.45 L'île aux plongieuses nues. Planète
- 18.45 Une histoire de la médecine. [1/8]. Les sociétés devant l'épidémie : l'impissance et la peur. Histoire
- 19.00 Voyages, voyages. Chicago et les Grands Lacs. Arte
- 19.10 Le Triangle des Bermudes. Planète

Le Monde TELEVISION

PLANÈTE

22.15 **Qui a peur de Frédéric Chopin ?**
Une émission bien construite sur le pianiste national polonais et la crainte qu'inspire l'interprétation de ses œuvres chez des élèves ou des professionnels réputés comme Alfred Brendel. Un reportage tourné en Pologne, tissé d'analyses de professeurs de piano et de récitals et de questions des élèves sur la difficulté de jouer ce grand compositeur.

ARTE

- 0.20 **Tu crois qu'on peut parler d'autre chose que d'amour ?**
Béatrice filme Sylvie qui filme Béatrice. Entre documentaire et fiction, ces deux jeunes cinéastes livrent un journal intime à deux voix, tourné en super-8 depuis le début de leur rencontre quatre ans plus tôt. Béatrice et Sylvie vivent et travaillent ensemble, elles se confient l'une à l'autre au travers de la caméra. Se comprendre, exprimer ses sentiments, déclarer
- 19.15 Terre François Joseph. Les mystères de l'Arctique. Odyssee
- 20.15 Reportage. La Peste hooligan. Arte
- 20.30 L'Islam en questions. [2/3]. Les Etats-Unis. Planète
- 20.40 Thema. Russie : Le temps des troubles. Arte
- 20.50 Objectif nature. Le monde des anguilles, un siècle de mystère. Odyssee
- 21.05 A cœur, à corps, à cris. [2/3]. A corps. TV 5
- 21.20 Les Surprises de la matière. Planète
- 21.35 L'Archipel hawaïien du Pacifique. Odyssee
- 22.00 Les Secrets de la guerre secrète. [1/6]. Étions-nous prévenus ? Odyssee
- 22.15 Qui a peur de Frédéric Chopin ? Planète
- 22.45 Pierre Bellemare. [1/2]. Histoire
- 23.10 Vietnam, 10 000 jours de guerre. [7/13]. L'offensive du Têt. Planète
- 23.15 Guernica de Pablo Picasso. Odyssee
- 23.45 Mémoires de France. [2/12]. Mémoires de Lyon. Histoire
- 23.55 Les Grands Compositeurs. [12/12]. Grieg. Odyssee
- 0.00 Asie centrale, le réveil du tigre. Planète
- 0.15 N.U. Au travail. Histoire

SPORTS EN DIRECT

- 14.25 Cyclisme. Tour d'Espagne. Huesca - Pá de Beret. TSR - Eurosport
- 18.00 Football. Coupe de l'UEFA. Maccabi Tel-Aviv - Lens. Eurosport
- 20.00 Football. Coup de l'UEFA. Nicosie - Juventus. Pathé Sport
- 20.40 Football. Coupe de l'UEFA. Monaco - St Johnstone. Eurosport

MUSIQUE

- 19.00 Le Concert d'Ernest Chausson. Transclassiques 99. Avec Pascal Godart, piano ; Olivier Charlier, violon ; Martin Burguess, violon ; Clare Hayes, violon ; Fiona Bonds, alto ; William Schofield, violoncelle. Muzzik
- 21.00 Baroque Duet. Avec Kathleen Battle, soprano ; Wynnton Marsalis, trompette et l'Orchestre de chambre de Saint Luke, dir. John Nelson. Œuvres de Bach, Scarlatti et Haendel. Muzzik
- 21.40 Anne-Sophie Mutter. Théâtre des Champs-Élysées 1998. Avec Anne-Sophie Mutter, violon ; Lambert Orkis, piano. Mezzo

JEUDI 16 SEPTEMBRE

- 22.20 Jazz à Montreux 90. Avec Yellowjackets ; Dee Dee Bridgewater ; Les McCann ; Andy Summers ; Michel Petrucciani ; George Benson ; Jake Six ; Miles Davis. Muzzik
- 22.25 Tchakovski à Covent Garden 93. Avec Plácido Domingo ; Kiri Te Kanawa et l'Orchestre et le Chœur du Royal Opera House, dir. sir Edward Downes, Stephen Barlow et Barry Wordsworth. Paris Première
- 22.35 Beethoven. *Sonate pour piano n° 24, «A Thérèse»*. Daniel Barenboim, piano. Mezzo
- 23.25 L'Etoile. Opéra de Chabrier. Lyon 1986. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Lyon, dir. John Eliot Gardiner. Muzzik

TÉLÉFILMS

- 20.30 Les coquelicots sont revenus. Richard Bohringer. Festival
- 20.55 Comment réussir son divorce en douze leçons. Lila Garrett. TMC
- 22.15 La Rage au cœur. Robin Davis. O. Festival
- 23.20 Engrenage fatal. Richard Trevor. O. France 3

SÉRIES

- 17.25 Highlander. Flamenco. M 6
- 17.55 Le Prince de Bel-Air. [1/2]. Veille de fête. France 2
- 18.25 Hartley, cœurs à vif. France 2
- 18.25 The Sentinel. Protection rapprochée. M 6
- 18.35 Amicalement vôtre. Quelqu'un dans mon genre. Série Club
- 20.00 Father Ted. La guerre des moutons (v.o.). Canal Jimmy
- 20.10 Une nounou d'enfer. Histoires d'eau. M 6
- 20.15 Happy Days. Les premières cigarettes. Série Club
- 20.15 Friends. Celui avec Georges. RTL 9
- 20.40 Buffy contre les vampires. Mensonge. Série Club
- 20.45 Nestor Burma. Sortie des artistes. 13^{ème} RUE
- 20.50 Navarro. Thomas, l'enfant battu. TF 1
- 20.55 X-Files. 1 et [2/2]. Zone 51. M 6
- 21.30 Highlander. Ne pas être. Série Club
- 21.55 Urgences. [1/2]. La tempête. TSR
- 22.20 Alfred Hitchcock présente. La taupé. 13^{ème} RUE
- 23.45 Cosmos 1999. Soleil noir. Série Club
- 0.30 Rude Awakening. Une expérience assez gay (v.o.). Canal Jimmy
- 1.00 That 70's Show. L'anniversaire d'Eric (v.o.). Canal Jimmy

SÉRIE CLUB

23.45 **Cosmos 1999**
Une série britannique en quarante-huit épisodes, qui fit les délices des après-midi de TF 1 il y a presque trente ans. Elle reste l'une des meilleurs séries de science-fiction à la télévision. Même si le calendrier lui a donné tort puisqu'elle programmait, le 13 septembre 1999, l'explosion qui est le prélude à une longue odyssee de trois cent onze occupants d'une base lunaire à travers l'Univers.

FILMS

- 17.50 Razzia sur la chnouf. Henri Decoin (France, 1954, N., 105 min) O. Cinétoile
- 18.35 Les Portes de la nuit. Marcel Carné (France, 1946, N., 105 min) O. Ciné Classics
- 20.30 Jane Eyre. Robert Stevenson (EU, 1944, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
- 20.30 Descente aux enfers. Francis Girod (France, 1986, 90 min) O. Ciné Cinémas 2
- 20.50 Au fil de la vie. Garry Marshall (Etats-Unis, 1988, 130 min) O. Téva
- 20.55 Mary Reilly. Stephen Frears (Etats-Unis, 1995, 110 min) O. France 3



- 21.00 Les Sentiers de la gloire. Stanley Kubrick. Avec Kirk Douglas, Adolph Menjou (Etats-Unis, 1958, N., v.o., 85 min) O. Paris Première
- 21.05 Tron. Steven Lisberger (Etats-Unis, 1982, 105 min) O. Cinéfaz
- 22.00 New York 1997. John Carpenter (Etats-Unis, 1981, 95 min) O. Ciné Cinémas 2



- 22.40 Si je t'aime... prends garde à toi. Jeanne Labruno. Avec Nathalie Baye, Daniel Duval (France, 1998, 110 min) O. Canal +
- 22.45 That's Dancing ! Jack Haley Jr (Etats-Unis, 1985, 120 min) O. Mezzo
- 22.45 Monsieur Arkadin. Orson Welles (Espagne, 1955, N., v.o., 100 min) O. 13^{ème} Rue
- 22.45 Voyage au début du monde. Manoel De Oliveira (France - Portugal, 1997, 95 min) O. Ciné Cinémas 3
- 23.20 Le Mariage de mon meilleur ami. Paul J. Hogan (Etats-Unis, 1997, 105 min) O. Canal + Vert
- 23.55 Le Château de ma mère. Yves Robert (France, 1990, 95 min) O. Cinéstar 2
- 0.20 Bad Lieutenant. Abel Ferrara (Etats-Unis, 1992, v.o., 95 min) O. Ciné Cinémas 3
- 3.10 La Gloire de mon père. Yves Robert (France, 1990, 105 min) O. Cinéstar 1

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 16.40 Sunset Beach. O.
- 17.35 Melrose Place. O.
- 18.25 Exklusif.
- 19.55 Clic et net.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.50 Navarro. Thomas, l'enfant battu. O.
- 22.35 Made in America. Au-delà de l'obsession. Téléfilm. Richard A. Colla. O.
- 0.15 Culture ! Carolyn Carlson, Kimani Marley. Catherine Frot. La FIAC 99. Gilbert Bécaud. La rubrique de A à Z.

FRANCE 2

- 16.10 La Chance aux chansons. 16.50 Des chiffres et des lettres. 17.20 Un livre, des livres. 17.25 Cap des Pins. O.
- 17.55 Le Prince de Bel-Air. O.
- 18.25 Hartley, cœurs à vif. O.
- 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.25 Qui est qui.
- 20.00 Journal, Météo. Point route.
- 20.55 Envoyé spécial. Alain Ducasse, portrait d'une toque modèle. L'or vert. P.-s. : Prisonnières du voile.
- 23.00 Expression directe. RPR.
- 23.10 Parole de flic. Film. José Pinheiro. O.
- 0.55 Journal, Météo.
- 1.15 Musiques au cœur. Nicolas Joël et le théâtre du Capitole de Toulouse.

FRANCE 3

- 16.15 Les Zinzins de l'espace.
- 16.35 Les Minikeums.
- 17.40 Le Kadox.
- 18.13 Comment ça va aujourd'hui ?
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.48 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.05 Fa Si La.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.40 A vendre. Film. Stephen Frears. O.
- 22.45 Météo, Soir 3.
- 23.20 Engrenage fatal. Téléfilm. Richard Trevor. O.
- 0.50 Saga-Cités. Le docteur est dans l'escalier.
- 1.15 Espace francophone. Un florilège de la 401^{re} émission.

CANAL +

- 16.35 Au-delà du désir. Film. Lance Young. O.
- En clair jusqu'à 20.35
- 18.20 Nulle part ailleurs. 19.00 Le Journal du sport.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Soirée cinéma au féminin. 20.40 A vendre. Film. Laetitia Masson. O.
- 22.35 et 0.30 Cinéma au féminin.
- 22.40 Si je t'aime... prends garde à toi. Film. Jeanne Labruno. O.
- 0.35 Mina Tannenbaum. Film. Martine Dugowson. O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA
- O Tous publics
 - Accord parental souhaitable
 - Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
 - Public adulte
 - Interdit aux moins de 16 ans
 - Interdit aux moins de 18 ans

ARTE

- 19.00 Connaissance. Sous la peau.
- 19.45 Météo. Arte info.
- 20.15 Reportage. Brûlures de vie.
- 20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Heimattfront, la guerre au quotidien en Allemagne : la communauté nationale.
- 21.40 Les Cent Photos du siècle. Les accords de paix, de B. Kinney, 1995.
- 21.45 Musica. Dawn Upshaw, La voix de l'ange. 22.45 Ralph Kirkpatrick.
- 23.25 Profil. Moi, Philip Roth.
- 0.20 La Lucarne. Tu crois qu'on peut parler d'autre chose que d'amour ?
- 1.00 Pepe Carvalho. Le Petit Frère. O.

M 6

- 18.20 The Sentinel. O.
- 19.20 Dharma & Greg. O.
- 19.50 La sécurité sort de la bouche des enfants.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.10 Une nounou d'enfer. O.
- 20.40 Décrochages info, Avant 1^{er}.
- 20.55 Ally McBeal. Rêve ou réalité. O. Honni soit qui mal y pense. O. Des saints et des seins. O.
- 23.40 Prison de femmes. Téléfilm. Karen Arthur. O.
- 1.20 De quel droit ? L'Etat a-t-il tous les droits ?

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Prima la musica.
- 21.20 Expresso, Poésie sur parole.
- 21.30 Multidiffusion.
- 22.10 Carnet de notes. #2/3A.
- 22.30 Surpris par la Nuit. Musique.
- 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

- 20.00 A pleines voix. Festival de Montpelier 1999.
- 22.30 Suivez le thème.
- 23.00 Le Conversatoire.
- 0.00 Tapage nocturne. Invité : Art Zoyd.

RADIO CLASSIQUE

- 20.15 Les Soirées. Œuvres de Brahms, 20.40 Ariane et Barbe-Bleue, de Dukas. Œuvres de Dukas.
- 22.40 Maeterlinck et ses musiciens. Œuvres de Humperdinck, Sibelius, Schoenberg, Séverac, Rachmaninov.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 14.35 La Cinquième rencontre... Santé, sciences : Les feux de forêt.
- 16.00 Les Nouveaux Agriculteurs.
- 16.30 Alf. O.
- 17.00 Cinq sur cinq.
- 17.10 Galilée. D'images et de sons.
- 17.30 100% question.
- 17.55 Destination. La Dominique.
- 18.25 Météo.
- 18.30 Le Monde des animaux.
- 19.00 Voyages, voyages.
- 19.45 Météo, Arte info.
- 19

Quatre châteaux bordelais condamnés pour falsification de vin

LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX a, lundi 13 septembre, déclaré coupables de falsification de vin, quatre châteaux du bordelais (Grey-sac, de Lamarque, Lacroix-Merlin et le prestigieux cru classé Giscours), une cave coopérative (cave St-Jean), tous en appellation d'origine contrôlée, ainsi que la tonnellerie girondine Demptos. Il leur est reproché d'avoir utilisé des douelles de chêne - morceaux de bois utilisés pour la confection des barriques - dans leurs cuves en béton ou en acier pour donner un goût boisé au vin. Près de 4 000 hectolitres de la récolte 1995 avaient été saisis. Chacun est condamné à payer une amende de 50 000 francs. Outre les frais de justice, ils devront verser chacun 30 000 francs à l'Institut national des appellations d'origine (INAO) qui s'était porté partie civile. - (Corresp.)

Une victime de l'amiante sera indemnisée par le Fonds de garantie

LA COUR D'APPEL DE CAEN a confirmé, mardi 14 septembre, la décision de la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions pénales (CIVI) de faire indemniser par le Fonds de garantie un ancien mécanicien de la Marine nationale atteint d'un cancer de la plèvre dû à l'amiante (mésothéliome). La cour a rejeté le pourvoi formé par le Fonds et « confirme en toutes ses dispositions » la décision de la CIVI rendue en première instance à Cherbourg le 25 mars. C'est la première fois qu'une victime de l'amiante sera indemnisée par décision de la CIVI, créée en 1991 en faveur des victimes du terrorisme. Michel Drouet, 53 ans, dont le cancer a été diagnostiqué en mars 1997, a travaillé de 1963 à 1985 sur des tuyauteries calorifugées à l'amiante sans aucune protection ni information. Le Fonds de garantie devra lui verser 980 000 francs.

DÉPÊCHES

■ **SANG CONTAMINÉ** : le parquet de Paris a élargi partiellement, lundi 13 septembre, l'enquête judiciaire menée par la juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy, dans le volet financier de l'affaire du sang contaminé. Il lui a délivré un réquisitoire supplétif contre X... pour « abus de biens sociaux, recel, faux et usage de faux », qui l'autorise à enquêter sur des aspects précis des pertes enregistrées par la Fondation nationale de la transfusion sanguine (FNFS), au début des années 1990. Un expert judiciaire s'était penché sur les opérations financières réalisées dans le cadre d'une holding, Espace-Vie SA, créée par Michel Garretta à la fin des années 80, afin d'étendre les possibilités commerciales du FNFS. Les pertes financières du FNFS, dans le cadre de ces opérations, ont été évaluées à 110 millions de francs.

■ **JUSTICE** : Selon le quotidien *Libération* du 15 septembre, les responsables de l'association Le Patriarche sont visés par une double information judiciaire pour abus de confiance, abus de faiblesse, travail illégal, d'une part ; viol, tentative de viol et viol sur mineure de moins de 15 ans, d'autre part. Cette ouverture d'informations ferait suite aux plaintes de six anciens pensionnaires du Patriarche, puis à celle de parents d'une adolescente, qui aurait été abusée sexuellement dans l'un des centres de l'association de réinsertion de toxicomanes.

Tirage du Monde daté mercredi 15 septembre 1999 : 500 774 exemplaires. 1-3

Le cinéma c'est maintenant chaque mardi
avec *Le Monde* daté mercredi

3615 LEMONDE
rubrique VOL

Vois réguliers Promotions
Dernières minutes Charters

Comparez tous les tarifs aériens sur 500 destinations...

QUIZ: testez vos connaissances et gagnez des billets d'avion ou des guides de voyage

Le mystère du meurtre de Jean-Claude Poulet-Dachary, ancien adjoint au maire (FN) de Toulon, serait élucidé

Un homme de 37 ans a été mis en examen mardi par le juge Tournier

Toulon

de notre correspondant

Le doyen des juges d'instruction de Toulon, Jean-Luc Tournier, a mis en examen, mardi 14 septembre, pour « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » un homme âgé de 37 ans, Jean-Marc Petrov, dans l'enquête sur la mort de Jean-Claude Poulet-Dachary, chef du cabinet et adjoint au maire (FN) de Toulon, le 29 août 1995.

Incarcé à la prison Saint-Roch, cet homme est soupçonné de trois homicides commis dans le Var. Il doit prochainement comparaître devant la cour d'assises, accusé d'avoir tué à coups de hache un couple à Nice en 1997. Il est en outre visé par une enquête sur la mort d'un sans-domicile-fixe à Toulon. Il s'est enfin accusé, devant les gendarmes, de la mort de l'élu du Front national, avant de se rétracter. Son avocat, M^e Christelle Ouillon, affirme qu'« il dispose d'un alibi », deux personnes assurant avoir passé en sa compagnie la nuit de la mort de l'ancien maire-adjoint.

Présenté comme un marginal, fréquentant, comme la victime, le milieu homosexuel toulonnais, M. Petrov avait été interrogé par les enquêteurs peu après la mort de Jean-Claude Poulet-Dachary, retrouvé à l'aube dans le hall de son immeuble, au bas de l'escalier, le crâne fracassé. Il semble que des membres de l'ancien service de sécurité du FN, le Département protection sécurité (DPS), seraient à l'origine de cette mise en examen.

« ENQUÊTE » PARALLÈLE

Apparemment chargés d'une investigation parallèle à celle de la justice, ils auraient surpris M. Petrov alors qu'il tentait de s'introduire dans l'appartement de l'élu décédé, dont il paraît avoir été un familier. Après en avoir informé la hiérarchie du parti de M. Le Pen, les agents du FN auraient néanmoins gardé pour eux cet élément, et ne se seraient décidés que récemment à le livrer aux gendarmes.

Le parquet de Toulon avait choisi d'emblée d'ouvrir une information judiciaire contre X... pour « homicide volontaire », estimant que les

résultats de l'autopsie fournissaient « suffisamment d'éléments objectifs » pour agir en ce sens. Mais les recherches se sont longtemps égarées sur des pistes politiques plus ou moins crédibles, souvent ouvertes sur le fondement de confidences intéressées.

Présent à Toulon le 1^{er} septembre 1995 pour l'université d'été du FN, Jean-Marie Le Pen lui-même avait écarté la piste homosexuelle pour évoquer une agression à caractère politique, évoquant le contexte varois et le précédent de l'assassinat de la députée (PR) Yann Piat, en 1994. Jean-Claude Poulet-Dachary avait été chargé par le maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, d'un audit sur la gestion financière de l'ancienne municipalité. Mais l'examen détaillé des ordinateurs de la mairie, entrepris à la suite du témoignage d'un ancien employé du service informatique municipal, n'avait abouti à aucune découverte.

L'étude des dernières heures de la victime avait en revanche permis de déterminer qu'il s'était rendu à l'Olympe, un bar de la haute ville

fréquenté par des homosexuels, qu'il avait quitté vers 2 h 15. D'ordinaire, un employé de l'établissement le accompagnait jusque chez lui pour éviter une agression. A trois reprises, en effet, à Marseille et à Toulon, l'élu toulonnais avait été molesté par des inconnus, alors qu'il rentrait seul à son domicile.

Il semble aujourd'hui que son agresseur du 29 août 1995 disposait des clés de l'immeuble, peut-être même de l'appartement. Ayant découvert le taux élevé d'alcoolémie de la victime, les enquêteurs avaient envisagé une crise de jalousie qui aurait dégénéré. En février 1998, la police avait déposé ses conclusions sur cette affaire, privilégiant la thèse de l'accident. Circonspect, le juge Tournier avait délivré une commission rogatoire à la brigade de recherches de la gendarmerie de Toulon, dans le but de vérifier certains points de l'enquête, alors qu'il venait d'obtenir des éléments nouveaux, après l'audition de la sœur du défunt et d'un ancien responsable du DPS.

José Lenzini



Accélération de la croissance au 2^{ème} trimestre Boc : une nouvelle dimension

Le Conseil d'Administration de L'Air Liquide s'est tenu le 9 septembre 1999 sous la présidence de M. Alain JOLY. Le Conseil a examiné les comptes pour le 1^{er} semestre 1999.

Au cours de la séance le Président a déclaré : "Le 1^{er} semestre 1999 a été marqué par une nette reprise à partir du mois de mars compensant une conjoncture défavorable dans de très nombreux secteurs industriels au début de l'année, phénomène inhabituel. Cette baisse a masqué une forte croissance dans le domaine des ventes liées aux grands contrats, dans la santé et dans les services. Compte tenu de l'amélioration de la conjoncture industrielle, Air Liquide devrait pleinement profiter de ces développements au 2^{ème} semestre avec une forte accélération du chiffre d'affaires et des résultats. Notre objectif pour 1999 reste une croissance du résultat net par action similaire à celle de 1998".

La croissance du chiffre d'affaires gaz et services, activité principale du Groupe, s'est accélérée au 2^{ème} trimestre : le chiffre d'affaires a augmenté de 6,2% par rapport à l'année précédente, à comparer à une croissance de 0,5% au 1^{er} trimestre. Pour l'ensemble du 1^{er} semestre 1999 il a augmenté de 3,3%. Sur le semestre, le chiffre d'affaires consolidé est en croissance de 0,7%.

Le résultat d'exploitation avant amortissement est en progression (+6,1%) traduisant une amélioration de la productivité. Le ratio de résultat d'exploitation avant amortissement sur ventes passe de 23,0% au 1^{er} semestre 1998 à 24,3% au 1^{er} semestre 1999. La mise en service de nouveaux investissements à la suite des contrats signés par le Groupe a conduit à une augmentation des amortissements

En millions, au 30 juin	Francs		Euros		1999/1998 %
	1998	1999	1998	1999	
Chiffre d'affaires gaz et services	15 693	16 218	2 393	2 473	+ 3,3
Chiffre d'affaires total	19 984	20 129	3 047	3 069	+ 0,7
Résultat d'exploitation avant amortissement	4 601	4 883	701	744	+ 6,1
Résultat d'exploitation après amortissement	2 767	2 829	422	431	+ 2,2
Résultat net	1 685	1 703	257	260	+ 1,1
Marge brute d'autofinancement (1)	3 604	3 920	549	598	+ 8,8
Résultat net ajusté par action	20,44	20,69	3,12	3,15	+ 1,2

(1) avant éléments exceptionnels

(+12,0%). Le résultat d'exploitation après amortissement reste cependant en croissance (+2,2%).

Le résultat net consolidé, après intérêts minoritaires et impôts, s'élève à 1 703 millions de francs contre 1 685 millions en 1998, soit une croissance de 1,1%. Pour L'Air Liquide S.A., le résultat net s'élève à 1 153 millions de francs contre 1 024 millions en 1998.

Revenant sur l'offre d'achat de BOC, le Président a indiqué qu'il s'agissait d'une « opportunité exceptionnelle pour Air Liquide. Cette opération nous fera changer de dimension. Une fois réalisée, elle accroîtra notre chiffre d'affaires gaz et services d'environ 40%, soit cinq ans de croissance d'un coup. L'acquisition de BOC nous permettra d'appliquer notre stratégie de services sur une base considérablement élargie ».

Alain Joly a poursuivi en indiquant qu'« à court terme, cette opération nous permettra de réaliser un milliard de francs de synergies en 3 ans. Elle se traduira par une très forte accélération de la croissance du résultat net et du cash flow. »

Enfin, le Président a précisé que « le processus d'obtention des autorisations réglementaires suivait son cours normalement ».

Alain Joly a rappelé lors du Conseil le nouveau positionnement du Groupe pour accélérer sa croissance : élargissement de l'offre, développement de services à haute valeur ajoutée représentant un marché en croissance rapide, accélération de sa mondialisation, renforcement de ses compétences technologiques. Cela a permis de tripler le montant des contrats à long terme signés entre 1995 et 1997, contrats démarrants à partir de 1998 et 1999. La part des services dans le chiffre d'affaires gaz et services a doublé en 7 ans, atteignant 14% à fin 1998. L'objectif est de le doubler de nouveau en 5 ans.

Le Président a indiqué que « compte tenu de l'apport de cette stratégie et de l'acquisition de BOC, les objectifs du Groupe à 3 ans sont une croissance de 60% du résultat net et de 50% du bénéfice par action. »

Air Liquide
75321 Paris Cedex 07
N° Vert 0 800 16 61 79

<http://www.airliquide.com>